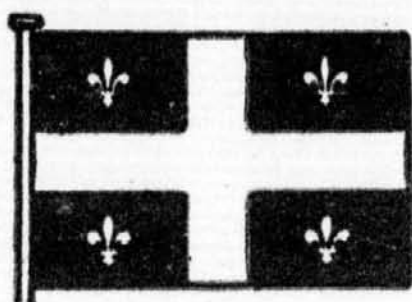




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 avril 1960

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 30th, 1960

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE,

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
53551 — 1-53-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
53551 — 1-53-o

Département du Travail

Avis

Barbiers-coiffeurs — Chicoutimi

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des barbiers; l'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des coiffeuses; l'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des barbiers; l'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des coiffeuses.

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc.; l'Association Professionnelle

Department of Labour

Notice

Barbers and hairdressers — Chicoutimi

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition for the purpose of rendering obligatory the Collective Labour Agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des barbiers; l'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des coiffeuses; l'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des barbiers; l'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des coiffeuses.

AND ON THE OTHER PART:

Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc.; l'Association Professionnelle

des Employés Coiffeurs et Coiffeuses du Saguenay;
pour les employeurs et les salariés des professions
visées suivant les conditions ci-après décrites:

Juridiction professionnelle

1° La juridiction professionnelle du décret couvre toute personne, société, compagnie, corporation ou école, qui exécute ou fait exécuter une ou plusieurs des opérations définies aux articles 2 et 4.

Définitions

Aux fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

2° *Barbier — Coiffeur pour hommes*: Ces termes désignent toute personne qui rase la barbe, coupe, tond, taille, teint ou flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, frictionne le visage, la chevelure ou le cuir chevelu ou donne des messages faciaux.

3° *Compagnon-barbier — Compagnon-coiffeur pour hommes*: Ces termes désignent le barbier ou coiffeur pour hommes qui a terminé son apprentissage et qui a subi les examens requis avec un pourcentage d'au moins 65% et obtenu du Comité Paritaire, selon les prescriptions de ses règlements, un certificat le qualifiant comme tel.

4° *Coiffeur pour dames*: Le terme "coiffeur pour dames" désigne toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations de coiffure, y compris les suivantes: Shampooing, coupe, tailage, flambage, tressage des cheveux, teinture, décoloration, épilation, massage, maquillage, manucure, traitement du cuir chevelu, ondulation, indéfrisage avec ou sans appareils ou produits chimiques ou de toute autre façon, montage ou démontage de l'indéfrisage, monture et ajustage des cheveux postiches.

5° *Compagnon-coiffeur pour dames*: Ce terme désigne le coiffeur pour dames qui a terminé son apprentissage et qui a subi les examens requis avec un pourcentage d'au moins 65% et obtenu du Comité Paritaire un certificat le qualifiant comme tel.

6° *Manucure-esthéticienne*: Ce terme désigne toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations nécessaires pour rendre les services suivants: Massage, manucure et épilation.

7° *Employeur*: Le terme "employeur" désigne une personne, une société ou corporation qui exploite un salon professionnel, que ce soit à titre de propriétaire, de locataire ou de tenancier, et qui fait exécuter par un salarié une ou plusieurs des opérations requises pour rendre les services faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

8° *Employeur professionnel*: Le terme "employeur professionnel" désigne une personne, société ou corporation qui exploite un salon professionnel, que ce soit à titre de propriétaire, de locataire ou de tenancier, et qui a habituellement à son emploi des salariés qui exécutent les services faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

9° *Artisan*: Le terme "artisan" désigne toute personne exécutant dans un salon professionnel seule, en société ou en corporation, un travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret pour son propre bénéfice.

10° *Salarié*: Le terme "salarié" désigne toute personne qui, moyennant rémunération, exécute pour le compte d'un employeur ou d'un employeur professionnel une ou plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

des Employés Coiffeurs et Coiffeuses du Saguenay,
for the employers and employees of the trades
concerned, according to the following conditions:

Professional jurisdiction

1. The professional jurisdiction of the decree extends to any person, company, corporation or school who executes or causes to be executed one or more of the operations defined in articles 2 and 4.

Definitions

For the purposes of application of the decree, the following terms shall have the meaning hereinafter given to them:

2. *Barber — Men's hairdresser*: These terms designate any person who shaves, cuts, clips trims, dyes or sings the hair, shampoos the head, rubs the face, the hair or scalp and gives facials (massages).

3. *Journeyman-barber — Men's journeyman hairdresser*: These terms mean any barber or men's hairdresser who has completed his apprenticeship period, has passed the required examinations with at least 65% of the points and obtained from the Parity Committee according to its regulations, a certificate to that effect.

4. *Ladies' hairdresser*: The term "ladies' hairdresser" means any person who executes one or more of the hairdressing operations including, but not restricted to the following: shampoo; cutting, trimming, singeing, braiding of the hair; dyeing; bleaching; depilation; massage; makeup; manicure; scalp treatment; waving; permanent wave with or without machine or chemical products or done any other way; preparing or finishing up permanent wave; preparing and fitting false hair.

5. *Ladies' journeyman hairdresser*: The term "ladies' journeyman-hairdresser" means any ladies' hairdresser who has completed his apprenticeship period and has passed the required examinations with a percentage of at least 65% and obtained from the Parity Committee a certificate to that effect.

6. *Manicure-aesthetician*: This term means any person who executes one or more of the operations required to give the following services: Massage, manicure and depilation.

7. *Employer*: The word "employer" means a person, partnership or corporation who operates a professional parlour, whether in the capacity of owner, of tenant or of operator, and who causes to be executed therein by an employee one or more of the operations required to render the services included in the professional jurisdiction of the decree.

8. *Professional employer*: The term "Professional employer" means a person, partnership or corporation who operates a professional parlour, whether in the capacity of owner, of tenant or of operator and who, habitually, hires employees to execute one or more of the operations required to render the services included in the professional jurisdiction of the decree.

9. *Artisan*: The term "artisan" means any person executing in a professional parlour, alone, in partnership or as a corporation, and for his own benefit, work included in the professional jurisdiction of the decree.

10. *Employee*: The term "employee" means any person who, in consideration of payment, executes for the account of an employer or professional employer one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

11° *Apprenti*: Le terme "apprenti" désigne toute personne faisant l'apprentissage de l'une ou plusieurs opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, dans un salon professionnel.

12° a) *Salon professionnel*: Le terme "salon professionnel" désigne un salon, endroit, local ou établissement séparé et spécialement meublé, servant à exécuter ou faire exécuter en entier ou en partie l'une ou plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, et pour lequel est émis un permis des autorités municipales.

b) *Salon de barbier-coiffeur*: Ce terme désigne un établissement où le barbier ou coiffeur pour hommes exerce sa profession.

c) *Salon de coiffure*: Ce terme désigne un établissement où le coiffeur pour dames exerce sa profession.

d) *Salon de beauté*: Ce terme désigne un établissement où la manucure esthéticienne exerce sa profession.

13° *Salon-école*: Ce terme désigne une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements), par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 64 et amendements) ou tout centre d'apprentissage fonctionnant sous l'autorité d'une commission d'apprentissage constituée en vertu de la Loi de l'aide à l'apprentissage (9 George VI, chapitre 41) où se fait l'enseignement théorique et pratique d'une ou de plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

14° *Ondulation permanente*: Les mots "ondulation permanente" désignent l'opération qui consiste à donner au cheveu "une ondulation qui dure", qu'elle soit accompagnée ou non d'une ondulation à l'eau ou qu'elle soit donnée au moyen de manipulation, d'appareils électriques ou autres, ou par l'usage de crèmes, cosmétiques, poudres, lotions, toniques antiseptiques, etc.

15° *Coupe de cheveux*: Le terme "coupe de cheveux" signifie: couper, amincir, étager, effiler les cheveux ou exécuter le travail de quelque manière que ce soit, au moyen de la tondeuse, des ciseaux ou du rasoir.

16° *Coupe de cheveux en brosse*: Le terme "coupe de cheveux en brosse" désigne les cheveux coupés en tenue verticale, droits sur la tête, sans considération du genre de coupe alentour de la tête, et que l'on fasse ou non l'usage de fixatif.

17° *Ondulation*: Le terme "ondulation" signifie arranger, placer, tresser, friser, coiffer, onduler les cheveux au moyen du Komol, du marcel, du papier, de la mise-en-plies ou de toute autre façon.

18° *Teinture*: Le terme "teinture" signifie l'application sur les cheveux de toute substance colorante à caractère permanent y inclus les shampooings colorants, que l'application soit faite en entier ou en partie, ou en retouche sur les racines des cheveux après la pousse de ceux-ci.

19° *Décoloration*: Le terme "décoloration" signifie l'application sur les cheveux de toute substance ayant pour but de réduire ou d'enlever partiellement ou complètement, la pigmentation des cheveux ou d'enlever la couleur des cheveux.

20° *Décapage*: Le terme "décapage" signifie: dissoudre et enlever, au moyen de toute substance ou produit à cet effet, la teinture appliquée sur les cheveux.

21° *Massage*: Le terme "massage" signifie: masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, les bras, les mains et le cou.

22° *Manucure*: Le terme "manucure" signifie: couper ou corriger les cuticules (envies), la

11. *Apprentice*: The term "apprentice" means any person serving, in a professional parlour, his apprenticeship in one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

12. a) *Professional parlour*: The term "professional parlour" means a separate parlour, place or establishment specially equipped and used for the executing in whole or part of one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the agreement, and for which a permit is issued by the municipal authorities.

b) *Barber-hairdresser parlor*: This term means an establishment where the men's barber or hairdresser plies his profession.

c) *Hairdressing parlor*: This term designates an establishment where the ladies' Hairdresser plies his profession.

d) *Beauty parlor*: This term designates an establishment where the manicure-aesthetician plies his profession.

13. *School parlour*: This term means a school governed by the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 63 and amendments), by the Trade-Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 64 and amendments), or any apprenticeship center operating under the authority of an apprenticeship commission constituted under the Apprenticeship Assistance Act (9 Geo. VI, chapter 41) where theoretical or practical teaching of one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree is carried out.

14. *Permanent wave*: The term "permanent wave" means the operation that gives the hair a "lasting wave", accompanied or not by a water wave, and executed by means of manipulation, electrical or other devices, creams, cosmetics, powders, lotions, tonics, antiseptics, etc.

15. *Haircut*: The term "haircut" means the operation that consists in the following: to cut, thin, taper the hair or execute such work in any manner whatever by means of a clipper, scissors or razor.

16. *Brushcut*: The term "brushcut" means the operation that consists in cutting the hair so that it will stand upright on the head, irrespective of the kind of haircut around the head or of the use of solid wax or not.

17. *Wave*: The word "wave" means the operation that consists in the following: to arrange, place, braid, curl, dress, wave the hair by means of the komol, marcel, paper or water wave or otherwise.

18. *Dyeing*: The word "dyeing" means the application on the hair of any lasting colouring substance, including colour shampoos, whether the application be made in whole or part or by a retouching on the hair root after the hair has grown.

19. *Bleaching*: The word "bleaching" means the application on the hair of any substance tending to reduce or remove, in whole or part, the pigmentation of the hair or to remove the natural colour of the hair.

20. *Dye removing*: The term "dye removing" means the dissolving or removing, by means of any substance or product, of the dye applied on the hair.

21. *Massage*: The word "massage" means, to massage, clean, stimulate, manipulate or embellish the face, the arms, the hands, the neck.

22. *Manicure*: The word "manicure" means, to cut or arrange cuticles, the nails, to remove

pousse des ongles, faire disparaître les taches, former, polir, émailler, nettoyer, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres.

23° *Rince nuanceur ou colorant*: Les termes "rince nuanceur" ou "colorant" signifient l'application sur les cheveux d'une substance ayant un effet colorant temporaire, laquelle application doit se faire sans l'aide d'oxydants ou d'oxygénés.

24° *Shampooing*: Le terme "shampooing" désigne le nettoyage ou lavage des cheveux et du cuir chevelu à sec, à l'eau, au savon ou au moyen de toute autre substance nettoyante.

25° *Épilation*: Le terme "épilation" signifie: enlever ou tirer les poils par l'usage de crèmes, de cires ou poudres dépilatoires ou au moyen d'instruments spéciaux, exception faite des appareils à l'électrolyse.

26° *Traitement du cuir chevelu*: Le terme "traitement du cuir chevelu" signifie: enlever les pellicules, faire les applications ou traitements à l'huile ou avec d'autres substances spéciales à cet effet, au moyen de frictions manuelles, avec ou sans l'aide d'appareils spéciaux, lampe solaire, lampe à rayon ultra-violet, lampes à rayons infra-rouges ou vibreur.

the spots, to form, polish, clean, embellish, file, cut, shine the nails with or without the use of cosmetics, tonics, lotions creams or powders.

23. *Tinting or colouring rinse*: The words "tinting or colouring rinse" mean the application on the hair of a substance tending to colour temporarily, such application being given without the use of oxydizing agents or peroxide.

24. *Shampoo*: The word "shampoo" means the cleaning or washing of the hair and scalp with or without water or soap or by means of any other cleaning substance or agent.

25. *Depilation*: The word "depilation" means the removing or pulling of hair by means of depilatory creams, waxes or powders or of special instruments, excepting electrolysis devices.

26. *Scalp treatment*: The term "hair and scalp treatment" means the removing of dandruffs, oil or other applications or treatments with the hands, with or without the use of special devices, solar lamps, ultra-violet lamps, infra-red lamps or vibrators.

Dispositions relatives à l'apprentissage

Conditions d'admission

27° Pour être admise à l'étude ou à l'apprentissage d'une ou de plusieurs opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, toute personne doit s'inscrire au Comité Paritaire et obtenir un certificat d'apprentissage.

28° Aux fins d'obtenir son certificat d'apprenti, toute personne doit se conformer aux exigences suivantes:

a) Avoir 16 ans révolus et pas plus de 30 ans.

b) Produire un certificat officiel d'étude du cours secondaire — 8ème année — émis par le Département de l'Instruction publique ou par une régie gouvernementale d'enseignement ou, à défaut de produire tel certificat, subir avec succès un examen scolaire d'équivalence devant un examinateur autorisé par le Comité Paritaire ou le Ministère du Travail.

c) Fournir deux (2) photographies récentes d'au moins 2½" x 3½" et des preuves d'identité à la satisfaction du Comité Paritaire, ainsi qu'un certificat de radiographie pulmonaire émis par l'Unité Sanitaire de l'endroit.

Durée

29° La durée normale de l'apprentissage est de trente-six (36) mois pour les professions de barbier ou coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames et de douze (12) mois pour les manucures-esthéticiennes.

30° L'apprentissage doit se faire dans un centre d'apprentissage ou dans un salon professionnel.

31° Toute personnes chargée de faire l'enseignement dans un salon-école doit détenir un certificat de qualification de compagnon-barbier, compagnon-coiffeur pour hommes ou de compagnon-coiffeur pour dames émis par le bureau des examinateurs du Comité Paritaire.

32° L'élève ayant suivi un cours d'une durée minimum de mille (1,000) heures d'études théoriques et pratiques dans un salon-école peut se présenter pour l'examen de classification devant le bureau des examinateurs lequel détermine le temps à servir comme apprenti.

Provisions concerning apprenticeship

Conditions of admission

27. Every person shall register with the Parity Committee and obtain an apprenticeship certificate before being admitted to the study or to the apprenticeship of one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

28. To obtain an apprentice's certificate, every person shall comply with the following requirements:

a) Be at least 16 and not more than 30 years of age.

b) Produce an official study certificate of the Secondary Course — 8th year — issued by the Department of Education or by an education organization under the authority of the Government or, in the absence of such certificate, sit for an equivalent school examination before an examiner authorized by the Parity Committee or the Department of Labour.

c) Produce two (2) recent photographs at least 2½" x 3½" and identification papers accepted by the Parity Committee, including a lung X-Ray certificate issued by the Sanitary Unit of the locality concerned.

Duration

29. The standard duration of apprenticeship shall be thirty-six (36) months for the trades of barber or men's hairdresser and ladies' hairdresser, and twelve (12) months for manicures and manicures-aestheticians.

30. Apprenticeship shall be served in an apprenticeship centre or in a professional parlour.

31. Every person entrusted with the teaching in a school-parlour shall hold a certificate of competency as journeyman-barber, men's journeyman-hairdresser or ladies' journeyman-hairdresser issued by the Board of Examiners of the Parity Committee.

32. The pupil having followed a course consisting of at least one thousand (1,000) hours of theoretical and practical study in a school-parlour may sit for the classification examination before the Board of Examiners which shall determine the time to be worked as apprentice.

33° *Crédit aux élèves*: Les personnes qui ont fréquenté un centre d'apprentissage, un salon professionnel ou une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements), par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 64 et amendements), doivent recevoir des crédits proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats des examens qu'elles y ont subis.

Heures de travail et emploi des apprentis

34° Dans les salons professionnels, les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles déterminées dans le décret pour les employés réguliers.

35° Chaque employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations de sa profession afin de lui permettre de pratiquer et d'apprendre toutes les opérations visées par le décret.

36° Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, il doit en donner avis au Comité Paritaire et à l'apprenti au moins une semaine à l'avance.

Certificat d'hygiène

37° L'apprenti doit, durant sa période d'apprentissage, suivre un cours d'hygiène et de cosmétologie d'une durée de trente (30) heures.

38° Dans les régions où il y a une école ou un centre d'apprentissage, l'apprenti doit suivre les cours d'hygiène qui font partie du programme d'enseignement donné par l'école ou le centre d'apprentissage et subir avec succès l'examen requis pour cette matière afin d'obtenir le certificat approprié.

39° Dans les régions où il n'y a pas d'école ou de centre d'apprentissage, l'apprenti doit suivre les cours d'hygiène donnés par un médecin reconnu et accepté par le Comité Paritaire. L'apprenti doit également subir avec succès l'examen régulier pour cette matière.

40° Les frais de scolarité desdits cours sont déterminés par le Comité paritaire ou la commission d'apprentissage.

41° L'apprenti qui, pour des raisons valables, n'a pas suivi les cours d'hygiène ou qui, l'ayant suivi, n'a pu obtenir le certificat d'études pendant la durée normale de son apprentissage, peut être autorisé à exercer son métier pendant la durée de tel cours, pourvu qu'il le commence ou le reprenne au plus tôt.

Note: De plus, les élèves qui ont suivi, durant leur stage aux écoles ci-haut mentionnées, les cours de coiffure pour hommes et de coiffure pour dames données dans ces écoles et comportant l'enseignement de l'hygiène, doivent être exemptés des cours d'hygiène obligatoires que le Comité Paritaire donne, s'ils ont subi avec succès les examens préparés par ces écoles.

Examen des apprentis

42° A l'expiration de la durée de son apprentissage, l'apprenti doit se présenter au Comité Paritaire pour y subir l'examen obligatoire au certificat de qualification et il ne sera admis à l'examen que s'il a rempli toutes les prescriptions du décret relatives à son apprentissage.

43° A défaut par l'apprenti de se présenter au Comité Paritaire pour subir les examens requis pour l'obtention du certificat de qualification dans uné période de trois (3) mois après l'expiration

33. *Credit to the pupils*: Persons who have attended an apprenticeship centre or a school governed by the Specialized Schools Act (R.S.Q. 1941, chapter 63 and amendments), by the Trade-schools Act (R.S.Q. 1941, chapter 64 and amendments), or who have served apprenticeship in a professional parlour are entitled to apprenticeship credits in proportion to the duration of their studies and to the result of the examinations passed therein.

Hours of work and employment of apprentices

34. In professional parlours, hours of work of apprentices shall be the same as those determined in the decree for regular employees.

35. Every employer shall make his apprentice work gradually on the various operations of his trade so that he may practise and learn all the operations governed by the decree.

36. Should the employer wish to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, he shall give notice thereof to the Parity Committee and the apprentice at least one week in advance.

Hygiene certificate

37. Apprentices shall, during their apprenticeship period, attend an hygiene and cosmetology course consisting of thirty (30) hours.

38. In regions where there is a school or apprenticeship centre, apprentices shall attend the hygiene courses included in the programme of the school or centre and pass satisfactory examinations on this subject in order to obtain the appropriate certificate.

39. In zones where there is no school or apprenticeship centre, apprentices shall attend hygiene courses given by a doctor approved by the Parity Committee. Apprentices shall also pass a satisfactory examination on this subject.

40. School fees for the above mentioned courses shall be determined by the Parity Committee or the Apprenticeship Commission.

41. Apprentices who did not, for justified reasons, attend the hygiene course or who did attend it but could not obtain the study certificate during the standard duration of their apprenticeship may be authorized to ply their trade while attending such course or if they are about to attend it.

Note: Also, pupils who have attended, during the period spent in the schools above mentioned, men's hairdressing and ladies' hairdressing courses given in the said schools and including hygiene courses, shall not be required to attend the obligatory hygiene courses given by the Parity Committee when the examinations prepared by and passed at the schools are satisfactory.

Examination of apprentices

42. At the expiration of the duration of his apprenticeship, the apprentice shall sit for an examination before the Parity Committee in order to obtain the certificate of competency and he will be allowed to sit for the examination only when all the apprenticeship provisions of the decree are complied with.

43. Should the apprentice fail to sit before the Parity Committee for the examinations required to obtain the certificate of competency within the three (3) months following the expiration of

de la période de temps fixée par son apprentissage, tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret lui est interdit jusqu'à ce que le Comité Paritaire ait statué sur son cas.

44° En cas d'insuccès de l'apprenti lors de l'examen au certificat de qualification, il doit subir un autre examen dans un délai de six (6) mois. Tout insuccès après cet examen prive l'apprenti du droit de faire tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret jusqu'à ce que le Comité Paritaire ait statué sur son cas.

45° Dans l'intérêt de la profession, aucune école de coiffure ou de barbier ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un salon de coiffure ou de barbier ou un commerce d'accessoires de coiffure ou de barbier.

Dispositions diverses

46° Aucun vendeur de machines, d'accessoires ou de produits nécessaires pour exercer une profession et pour exécuter une ou plusieurs opérations faisant l'objet du décret ne peut exécuter ou faire exécuter l'une ou l'autre desdites opérations ailleurs que dans un salon professionnel ni à un prix inférieur aux pris minima fixés par le décret.

47° Toute personne agissant comme démonstrateur ou consultant dans l'une des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret ne peut agir comme telle à moins de détenir un certificat de qualification déterminé et émis par le Comité Paritaire ou d'avoir obtenu dudit Comité Paritaire un permis spécial.

48° *Propriété des certificats de qualifications:* Les certificats de qualifications émis par le Comité Paritaire, appartiennent à leurs détenteurs, et ne sont valables que dans la juridiction territoriale pour laquelle ils sont émis. Le certificat de qualification doit être affiché bien à la vue du public dans le salon où le détenteur exerce sa profession. Il est interdit d'annoncer une qualification autre que celle que possède la ou les personnes concernées.

49° *Compétence dans un salon professionnel:* Dans chaque salon professionnel, il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détenant un certificat de qualification de compagnon-barbier ou compagnon-coiffeur.

Prescriptions relatives à la rémunération des salariés

50° Les salariés doivent recevoir leur salaire hebdomadaire complet lorsque la semaine comprend un ou des jours de fêtes chômées prescrits par le décret.

51° Les salaires et commissions dus aux salariés doivent leur être payés hebdomadairement à leur échéance, en monnaie légale, et sous enveloppe individuelle.

52. Le pourboire versé par la clientèle aux salariés leur appartient en propre.

53° Aucun employeur n'a le droit de réduire les salaires des salariés recevant plus que les salaires minima prévus au décret, lors de son entrée en vigueur.

Rémunération des services rendus à la clientèle

54° L'employeur ou le salarié qui fournit au client les services mentionnés au décret doit lui en exiger le prix comptant, en monnaie légale, dès le travail terminé.

55° Il est interdit à l'employeur, à l'artisan et au salarié d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle, d'en réduire le prix mini-

the period determined for his apprenticeship, he will not be permitted to do any work included in the professional jurisdiction of the decree until the Parity Committee has taken a decision.

44. Should the apprentice fail in the certification examination, he shall sit for another examination within six (6) months. Any subsequent failure deprives the apprentice from the right to do any work included in the professional jurisdiction of the decree until the Parity Committee has taken a decision.

45. In the interest of the trade, no hairdressing or barber school may operate jointly, on an equal basis or in conjunction with a barber or hairdressing parlor or a hairdressing or barber accessories concern.

Miscellaneous

46. Sellers of machines, accessories or products required for the plying of a trade or for the executing of one or more of the operations governed by the decree may execute or cause to be executed any one of the said operations unless it be done in a professional parlour and at prices not lower than the minimum ones determined in the decree.

47. Any person giving exhibitions or advices in respect of operations included the professional jurisdiction of the decree shall be required to hold a certificate of competency determined and issued by the Parity Committee or to obtain a special permit from the said Committee.

48. *Ownership of certificates of competency:* Certificates of competency issued by the Parity Committee belong to their holders and are valid only in the territorial jurisdiction for which they were issued. Certificates of competency shall be posted up in a conspicuous place in the parlour where the holders ply their trade. No one shall show a qualification other than the one for which he or she is certificated.

49. *Qualification for the operation of a professional parlour:* In every professional parlour, there shall be, in regular and permanent service, a person holding a certificate of competency of master-barber or master-hairdresser.

Provisions respecting remuneration of employees

50. Employees shall receive their whole weekly wages when one of the holidays prescribed by the decree occurs in the week.

51. Wages and commissions owed to employees shall be paid weekly when due, in currency, and in an individual envelope.

52. Tips received from customers shall belong to the employee.

53. No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages provided for in the decree at the time of its coming into force.

Remuneration of services rendered to customers

54. Employers or employees who render to customers services mentioned in the decree shall demand payment in cash and in currency upon completion of the work.

55. No employer, artisan or employee shall offer or render his services free of charge to customers, reduce the minimum price determined by

mum fixé par le décret, de donner ou d'accepter directement ou indirectement, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit, en vue ou ayant pour effet de réduire le prix des services, d'attirer ou tenter d'attirer la clientèle au moyen d'annonces, circulaires, panneaux-réclame ou autre procédé de publicité quelconque, ou de toute autre manière, faisant connaître ou offrant des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le décret.

56° *Heure légale*: Les mentions d'heure au décret se réfèrent à l'heure légale de chaque endroit compris dans la juridiction territoriale.

57° *Ententes ou conventions prohibées*: Est nulle et interdite toute convention ou entente, de quelque nature que ce soit, entre employeurs et salariés, en vue ou ayant pour effet, directement ou indirectement, d'échapper à l'une quelconque des dispositions du décret.

Toute autre convention ou entente en vue ou ayant pour effet de restreindre d'une manière quelconque la mise en vigueur du décret est prohibée.

Renseignements au Comité Paritaire

58° Avant de pouvoir exercer une profession visée par le décret ou tenir un salon professionnel, toute personne doit déclarer par écrit au Comité Paritaire ses noms, prénoms et adresse, le nom sous lequel elle exerce sa profession ou tient son salon, son régime matrimonial de même que tout changement subséquent de nom, d'adresse ou d'état matrimonial, et si elle ne tient pas seule, un salon professionnel les noms, prénoms, adresse et régime matrimonial de son ou de ses associés.

59° Le barbier-coiffeur pour hommes, le coiffeur pour dames, la manucure-esthéticienne doit aussi, dans un délai de quinze (15) jours, aviser par écrit le Comité Paritaire de la cessation de l'exercice de sa profession ou de la vente, cession ou fermeture définitive de son salon.

60° *Personnes en société*: Toute personnes qui forment entre elles une société pour l'exercice d'une ou de plusieurs professions prévues par le décret doivent signer une entente écrite à cet effet, suivre les prescriptions de la Loi quant à son enregistrement et en déposer copie au Comité Paritaire. Il en est de même pour toute personne qui vend à une autre un salon professionnel assujéti au décret.

61° *Uniformité des salons professionnels*: Un salon professionnel ne peut être indistinctement un salon de barbier-coiffeur ou de coiffeur pour dames ou de manucure-esthéticienne, et servir en même temps de salon-école, directement ou indirectement. Il doit être l'un ou l'autre et non les deux à la fois.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions applicables à toutes les professions visées

101° *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière, Kénogami et Lac Saint-Jean.

Cette juridiction est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone 1. Les cités de Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami et Alma, les villes de Chicoutimi-Nord, Port-Alfred, Bagotville, Naudville, Isle Maligne (comprenant les quartiers de Talbot et Quen) et Riverbend, les municipalités de Grande-Baie, Rivière-du-Moulin et Saint-Jean-Eudes et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

the decree, nor give or accept, directly or indirectly, any premium, gift, object or advantage whatever for the purpose of reducing the prices of services, nor shall he attract or attempt to attract customers by means of advertisements, circulars, sign-boards or other publicity or ways that offer services at prices lower than those determined by the decree.

56. *Legal time*: Hours mentioned in the decree, shall be based on the legal time of each locality included in the territorial jurisdiction.

57. *Forbidden agreements or contracts*: Any agreement of any nature whatever between employers and employees tending to elude, directly or indirectly, any one of the provisions of the decree shall be null and forbidden.

Any other agreement tending to restrain in any way the enforcement of the decree shall be forbidden.

Information to the Parity Committee

58. Before having the right to ply a trade regulated by the decree or to operate a professional parlour, any person shall give in writing to the Parity Committee his name in full and address, the name under which he plies his trade or operates his parlour, his matrimonial status and any subsequent change in the name, address or matrimonial status and, should he not operate the professional parlor alone, the name in full and address and matrimonial status of his partner or partners.

59. Barbers, men's hairdressers, ladies' hairdressers and manicures-aestheticians shall also, within fifteen (15) days, notify the Parity Committee in writing should they cease to ply their trade or should they sell or transfer or close their parlour definitely.

60. *Persons in partnership*: All persons who form a partnership for the plying of one or more of the trades regulated by the decree, shall sign an agreement in writing to that effect, observe the provisions of the Act regarding its registration and file a copy thereof with the Parity Committee. The same applies to any person who sells to another person a professional parlor subject to the decree.

61. *Uniformity of Professional parlours*: A professional parlour cannot be both a ladies' hairdresser, a barber-hairdresser's a manicure-aestheticians' and a school-parlour, either directly or indirectly. It shall be one or the other and not both at the same time.

PART TWO

Provisions applying to all the trades concerned

101. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière, Kénogami and Lake St-John.

This jurisdiction is divided in two (2) zones as follows:

Zone 1. The cities of Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami and Alma, the towns of Chicoutimi-Nord, Port-Alfred, Bagotville Naudville, Isle Maligne (comprising Talbot and Quen wards) and Riverbend, the municipalities of Grande-Baie, Rivière-du-Moulin and Saint-Jean-Eudes and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II. Le reste de la juridiction territoriale.

102. *Jours chômés:* Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, Noël et le 26 décembre.

103° Lorsque la célébration d'une fête est fixée par proclamation à une date autre que la date régulière, le jour chômé est alors observé à la date ainsi fixée.

104° *Repas:* Une (1) heure doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi ainsi qu'une (1) heure également pour leur repas du soir, les jours où le travail se termine plus tard que 8.00 p.m.

105° Le samedi ne peut être considéré comme une veille de fête chômée.

Réserve: Nonobstant toute autre disposition, la durée des heures de travail déterminées par le décret doit être fixée dans le cadre et à l'intérieur de la réglementation municipale.

Vacances payées

106° Tout employeur assujéti au décret doit donner chaque année des vacances payées de une (1) semaine à tout salarié qui a été au moins un (1) an à son service.

a) La rémunération que l'employeur doit verser à son employé ayant droit à une (1) semaine de vacance payée doit être de \$50.00 par semaine, pour l'employé qualifié.

b) Pour l'apprenti, la rémunération pour vacance doit être selon sa catégorie respective et la base de son salaire fixe.

107° Lorsqu'un employé quitte son emploi après avoir travaillé durant une période de moins d'une année de service, l'employeur doit lui payer une somme équivalente à la rémunération de vacances payées au pro rata du nombre de mois de service à son emploi.

108° Lorsqu'un salon professionnel est vendu, cédé ou transféré ou est changé de propriétaire ou d'employeur, le nouveau propriétaire ou employeur assume vis-à-vis chacun des salariés l'obligation du propriétaire ou de l'employeur précédent en ce qui concerne lesdites vacances dues en conformité avec le décret.

109° L'employeur doit faire connaître au salarié au moins un mois à l'avance, la date fixée pour ses vacances; la rémunération des vacances est payable avant le départ pour la semaine de vacances.

110° La période de service continu donnant droit aux vacances est calculée au premier mai de chaque année.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières relatives aux coiffeurs pour hommes

Salaires minima

111° Le salaire minimum pour les employés réguliers, temporaires, remplaçants et apprentis, est le suivant:

a) L'apprenti ne reçoit aucun salaire durant sa période d'instruction à l'école. Cependant l'apprenti complétant sa première année d'apprentissage dans un salon reconnu par le Comité Paritaire doit recevoir la rémunération minimum hebdomadaire suivante:

i. Premier trimestre	\$ 8.00
Deuxième trimestre	10.00

Zone II. The remainder of the territorial jurisdiction. :

102. *Holiday:* There shall be no work on Sundays, and on the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St-John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26.

103. When the celebration of a holiday is set by proclamation at a date other than the regular one, the holiday shall then be observed on the date so set.

104. *Meals:* One (1) hour shall be given to employees for the noon meal and one (1) hour for the evening meal when work ceases after 8.00 p.m.

105. Saturday may not be considered as a holiday eve.

Proviso: Notwithstanding any other provision, the duration of working hours determined by the decree must be established in conformity with municipal by-laws.

Vacation with pay

106. Every employer governed by the decree shall give, each year, a vacation consisting of one (1) week to every employee who has been in his service for at least one (1) year.

a) The vacation pay that the employer must pay to his employee for a one (1) week vacation shall be \$50.00 per week for the qualified journeyman.

b) For the apprentice, the vacation pay shall be calculated according to his category and his fixed salary.

107. When an employee leaves his employ after having worked for a period of less than one year service, the employer must pay him a sum equivalent to the vacation pay owed for the number of months of service.

108. When a professional parlour is sold or transferred, the new owner or employer assumes towards every employee the obligations of the former owner or employer under the decree as regards the said vacations with pay.

109. The employer shall notify the employees, at least one month in advance, of the date fixed for their vacation. Vacation pay shall be given the employees before they leave for their vacation.

110. The period of continuous service which entitles the employees to the vacations is computed from the first may of each year.

PART THREE

Special provisions respecting barbers and men's hairdressers

Minimum wages

111. The minimum wage rate for regular employees, temporary employees, substitutes and apprentices shall be as follows:

a) Apprentices shall receive no remuneration for his period of training at school. However, apprentices who have completed their first year of apprenticeship in a parlor recognized by the Parity Committee, shall receive the following minimum weekly wage rate:

i. First three months	\$ 8.00
Second three months	10.00

Deuxième semestre: \$12.00 plus une commission de 50% pour cent des recettes de son travail excédant le montant de \$22.00 par semaine.

ii. A la sortie de l'école de même qu'à sa deuxième année et troisième année d'apprentissage, l'apprenti barbier-coiffeur pour hommes a droit au salaire minimum suivant:

2^e année: \$20.00 plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$30.00 dollars par semaine.

3^e année: \$30.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$40.00 par semaine.

b) Pour les compagnons barbiers-coiffeurs pour hommes, le salaire minimum des employés réguliers est le suivant:

\$35.00 par semaine plus 60% des recettes de leur travail excédant \$47.50 au cours de la semaine.

c) *Employé temporaire ou remplaçant*: \$6.00 par jour plus une commission de 60% des recettes de son travail excédant le double de son salaire gagné.

Durée du travail

112° Les heures régulières de travail sont les suivantes:

Barbiers-coiffeurs pour hommes

Zone I

Quarante-six (46) heures par semaine, réparties comme suit:

1° Le lundi, chômé dans toute la juridiction territoriale, à l'exception de:

Grande-Baie, Port-Alfred et Bagotville: de 8.00 a.m. à midi.

2° Les mardi, mercredi, jeudi et samedi, la veille de Noël et du Premier de l'An: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

3° Le Vendredi, les Veilles de fêtes chômées et les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m., à l'exception de:

Comté du Lac St-Jean: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, lorsqu'un jour de fête chômé tombe un mardi ou un samedi, le lundi qui précède ou suit immédiatement cette fête, suivant le cas, la durée du travail doit être de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Cependant, si ce lundi tombe dans la période des jours ouvrables avant la veille de Noël, les dispositions du paragraphe "3" ci-dessus s'appliquent.

Zone II

Cinquante (50) heures par semaine réparties comme suit:

Le lundi: chômé. Cependant lorsqu'un des jours de fêtes chômées tombe le mardi, le lundi précédant immédiatement cette fête, la durée du travail sera de 8.00 a.m. à 10.00 heures p.m.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

Les vendredi ainsi que les veilles de fêtes chômées, exception faite de la veille de Noël et du premier de l'An et les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement Noël et le premier de l'An: 8.00 heures a.m. à 10.00 heures p.m.

Vendredi-Saint: chômé durant l'office religieux.

Le samedi: de 8.00 heures a.m. à 7.00 heures p.m.

Second six months: \$12.00 plus 50% of the receipts of their work exceeding \$22.00 per week.

ii. Upon leaving the school or in the second or third year of apprenticeship, barbering and men's hairdressing apprentices shall receive the following minimum wage rates:

2nd year: \$20.00 plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$30.00 per week.

3rd year: \$30.00 per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$40.00 per week.

b) For men's barber-hairdresser journeymen, the minimum wage rate for regular employees shall be as follows:

\$35.00 per week plus 60% of the receipts of their work exceeding \$47.50 per week.

c) *Temporary employee or substitute*: \$6.00 per day plus a commission of 60% of the receipts of his work exceeding an amount equivalent to twice the wages earned.

Duration of work

112. The regular working hours shall be as follows:

Barbers men's hairdressers

Zone I

Forty-six (46) hours per week distributed as follows:

1. Monday, no work in the entire territorial jurisdiction, with the exception of:

Grande-Baie, Port-Alfred and Bagotville: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

2. Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday and the eves of Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

3. Friday, holiday eves and the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m., with the exception of:

Lake St. John County: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs, when a holiday falls on a Tuesday or a Saturday, the duration of work on the Monday preceding the Tuesday or following the Saturday, as the case may be, shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

However, should the Monday fall in the period of working days preceding Christmas Eve, the provisions of paragraph "3" above shall apply.

Zone II

Fifty (50) hours of work distributed as follows:

Monday: no work. However when a holiday falls on Tuesday, the duration of work shall be from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. the Monday preceding immediately this holiday.

On Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday and holiday eves, with the exception of Christmas and New Year's Day eves and the three (3) working days preceding immediately Christmas Day and New Year's Day: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Good Friday: no work during religious offices.

Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

113° Tout travail exécuté en dehors des heures plus haut mentionnées est interdit. Cependant, le travail commencé sur un client avant l'expiration de la durée des heures de travail peut être terminé, mais la durée de ce travail ne doit pas dépasser une demi-heure.

114° *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Barbiers-coiffeurs pour hommes

*Zones
I et II*

Coupe de cheveux ordinaire pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... \$ 0.85
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les quatre (4) jours précédant Noël, le premier de l'An et Pâques... 0.95

Coupe de cheveux en brosse:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... 1.00
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les quatre (4) jours précédant Noël, le premier de l'An et Pâques... 1.25

Coupe de cheveux ordinaire pour enfants des deux sexes de moins de 14 ans:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... 0.55
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les quatre (4) jours précédant Noël, le premier de l'An et Pâques... 0.65

Coupe de cheveux en brosse:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... 0.75
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les quatre (4) jours précédant Noël, le premier de l'An et Pâques... 1.00

Barbe... 0.50
Shampooing... 0.75
Traitement du cuir chevelu... 1.50
Tonique ou lotion... 0.35
Aiguisage de rasoir ou de ciseau... 0.50
Flambage des cheveux... 0.40
Massage... 1.00

115° *Travail requis en dehors du salon professionnel:* Lorsqu'un barbier-coiffeur pour hommes exerce son métier dans une maison d'éducation, une institution, un hospice, un hôpital, à temps partiel ou régulier, il doit exiger le prix minimum des services en monnaie légale.

116° *Prorata des apprentis:* Dans un salon professionnel de barbier-coiffeur pour hommes, il doit y avoir un (1) apprenti pour chaque compagnon. Toutefois, il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis dans un même salon.

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions particulières relatives aux coiffeurs pour dames.

117° *Salaires minima:* Le salaire minimum pour les employés réguliers, temporaires, remplaçant et apprentis est le suivant:

a) L'apprenti-coiffeur pour dames de première année durant sa période d'instruction à l'école, ne reçoit aucun salaire. Cependant, l'apprenti-coiffeur pour dames faisant sa première année d'apprentissage dans un salon reconnu par le Comité Paritaire doit recevoir la rémunération minimum hebdomadaire suivante:

113. No time shall be worked outside the hours above mentioned. However, work begun on a customer before the expiration of the duration of working hours may be completed but such overtime shall not exceed one half-hour.

114. *Minimum prices of services:* Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

Barbers and men's hairdressers

*Zones
I and II*

Haircut: for adults of either sex:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday... \$0.85
Friday, Saturday and holiday eves as well as the four days before Christmas, New Year's Day and Easter... 0.95

Brushcut:

Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday... 1.00
Friday, Saturday and holiday eves as well as the four days preceding Christmas, New Year's Day and Easter... 1.25

Haircut for children, under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday... 0.55
Friday, Saturday and holiday eves as well as the four days preceding Christmas, New Year's Day and Easter... 0.65

Brushcut:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday... 0.75
Friday, Saturday and holiday eves as well as the four days preceding Christmas, New Year's Day and Easter... 1.00

Shave... 0.50
Shampoo... 0.75
Scalp treatment... 1.50
Tonic and lotion... 0.35
Sharpening of scissors or razors... 0.50
Singeing of the hair... 0.40
Massage... 1.00

115. *Work executed outside professional parlours:* When a men's barber-hairdresser plies his trade in an educational establishment, an institution, a home or hospital, on a part-time or regular basis, he shall charge the following minimum prices and require payment in cash.

116. *Prorata of apprentices:* In a men's barber-hairdresser professional parlour, there must be one (1) apprentice to each qualified journeyman. However, there must not be more than two (2) apprentices in the same parlour.

PART FOUR

Special provisions respecting women's hairdressers

117. *Minimum wages:* The minimum wage rate for regular employees, temporary employees, substitutes and apprentices shall be as follows:

a) The first-year women's hairdresser apprentice receives no wages during his instruction period at the school. However, the women's hairdresser apprentice doing his first year of apprenticeship in a parlour recognized by the Parity Committee shall receive the following minimum weekly wage rate:

Première année d'apprentissage	\$ 6.00
Premier semestre de la deuxième année..	10.00
Deuxième semestre de la deuxième année..	15.00
Troisième année	20.00

b) Manucures-esthéticiennes:

Premier semestre d'apprentissage	7.50
Deuxième semestre	13.00

c) Pour les employés coiffeurs pour dames et les employés manucures-esthéticiennes qualifiés, le salaire minimum hebdomadaire d'un employé régulier, suivant sa qualification est le suivant:

i. Compagnons coiffeurs pour dames; \$30.00 par semaine plus 10% des recettes de leur travail excédant \$60.00 au cours de la semaine.

ii. Manucures-esthéticiennes: \$20.00 plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant \$30.00 au cours de la semaine.

iii. Coiffeurs pour dames qualifiés agissant comme gérant d'un salon professionnel propriété d'une compagnie ou corporation ou d'une autre personne de la profession ou non: \$50.00 plus une commission de 10% des recettes de leur travail excédant \$100.00 au cours de la semaine.

d) Employés remplaçants ou temporaires:

L'employé remplaçant ou temporaire doit recevoir un salaire minimum de \$7.00 par jour plus une commission de 10% des recettes de leur travail excédant \$14.00 au cours de la journée.

Si l'employé travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine.

118° *Durée du travail:* Les heures régulières de travail sont les suivantes:

*Coiffeurs pour dames**Zone I*

Cinquante et une (51) heures, exception faite pour la cité d'Alma et les villes de Naudville, Isle Maligne, (comprenant les quartiers Talbot et de Quen) et de Riverbend où la durée hebdomadaire des heures de travail est de quarante-sept (47) heures, réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi ainsi que les veilles de Noël, du premier de l'An et de Pâques: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. Cependant dans la cité d'Alma, (les quartiers Talbot et de Quen), et les villes de Naudville, Isle Maligne et de Riverbend les heures de travail des lundi sont de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Lorsqu'une fête chômée tombe un dimanche, cette fête chômée est reportée au lundi suivant immédiatement cette fête.

Les vendredi, et les veilles de fêtes chômées, (exception faite des veilles de Noël, du premier de l'An, des dimanches et de toutes fêtes chômées qui tombe un dimanche), ainsi que deux (2) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël et du premier de l'An: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi-Saint: Chômé durant l'office religieux.

Les samedi: 8.00 a.m. à midi pendant toute l'année, exception faite de la veille de Pâques, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Zone II

Quarante-sept (47) heures réparties comme suit:

Les lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Toutefois, si une fête chômée tombe le mardi, le lundi veille de cette fête chômée, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les trois (3) jours ouvrables précédant

First year of apprenticeship	\$ 6.00
First six months of the second year	10.00
Second six months of the second year	15.00
Third year	20.00

b) Manicure-aesthetician:

First six months of apprenticeship	7.50
Second six months	13.00

c) For the qualified women's hairdresser and manicure-aesthetician, the minimum weekly wage rate for the regular employee is the following, according to his qualification:

i. Qualified women's hairdresser: \$30.00 per week plus 10% of the receipts of his work exceeding \$60.00 for the week.

ii. Manicure aesthetician: \$20.00 plus 10% of the receipts of his work exceeding \$30.00 for the week.

iii. Qualified women's hairdressers acting as managers of a professional parlour propriety of a company, or corporation or of any other person of the profession or not: \$50.00 plus a commission of 10% of the receipts of their work exceeding \$100.00 during the week.

d) Substitutes or temporary employees:

The substitute or temporary employee shall receive a minimum wage rate of \$7.00 a day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding \$14.00 during the day.

If the employee works five (5) days or more, he shall receive a full week's salary.

118. *Duration of work:* The regular hours of work shall be as follows:

*Women's hairdresser**Zone I*

Fifty-one (51) hours per week, with the exception of the city of Alma and the towns of Naudville, Isle Maligne, (comprising Talbot and Quen wards) and Riverbend where the duration of work shall be forty-seven (47) hours per week, determined as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday including the Eves of Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. However, in the city of Alma, (Talbot and Quen wards), and the towns of Naudville, Isle Maligne and Riverbend, the hours of work for Monday shall be from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

When a holiday falls on Sunday, it is observed on the following Monday.

On Friday and holiday eves (excepting the eves of Christmas, New Year's Day, Sunday and any other holidays falling on Sunday), and on the two (2) working days before Christmas and New Year's Day eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Good Friday: no work during religious service.

Saturday: 8.00 a.m. to noon (12.00 a.m.) the year round, (excepting the eve of Easter Sunday from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.)

Zone II

Forty-seven (47) hours distributed as follows:

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

However, if a holiday falls on Tuesday, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. on the Monday preceding this holiday.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves, and the three (3) working days preceding Christmas and

immédiatement Noël et le premier de l'An: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

119° Aucun travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle ne peut être exécuté avant les heures de commencement mentionnées plus haut.

120° *Travail postérieur à la clôture*: Une heure et demie est accordée pour terminer le travail en cours.

121° Les heures des repas ne peuvent être considérées comme heures de travail.

122° *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés.

Coiffeurs pour dames

Coupe de cheveux pour adultes	\$ 1.00
Coupe de cheveux pour enfants de moins de douze (12) ans	0.75
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing à l'huile	1.00
Repeignage des cheveux secs	0.50
Massage facial	4.50
Teinture de cheveux pour hommes	5.00
Décoloration	5.00
Shampooing teinture	5.00
Traitement du cuir chevelu avec massage	1.50
Ondulation à l'eau	1.00
Ondulation Komol, Marcel ou papier	1.25
Décapage	3.00
Rincage de couleur	0.50
Manucure	1.00
Teinture de cheveux	7.00
Retouche de teinture	3.50
Rince colorant	2.00
Retouche de la décoloration	4.00
Indéfrisable "à froid" (cold wave) sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation: adultes	10.00
Demi-indéfrisable à froid: Adultes	7.00
Enfants de moins de douze (12) ans	5.50
Indéfrisable "tiède" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation: Adultes	7.00
Enfants de moins de douze (12) ans	5.50
Indéfrisable "chimique" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing, l'ondulation: Adultes	6.00
Enfants de moins de douze (12) ans	4.00
Indéfrisable "avec ou sans fil" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation: Adultes	5.00
Enfants de moins de douze (12) ans	3.00
Indéfrisable pour hommes	5.00
Indéfrisable "à la mèche" individuelle	0.25

123° *Travail requis en dehors du Salon professionnel*: Lorsqu'un coiffeur pour dames ou une manucure-esthéticienne exerce son métier dans une maison d'éducation, une institution, un hôpital, à domicile ou ailleurs, à temps partiel ou régulier, cette personne doit exiger et charger le prix minimum ci-dessus mentionné.

124° *Prorata des apprentis*: Dans un salon professionnel de coiffeur pour dames, il doit y avoir un (1) apprenti pour chaque compagnon. Toutefois, il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis dans un même salon.

125° *Durée du décret*: Le décret entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1961.

New Year's Day Eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

119. No work covered by the professional jurisdiction of the decree may be executed before the starting hours above mentioned.

120. *Time worked after finishing time*: One and a half hours shall be granted to complete the work in progress.

121. Meal time can not be considered as working time.

122. *Minimum prices of services*: The professional employers, the artisans and the employees shall charge to the public, the following minimum prices for the services hereinafter enumerated.

Ladies' Hairdresser

Haircut, adults	\$ 1.00
Haircut, children under 12 years of age	0.75
Ordinary shampoo	0.50
Oil shampoo	1.00
Dry combing of the hair	0.50
Massage Facial	4.50
Dyeing of the hair (men)	5.00
Bleaching	5.00
Tint shampoo	5.00
Scalp treatment with massage	1.50
Finger wave	1.00
Komol, Marcel or paper wave	1.25
Dye removing	3.00
Colour rinse	0.50
Manicure	1.00
Dyeing of the hair	7.00
Retouching of the dyed hair	3.50
Tint rinse	2.00
Retouching of the bleaching	4.00
Cold wave, including haircut, shampoo and finger wave	10.00
Semi cold wave: Adults	7.00
Children under 12 years of age	5.50
Permanent wave, "tepid" process, including haircut, shampoo and finger wave: Adults	7.00
Children under 12 years of age	5.50
Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and water wave: Adults	6.00
Children under 12 years of age	4.00
Permanent wave, "with or without machine", including haircut, shampoo and water wave: Adults	5.00
Children under 12 years of age	3.00
Permanent wave (men)	5.00
Permanent wave (each curler)	0.25

123. *Work executed outside professional parlours*: When a ladies' hairdresser or manicure aesthetician plies his or her trade in an educational establishment, an institution, a hospital, a home or elsewhere, on a part-time or regular basis, he or she shall charge the above mentioned minimum prices.

124. *Prorata of apprentices*: In a ladies' hairdresser professional parlour, there shall be one (1) apprentice to each journeyman. However, there must not be more than two (2) apprentices in the same parlour.

125. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until March 31, 1961.

Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant la date d'expiration du décret. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 avril 1960.

53719-0

Avis de modification

Quincaillerie, ferronnerie, peinture et
matériaux de construction

Région de Québec

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° Les paragraphes "d", "f", "g", "i", "m", "mm", "o" et "p" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"d) Messenger:	Par semaine
1ère année.....	\$23.40
2ème année.....	23.40
3ème année.....	25.75
f) Personnel masculin de bureau: (Teneur de livres)	
1ère année.....	\$28.80
2ème année.....	29.75
3ème année.....	32.75
4ème année.....	37.25
5ème année.....	42.75
6ème année.....	46.75
7ème année.....	50.25
8ème année.....	53.75
9ème année.....	62.25
g) Commis à la vente et aux écritures des commandes:	
1ère année.....	\$28.80
2ème année.....	28.80
3ème année.....	32.75
4ème année.....	36.25
5ème année.....	41.25
6ème année.....	45.75
7ème année.....	47.75
8ème année.....	52.75
9ème année.....	62.25

It shall then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties hereto notifies the other party to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the date of expiration of the decree. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 30, 1960.

53719-0

Notice of amendment

Hardware, paint and
building materials

Region of Québec

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials in the region of Québec, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

1. Paragraphs "d", "f", "g", "i", "m", "mm", "o" and "p" of article IV will be replaced by the following:

"d) Messenger:	Per week
1st year.....	\$23.40
2nd year.....	23.40
3rd year.....	25.75
f) Male office clerk (bookkeeper):	
1st year.....	\$28.80
2nd year.....	29.75
3rd year.....	32.75
4th year.....	37.25
5th year.....	42.75
6th year.....	46.75
7th year.....	50.25
8th year.....	53.75
9th year.....	62.25
g) Clerk, selling and taking in orders:	
1st year.....	\$28.80
2nd year.....	28.80
3rd year.....	32.75
4th year.....	36.25
5th year.....	41.25
6th year.....	45.75
7th year.....	47.75
8th year.....	52.75
9th year.....	62.25

i) Commis aux commandes, à la réception et à l'expédition:

1ère année	\$28.80
2ème année	29.75
3ème année	32.75
4ème année	37.25
5ème année	40.25
6ème année	43.25
7ème année	45.75
8ème année	49.75
9ème année	57.75

m) Personnel féminin de bureau:

1ère année	\$28.80
2ème année	28.80
3ème année	33.75
4ème année	37.25
5ème année	40.25

mm) Autres employés féminins:

1ère année	\$28.80
2ème année	28.80
3ème année	31.25
4ème année	34.75

o) Apprenti de métier:

1ère année	l'heure \$0.64
2ème année	0.64
3ème année	0.75
4ème année	0.91

p) Le salaire d'un employé d'ouvrage général, exécutant divers travaux de réparation, de ménage, d'assemblage et d'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts et au domicile des clients, et exécutant le travail appelé ordinairement "ouvrage général" ou du proposé au service est le suivant:

	Par semaine
1. Employé senior: (moins de 25 ans)	\$47.25
(25 ans et plus)	53.25
2. Employé junior:	
1ère année	28.80
2ème année	28.80
3ème année	29.25"

2° Les sous-paragraphes "f" et "m" du paragraphe 7 de l'article VI-B seront remplacés par les suivants:

"f) Personnel masculin de bureau: (Tenue de livres)

	Par semaine
1ère année	\$31.68
2ème année	31.68
3ème année	32.75
4ème année	37.25
5ème année	41.75
6ème année	46.75
7ème année	51.75
8ème année	60.75

m) Personnel féminin de bureau:

1ère année	\$31.68
2ème année	31.68
3ème année	32.75
4ème année	36.75
5ème année	39.75"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 avril 1960.

53719-0

i) Orders, receiving and shipping clerk:

1st year	\$28.80
2nd year	29.75
3rd year	32.75
4th year	37.25
5th year	40.25
6th year	43.25
7th year	45.75
8th year	49.75
9th year	57.75

m) Female office clerk:

1st year	\$28.80
2nd year	28.80
3rd year	33.75
4th year	37.25
5th year	40.25

mm) Others female employees:

1st year	\$28.80
2nd year	28.80
3rd year	31.25
4th year	34.75

o) Trade apprentices:

	Per hour
1st year	\$0.64
2nd year	0.64
3rd year	0.75
4th year	0.91

p) The following shall be the wages of a general hand whose work is concerned with the repair, cleaning, assembling and installation of merchandise in the stores, warehouses or home of customers. His work is generally called general work or service man's work.

	Per week
1. Senior employee: Under 25 years of age	\$47.25
25 years of age and over	53.25
2. Junior employee:	
1st year	28.80
2nd year	28.80
3rd year	29.25"

2. Sub-paragraphs "f" and "m" of paragraph 7 of article VI-B will be replaced by the following:

"f) Male office employees (bookkeepers):

1st year	\$31.68
2nd year	31.68
3rd year	32.75
4th year	37.25
5th year	41.75
6th year	46.75
7th year	51.75
8th year	60.75

m) Female office employees:

1st year	\$31.68
2nd year	31.68
3rd year	32.75
4th year	36.75
5th year	39.75"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 30, 1960.

53719-0

Avis de modification
Construction — Hull

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'Association patronale des Ferblantiers et des Couvresseurs du district de Hull et l'Association Internationale des Travailleurs de Métal en feuilles et Couvresseurs, local 259, de Hull, lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire en vertu de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), une convention collective de travail intervenue entre eux.

En conséquence, la Section "D" du décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull, sera remplacée par la suivante :

SECTION "D"
*Industrie de la ferblanterie
et de la couverture*

I. *Juridiction professionnelle*: La présente section "D" s'applique à tout travail de ferblanterie et de couverture, tel que décrit dans les définitions des métiers à l'article suivant.

II. *Définitions*: Aux fins d'application, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée :

a) Le mot "apprenti" désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers régie par cette section du décret.

b) Le mot "compagnon" désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu un certificat de qualification suivant le pourcentage exigé à cet effet par le bureau des examinateurs.

c) Le mot "couvreur" désigne tout salarié qui exécute des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, qui pose les bardeaux d'alphalte ou de tout autre composition non métallique.

d) Le terme "entrepreneur en ferblanterie" désigne toute personne, compagnie, association ou corporation qui exécute à son compte, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement, les travaux d'installation, de réparation, de modification ou de refecton en ferblanterie ou en couverture. L'ensemble des travaux doit être sous la direction et la surveillance d'un compagnon classe "A".

e) Les mots "ferblantier" ou "ouvrier tôlier" désigne tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, tels que tôles (cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage à air chaud, qui installe des conduits de chauffage à air forcé (hot blast), des puits de lumière, des corniches, et des coupe-feu, recouvre les solins et exécute tout autre travail similaire.

f) Le terme "compagnon classe "A" désigne tout salarié possédant un certificat classe "B" et qui s'est qualifié à un examen supplémentaire comme tracteur de patron et estimateur de travaux.

Le terme "compagnon classe "B" désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage aux termes de l'article X du décret numéro 810 qui a subi avec succès l'examen de cette classe.

Le terme "compagnon classe "C" désigne tout salarié expérimenté comme monteur en ferblanterie et qui, après s'être présenté à l'examen pour la classe "B", n'a pu se qualifier à tel examen.

Notice of amendment
Construction Industry — Hull

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that l'Association patronale des Ferblantiers et des Couvresseurs du district de Hull and l'Association Internationale des Travailleurs de Métal en feuilles et Couvresseurs, local 259, de Hull, have petitioned him to render obligatory under the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a collective labour agreement entered into between them.

Therefore, Section "D", of the decree number 810 of August 14, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Hull, will be replaced by the following:

SECTION "D"
*Tinsmithing and roofing
Industry*

I. *Professional jurisdiction*: The present section "D" applies to all tinsmithing and roofing work, as described in the definitions contained in the following article.

II. *Definitions*: For the purposes of enforcement, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The word "apprentice" means an employee who learns any one of the trades regulated by this section of the decree.

b) The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and has obtained a certificate of competency according to the percentage required by the Board of Examiners.

c) The word "roofer" means any employee whose work is concerned with the following: tile, slate, gravel, asphalt or tarred paper roofing, asphalt or other non-metallic composition shingle laying.

d) The term "tinsmith contractor" means any person, company, association or corporation who executes, on his own account, by the hour, by the day or by the job, through verbal agreement or contract in writing or otherwise, any tinsmithing or roofing installation, repair, alteration or restoration work, all such operations being supervised by a class "A" journeyman.

e) The words "tinsmith" or "sheet metal worker" mean any employee who does sheet metal work (copper, aluminum or stainless steel), who makes all kinds of sheet metal articles, on the job or in the shop, who installs or repairs ventilating, air conditioning and hot air heating systems and who installs hot blast ducts, light wells, cornices, fire doors and covers spaces between joists and executes any other similar work.

f) The term "journeyman, class "A" means an employee who has a class "B" certificate and has qualified as pattern maker and appraiser following a special examination.

The term "journeyman, class "B" means an employee who has completed his apprenticeship under article X of the decree 810 and who has passed the examination for that class.

The term "journeyman, class "C" means an experienced as erection tinsmith but who has failed to qualify as journeyman, Class "B".

En tout temps, un détenteur d'une carte classe "C" peut se présenter de nouveau à l'examen pour l'obtention d'un certificat de classe "B".

III. *Disposition spéciale*: La pose des larmiers (gravel strip) comprenant une largeur de 12 pouces ou moins, en métal, ainsi que les noues (valleys), les solins et les contre solins et les selles de cheminée se font par le couvreur. L'entrepreneur en couverture qui a à son emploi un couvreur classe "A" peut employer un ferblantier classe "B" uniquement pour compléter son travail de couverture.

IV. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers:	Taux horaires Zones	
	I	II
Ferblantier ou ouvrier tôlier....	\$2.30	\$1.75
Couvreur.....	1.60	1.25
Chauffeur de bouilloire à goudron (Kettleman).....	1.50	1.15
Compagnon ferblantier, classe A..	2.65	1.75
Compagnon ferblantier, classe B..	2.30	1.75
Monteur en ferblanterie, classe C..	2.30	1.75
Compagnon couvreur, classe A..	2.00	1.25
Compagnon couvreur, classe B..	1.60	1.25
Apprenti-ferblantier:		
1ère année.....	40%	40%
2ème année.....	50%	60%
3ème année.....	65%	75%
4ème année.....	80%	90%
Apprenti-couvreur:		
1ère année.....	1.20	0.95
2ème année.....	1.35	1.25

V. *Heures de travail*: a) Dans la zone I, la durée régulière de travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et midi et 1.00 p.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, le tout constituant une durée maximum de quarante (40) heures de travail par semaine.

b) *Travail supplémentaire*: Nonobstant le paragraphe "e" de l'article VII du décret général, le travail supplémentaire est permis mais il doit être rémunéré au taux de salaire et demi jusqu'à minuit et de salaire double après minuit ainsi que les dimanches et fêtes chômées par rapport au taux de salaire effectivement payé.

VI. *Apprentissage*: Dans le métier de ferblantier, il est permis d'employer au maximum un (1) apprenti pour chaque compagnon.

La période complète d'apprentissage est de quatre (4) ans pour le métier de ferblantier.

La période complète d'apprentissage est de deux (2) ans pour les couvreurs.

VII. *Décret général*: Sauf dispositions contraires à la présente section, le décret général s'applique.

VIII. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1961. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars 1961, ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

(La présente section rend obligatoire des clauses d'une convention de travail intervenue entre l'Association patronale des Ferblantiers Couvreurs du district de Hull et l'Association Internationale des Travailleurs de Métal en feuilles et couvreurs, local 259, de Hull.)

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues.

A class "C" certificate holder may, at any time, sit for the Class "B" examination.

III. *Special provision*: The laying of gravel strips which comprise a metal surface of 12 inches or less in girth, the valleys, spaces between joists, joints and chimney seats shall be made by the roofer. Roofing contractors who have in their employ a class "A" roofer may employ a class "B" tinsmith solely to complete their roofing work.

IV. *Rates of wages*: The following shall be the minimum wage rates:

Trades:	Hourly rates Zones	
	I	II
Tinsmith or sheet metal worker..	\$2.30	\$1.75
Roofer.....	1.60	1.25
Kettleman.....	1.50	1.15
Tinsmith journeyman, class A..	2.65	1.75
Tinsmith journeyman, class B..	2.30	1.75
Tinsmith erector, class C.....	2.30	1.75
Roofer journeyman, class A....	2.00	1.25
Roofer journeyman, class B....	1.60	1.25
Apprentice-tinsmith:		
1st year.....	40%	40%
2nd year.....	50%	60%
3rd year.....	65%	75%
4th year.....	80%	90%
Roofer on probation:		
1st year.....	1.20	0.95
2nd year.....	1.35	1.25

V. *Hours of work*: a) In zone I, the standard duration of work shall be eight (8) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m. from Monday to Friday inclusive, constituting a maximum duration of forty (40) hours of work per week.

b) *Overtime*: Notwithstanding paragraph "e" of article VII of the general decree, overtime is permitted but it shall be remunerated at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time after midnight and on Sundays and holidays, based on the actual rates of pay.

VI. *Apprenticeship*: In the tinsmithing trade, there shall not be more than one (1) apprentice per journeyman.

The full period of apprenticeship shall be four (4) years for the trade of tinsmith.

The full period of apprenticeship shall be two (2) years for the trade of roofer.

VII. *General decree*: Unless otherwise stipulated in the present section, the provisions of the general decree shall apply.

VIII. *Duration*: The present section remains in force until April 1, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party in writing to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before March 31, of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between L'Association patronale des Ferblantiers Couvreurs du District de Hull and l'Association Internationale des Travailleurs de Métal en feuilles et couvreurs, local 259 of Hull.)

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained there-

Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 avril 1960. 53719-0

Avis de modification

Industrie de la construction — Comté de St-Jean et d'Iberville

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 784 du 21 juillet 1955, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Jean et d'Iberville.

L'article IV sera remplacé par le suivant :

"IV. Jurisdiction territoriale: La jurisdiction territoriale du décret comprend:

a) Les districts électoraux de St-Jean et Iberville.

b) Les villes de Fort Chambly et Chambly.

c) La lisière de terrain sur la rivière Richelieu située entre le comté de Saint-Jean et la ville de Fort-Chambly. Cette lisière de terrain est bornée à l'ouest par la rivière Montréal, au nord par la rivière Montréal et la ville de Fort Chambly, à l'est par la rivière Richelieu et au sud par le comté de St-Jean.

d) Le village de Napierville et un rayon de deux milles de ses limites."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 avril 1960. 53719-0

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 499 du 21 avril 1960 (section "H"), deux règlements spéciaux du Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 354 du 16 mars 1960, Section "B"

in. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 30, 1960. 53719-0

Notice of amendment

Construction Industry — Counties of St. John and Iberville

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the collective agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 784 of July 21, 1955, relating to the construction industry in the counties of St. John and Iberville.

Article IV will be replaced by the following:

"IV. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction comprised:

a) The electoral districts of St-Jean and Iberville.

b) The towns of Fort Chambly and Chambly.

c) The strip of land on the Richelieu River situated between the county of St. John and the town of Fort Chambly. This strip of land is bounded on the west by the Montreal river, on the north by the Montreal river and the town of Fort Chambly, on the east by the Richelieu river and on the south by the county of St. John.

d) The village of Napierville and a radius of two miles from its limits."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 30, 1960. 53719-0

Notice of approval of by-laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 499 of April 21, 1960, (Section "H"), two special by-laws of Le Comité paritaire du Commerce de détail de Chicoutimi have been approved and added to the Constitution and general by-laws of the said Parity Committee approved by Order in Council number 354 of March 16, 1960, Section "B".

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

21. *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 193 du 11 février 1960, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

22. *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 193 du 11 février 1960, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 avril 1960. 53719-o

Avis de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 488, du 2 mai 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 499 du 21 avril 1960, section "F", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions et le taux ci-après donnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 12 mai 1960 au 12 mai 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 488 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 488 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% d'une rémunération moyenne de \$40.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 488 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

21. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 193 of February 11, 1960, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, and also the mode and period of payment and all other information required for the proper enforcement of the decree.

22. *Monthly report:* Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 193 of February 11, 1960, to submit a monthly report, in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in his employ, the latter's qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the report is to be made."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 30, 1960. 53719-o

Notice of levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that Le Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, formed under decree number 488 of May 2, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 499 of April 21, 1960, Section "F", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following conditions and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from May 12, 1960 to May 12, 1961. It shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 488 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees regulated by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 488 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of an average rate of \$40.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 488 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la région de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 12 mai 1960 et le 12 mai 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION DE CHICOUTIMI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 12 mai 1960 et le 12 mai 1961.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 900.00
Salariés.....	900.00
	\$1,800.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 600.00
Salaire de l'inspecteur.....	100.00
Salaire-administration.....	50.00
Frais légaux.....	350.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes.....	150.00
Vérification des livres.....	50.00
Assurances et frais de cautionnement.....	15.00
Dépenses diverses et imprévus.....	485.00
	\$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 avril 1960. 53719-0

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité Paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi for the period between May 12, 1960 and May 12, 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION DE CHICOUTIMI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 12, 1960 to May 12, 1961.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 900.00
Employees.....	900.00
	\$1,800.00

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 600.00
Inspector's salary.....	100.00
Salary — administration.....	50.00
Legal fees.....	350.00
Stationary, printing, postage, telephone and telegrams.....	150.00
Audition.....	50.00
Insurance and fidelity bond.....	15.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	485.00
	\$1,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 30, 1960. 53719-0

Action en séparation de biens

Pearson vs Bourgeois

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 503,744. Dame Mary Isobel Pearson Bourgeois, épouse commune de biens de Marie Joseph Louis Gustave Bourgeois, vendeur de la ville et district de Montréal, a entamé une action en séparation de biens.

Daté à Montréal, ce quatorzième jour d'avril, mil neuf cent soixante.

Les Avocats de la demanderesse,
ROBINSON & SHAPIRO.

53738-o

Action for separation as to property

Pearson vs Bourgeois

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, 503,744. Dame Mary Isobel Pearson Bourgeois, wife common as to property of Marie Joseph Louis Gustave Bourgeois, salesman of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property.

Dated at Montreal, this fourteenth day of April, nineteen hundred and sixty.

ROBINSON & SHAPIRO,
Attorneys for plaintiff.

53738

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 499
Section "A"

Québec, le 21 avril 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise de la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'industrie de la Chemise de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 1284 du 15 novembre 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 février 1960;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1284, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe 1° de l'article VII est remplacé par le suivant:

"1° Taux horaires minima: a) Opérateurs, presseurs, examinateurs et employés généraux:

	Zones	
	I	II
Premier mois.....	\$0.50	\$0.40
2e et 3e mois.....	0.55	0.45
Deuxième trimestre.....	0.60	0.50
Après six mois.....	0.65	0.55
Après douze mois.....	0.70	0.63
Après dix-huit mois.....	0.77	0.70
Après 21 mois.....	0.83	0.75

La moyenne générale pour les salariés auxquels s'applique ce paragraphe après un an d'expérience dans l'industrie doit être de \$0.95 de l'heure dans la zone I et de \$0.85 de l'heure, dans la zone II.

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 499
Section "A"

Québec, April 21, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the shirt industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Shirt Industry in the Province of Quebec has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree number 1284 of November 15, 1951 and amendments, relating to the men's and boys' industry in the Province;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 27, 1960;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1284, be amended as follows:

1. Paragraph 1. of article VII is replaced by the following:

"1. Hourly minimum rates: a) Operators, pressers, examiners and general hands:

	Zones	
	I	II
First month.....	\$0.50	\$0.40
2nd and 3rd months.....	0.55	0.45
After three months.....	0.60	0.50
After six months.....	0.65	0.55
After twelve months.....	0.70	0.63
After eighteen months.....	0.77	0.70
After 21 months.....	0.83	0.75

The general average for the employees covered by this paragraph, after one year of experience in the industry, shall be \$0.95 per hour in Zone I and \$0.85 per hour in Zone II.

b) *Employés généraux de la fabrique — sexe masculin:*

	Zones	
	I	II
Premier semestre	\$0.75	\$0.70
Après le 1er semestre	0.80	0.75
Après douze (12) mois	0.86	0.80
Après dix-huit (18) mois	0.91	0.86
Après vingt-quatre mois	0.96	0.91
c) <i>Étaleurs:</i>		
Premier semestre	0.75	0.70
Après le 1er semestre	0.80	0.75
Après douze mois (12)	0.86	0.80
Après dix-huit (18) mois	0.91	0.86
Après vingt-quatre (24) mois	0.96	0.91
d) <i>Apprentis marqueurs et coupeurs:</i>		
Premier semestre	0.96	0.91
Deuxième semestre	1.00	0.96
Après un an (1)	1.10	1.02
Après deux ans (2)	1.20	1.13
Après trois ans (3)	1.30	1.20
e) <i>Après quatre (4) années d'expérience:</i>		
Coupeurs	1.45	1.35
Coupeurs au couteau et à la main	1.55	1.45
Marqueurs	1.55	1.45
f) <i>Assortisseurs:</i>		
Premier semestre	0.70	0.65
Après le 1er semestre	0.75	0.70
Après douze (12) mois	0.80	0.75
Après dix-huit (18) mois	0.85	0.80

2° L'article VII-A suivant est ajouté:

"VII-A. *Sécurité Sociale:* a) Tous les employés doivent recevoir, chaque semaine, une somme égale à 2% de leur salaire à titre de sécurité sociale.

b) Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec, ou qui, par contrat avec une association *bona fide* est tenu de payer et paye une somme équivalente à 2% du salaire total de ses employés assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant en tout ou en partie les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation ou de la mortalité, n'est pas tenu de payer la rémunération prévue au paragraphe "a" du présent article.

c) Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 2% mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 2% du salaire de ses salariés et ce, en espèces, chaque semaine.

d) Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps être tenus à la disposition des représentants du Comité paritaire pour fins d'inspection et d'examen.

e) Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 2% n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer la pleine rémunération de 2%

b) *General factory workers, male:*

	Zones	
	I	II
First six months	\$0.75	\$0.70
After six months	0.80	0.75
After twelve months	0.86	0.80
After eighteen months	0.91	0.86
After twenty-four months	0.96	0.91
c) <i>Spreaders:</i>		
First six months	0.75	0.70
After six months	0.80	0.75
After twelve months	0.86	0.80
After eighteen months	0.91	0.86
After twenty-four months	0.96	0.91
d) <i>Apprentice markers and cutters:</i>		
First six months	0.96	0.91
Second six months	1.00	0.96
After one year (1)	1.10	1.02
After two years (2)	1.20	1.13
After three years (3)	1.30	1.20
e) <i>After four (4) years of experience:</i>		
Cutters	1.45	1.35
Hand knife cutters	1.55	1.45
Markers	1.55	1.45
f) <i>Dividers:</i>		
First six months	0.70	0.65
After six months	0.75	0.70
After twelve months	0.80	0.75
After eighteen months	0.85	0.80

2. The following article VII-A is added:

"VII-A. *Social Security:* a) All employees shall receive every week, a remuneration equivalent to 2% of their wages as a social security compensation.

b) Any employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a *bona fide* union, is bound to and does pay a sum equivalent to 2% of the total earnings of his employees subject to the jurisdiction of this decree, under a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization or death benefits, the said employer shall be relieved from paying the compensation mentioned in paragraph "a" of the present article.

c) In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, death benefits introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid should involve a cost of less than a sum equivalent to 2% of his employees earnings, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference in cash, each week, between the cost of such plan and a sum equivalent to 2% of his employees earnings.

d) Any such social welfare plan introduced by an employer as aforesaid shall be subject to examination by the Joint Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Joint Committee.

e) Should it be found, after examination by the Joint Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to 2% is not wholly for the benefit of his employees, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon refusal by the employer to submit details and records of such plan then, upon notice from the Joint Committee given by registered mail to the employer, the said

à compter de la date d'un tel avis."

3° L'article X est remplacé par le suivant:
 "X. *Jours de fêtes — Congés statutaires:* a) Tous les employeurs doivent accorder à tous les employés salariés les congés statutaires suivants et nul employeur n'est autorisé à forcer un employé à travailler ces jours de congé:

Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

b) Tous les employeurs doivent payer à tout employé ayant plus de trois (3) mois d'emploi continu une journée de salaire pour chacune des fêtes statutaires suivantes peu importe quand ces fêtes ont lieu:

Le Premier de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Cependant:

1° Tout employé absent de son travail pendant la période de deux (2) mois précédant immédiatement un congé statutaire payé n'a pas droit au paiement dudit congé statutaire.

2° Tout employé qui volontairement travaille moins de cinq (5) heures par jour par semaine doit être payé, pour ces congés statutaires payés, le pourcentage établi entre le nombre d'heures qu'il travaille par semaine et une semaine régulière de travail;

3° Un employé absent de son travail le jour précédant ou le jour suivant un congé statutaire payé n'a pas droit au paiement de ce congé statutaire à moins que son absence ne soit le résultat de maladie ou de mise-à-pic temporaire (lay-off) et d'une fête religieuse ou légale.

c) Le paiement des congés statutaires est calculé comme suit:

1° *Employés à l'heure: Dans la zone I:* Huit (8) fois le taux horaire de chaque employé;

Dans la zone II: Huit fois et demi (8½) le taux horaire de chaque employé.

Le taux horaire signifie le taux horaire réel payé à l'employé en plus de tous les ajustements, augmentations et boni de vie chère en vigueur durant la semaine de congé.

2° *Employés à la pièce: Dans la zone I:* Huit (8) fois la moyenne horaire des gages de chaque employé;

Dans la zone II: Huit fois et demi (8½) la moyenne horaire des gages de chaque employé.

La moyenne horaire des gages est déterminée pour chaque salarié en divisant ses gages réels durant les trois (3) mois de travail précédant immédiatement la semaine durant laquelle le congé survient par le nombre réel d'heures de travail (régulière et supplémentaire) de cet employé durant la même période. Les gages réels comprennent toutes les augmentations et les boni de vie chère en vigueur durant cette période mais excluant les primes pour temps supplémentaire.

d) *Jours de congé qui tombent un samedi ou un dimanche:* Si un des congés statutaires payés tombe un samedi ou un dimanche, les employés qui ont droit à pareil congé doivent recevoir une journée additionnelle de salaire dans la semaine qui suit ledit congé. Si un congé statutaire payé a lieu pendant les vacances de l'employé, cette fête lui sera payée la semaine suivant ses vacances.

e) *Rémunération du travail les jours de congé:* Si un employeur fait travailler ses salariés un jour de congé statutaire, ce travail doit être rémunéré au double du salaire régulier de chacun

employer shall be bound to pay the full compensation of 2% from the date of such notice."

3. Article X is replaced by the following:

"X. *Holidays — Statutory holidays:* a) All employers shall grant to all their employees the following statutory holidays and no employer shall compel any employee to work on such days:

New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception and Christmas Day.

b) All employers shall pay to each employee having more than three (3) months continuous employment a day's pay for each of the following statutory holidays whenever such holidays occur:

New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

However:

1. An employee who has been absent from work for a period of two (2) months immediately preceding any said statutory holiday shall not be entitled to payment for the said statutory holiday;

2. An employee working voluntarily less than five (5) hours a day per week shall be paid, for his statutory holidays, the percentage established by the ratio between the actual hours he working a week and a regular work week;

3. An employee absent from work on the day preceding or following a statutory holiday shall not be entitled to be paid for such holiday unless such absence is caused by sickness of the employee or lay off from work by the employer or result from any legal or religious holiday.

c) Payment of paid statutory holidays shall be calculated as follows:

1. *Employees on hourly rates: In zone I:* Eight (8) times the hourly rate of each employee;

In zone II: Eight and a half (8½) times the hourly rate of each employee;

The hourly rate means the actual hourly rate paid plus all adjustments, increases and costs of living bonuses in force in the week of the holiday.

2. *Employees on piece rate: In zone I:* Eight (8) times the average hourly earnings of each employee.

In zone II: Eight and a half times (8½) the average hourly earnings of each employee.

The average hourly earnings are to be determined for each employee by dividing the actual earnings of such employee during the three (3) months immediately preceding the week during which the holiday occurs by the actual hours worked (regular and overtime) during that same period. Actual earnings include all increases in force and costs of living bonuses but exclude overtime premiums.

d) *Holidays occurring on Saturday or Sunday:* In the event that any of the foregoing paid statutory holidays should fall on a Saturday or Sunday, the eligible employees shall receive an extra day's pay in the week following the said holiday. Should any of the paid statutory holidays occur during the vacation period, such holiday shall be paid for in the week following the vacation.

e) *Payment for work on statutory holidays:* In the event that an employer causes his employees to work on any of the statutory holidays herein fixed, such work shall be paid for at

de ces salariés en plus de tout paiement pour congés statutaires payés prévu ci-dessus."

53719-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 499
Section "B"

Québec, le 21 avril 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareil de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeur ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1960;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 338, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:
"III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Salaires horaires

Entrepreneur (service personnels) détenant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.....	\$3.00
Au 1er avril 1961.....	3.40

Senior Junior

Compagnon.....	\$1.80	\$1.55
Au 1er juin 1960.....	1.85	1.60
Au 1er avril 1961.....	1.90	1.65
Au 1er octobre 1961.....	1.95	1.70
Au 1er avril 1962.....	2.00	1.75
Au 1er octobre 1962.....	2.05	1.80

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

double the regular rate of pay of such employees, in addition to payment for paid statutory holidays as provided herein."

53719-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 499
Section "B"

Quebec, April 21, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the plumber, steamfitter, refrigeration mechanic sprinkler fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumber, steamfitter, refrigeration mechanic, sprinkler fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 338 of March 11, 1948, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 5, 1960;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 338, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:
"III. *Minimum rates of wages*: a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plumbers, steamfitters (and accessories), refrigeration mechanics, sprinkler fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers, asbestos insulation mechanics and gravel, tarred paper and asphalt roofers:

Hourly rates

Contractor (personal services) holding a license under the Pipe Mechanics Act..	\$3.00
From April 1, 1961.....	3.40

Senior Junior

Journeyman.....	\$1.80	\$1.55
From June 1, 1960.....	1.85	1.60
From April 1, 1961.....	1.90	1.65
From October 1, 1961.....	1.95	1.70
From April 1, 1962.....	2.00	1.75
From October 1, 1962.....	2.05	1.80

An employer shall not pay at the rate set for a junior journeyman more than one (1) employee to each five (5) employees paid the rate of senior journeymen or fraction thereof.

	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
Apprenti.....	\$0.75	\$0.90	\$1.00	\$1.10
Au 1er avril 1961..	0.80	0.95	1.05	1.15
Au 1er avril 1962..	0.85	1.00	1.10	1.20
Journalier.....				1.15
Au 1er avril 1961.....				1.20
Au 1er avril 1962.....				1.25

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

Couverture de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Compagnon possédant un certificat de compétence.....	\$1.75
Au 1er avril 1961.....	1.80
Au 1er avril 1962.....	1.85
Journalier travaillant pour les couvreurs en gravier, en papier avec goudron ou en asphalte.....	1.45
Au 1er avril 1961.....	1.50
Au 1er avril 1962.....	1.55

Aucun employeur ne peut employer plus de cinq (5) journaliers ou fraction de cinq (5) par homme qualifié.

b) D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir par accords individuels ou collectifs, des conditions de salaires comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret; tels accords gardent leur plein effet notwithstanding les dispositions du présent article.

c) Les salariés doivent être payés chaque semaine.

d) Tout contrat intervenu entre un employeur ou un entrepreneur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et défendu, s'il représente des taux inférieurs aux taux minima du présent décret.

2° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Vacances payées*: Tout salarié assujéti au présent décret a droit, chaque année, à une semaine de vacances payées dont la date est fixée par l'employeur pendant la période comprise entre le 1er mai et le 30 septembre.

La rémunération payable aux salariés pour ces vacances est établie d'après la méthode suivante:

A la fin de chaque semaine, l'employeur doit porter au crédit de chacun de ses salariés assujettis au décret une somme équivalente à 2% du salaire gagné.

Les sommes ainsi accumulées au bénéfice du salarié par son employeur doivent lui être remises en entier immédiatement avant son départ en vacances ou lorsqu'il quitte son emploi, si cette dernière éventualité survient auparavant."

3° L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

53719-0

	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Apprentice.....	\$0.75	\$0.90	\$1.00	\$1.10
From April 1, 1961.....	0.80	0.95	1.05	1.15
From April 1, 1962.....	0.85	1.00	1.10	1.20
Common worker.....				1.15
From April 1, 1961.....				1.20
From April 1, 1962.....				1.25

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman is his employ.

Gravel, tarred paper and asphalt roofing:

Certificated journeyman.....	\$1.75
From April 1, 1961.....	1.80
From April 1, 1962.....	1.85
Common workers working for gravel, tarred paper and asphalt roofers.....	1.45
From April 1, 1961.....	1.50
From April 1, 1962.....	1.55

No employer may hire more than five (5) common workers or fraction thereof to each qualified employee.

b) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions with more extended compensations or benefits than those provided for in the present decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present article.

c) Employees shall be paid every week.

d) Any agreement entered into between an employer or a contractor and one or more employees on a piece-work or job basis or for a fixed price shall be null and forbidden if it stipulates rates lower than the minimum ones established herein."

2. Article VII is replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled each year, to a vacation of one week with pay at a date set by the employer within the period between May 1 and September 30.

Vacation pay payable to employees is established as follows:

At the end of each week, the employer shall place to the credit of every one of his employees governed by the decree an amount equivalent to 2% of the wages earned.

The sums so accumulated to the benefit of the employee shall be remitted in full before he leaves for his vacation or when he leaves his employer, should he do so before taking his vacation."

3. Article XI is replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect until December 31, 1962. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before the 1st of January of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

53719-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 499
Section "C"

Québec, le 21 avril 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés des services funéraires dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de 10 milles de l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refonds de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 279 du 4 mars 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1960;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 279, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux des salaires minima*: a) Les embaumeurs employés à la semaine et possédant la licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal avant le 13 mars 1960 sont payés un salaire minimum de quatre-vingt-cinq (\$85.00) dollars par semaine.

Les embaumeurs employés à la semaine et possédant une licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal, le 13 mars 1960 après cette date sont payés:

	<i>Taux hebdomadaire</i>
Première année.....	\$75.00
Deuxième année.....	80.00
Troisième année.....	85.00

b) L'embaumeur ambulant doit recevoir une rémunération minimum de dix-sept (\$17.00) dollars par embaumement ordinaire, et de vingt (\$20.00) dollars par embaumement à la suite d'une autopsie.

L'embaumeur ambulant qui fournit le fluide doit recevoir \$1.50 par bouteille de 16 onces. Il doit, toutefois, fournir lui-même les instruments et les cosmétiques.

c) L'homme de service sans expérience doit recevoir la rémunération suivante:

	<i>Taux hebdomadaire</i>
Première année.....	\$40.00
Deuxième année.....	48.00

Après deux (2) ans d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles assujettis au décret, le salaire de l'homme de service doit être de soixante-cinq (\$65.00) dollars par semaine.

d) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de soixante-quinze (\$0.75) cents avec un minimum de trois (\$3.00) dollars par appel relatif au service funéraire ou de quatre (\$4.00) dollars s'ils doivent conduire une voiture.

e) *Mécanicien*: Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 499
Section "C"

Quebec, April 21, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to undertakers' employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to undertakers' employees in the Island of Montreal, Jesus Island and radius of ten (10) miles from the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 279 of March 4, 1948, and amendments, have petitioned the Minister of Labour, to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 5, 1960;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 279, be amended as follows:

1. Article IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rates*: a) When employed on a weekly basis and if certificated as embalmers before March 13, 1960, by the City of Montreal, embalmers shall be paid a minimum remuneration of eighty-five (\$85.00) dollars per week.

Embalms employed on a weekly basis and certificated as embalmers on or after March 13, 1960 by the City of Montreal shall be paid the following minimum rates:

	<i>Weekly wages</i>
First year.....	\$75.00
Second year.....	80.00
Third year.....	85.00

b) Itinerant embalmers shall be paid a minimum of seventeen (\$17.00) dollars for an ordinary embalming, and twenty (\$20.00) dollars for an embalming following an autopsy.

Itinerant embalmers supplying the fluid shall be paid \$1.50 per bottle of 16 oz. However itinerant embalmers shall furnish instruments and cosmetics.

c) Unexperienced service men, shall receive the following remuneration:

	<i>Weekly wages</i>
1 year.....	\$40.00
2nd year.....	48.00

After two (2) years of experience with any undertaker governed by the decree, the service man shall receive sixty-five (\$65.00) dollars per week.

d) Supernumerary employees shall receive an hourly rate of seventy-five (\$0.75) cents and a minimum of three (\$3.00) dollars per call relating to the funeral service, or \$4.00 if they work as chauffeurs.

e) *Mechanics*: Mechanics shall receive the following minimum rate:

	Taux horaires	
	jour	nuit
Première classe	\$1.55	\$1.60
Deuxième classe	1.35	1.40
Troisième classe	1.20	1.25

f) Le décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée, lors de sa mise en vigueur."

2° L'article VIII est remplacé par le suivant:
"VIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année à moins que dans un délai de pas plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration, l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit, à ce contraire, à l'autre partie et au Ministre du Travail."

53719-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 499
Section "D"

Québec, le 21 avril 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section "A" (Plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération, soudeur en tuyauterie, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleurs à l'huile et électricien) du décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, soit corrigée comme suit:

1° Le dernier alinéa du paragraphe "a" de l'article 3 est remplacé par le suivant:

"Les salaires précités doivent être majorés de \$0.05 l'heure au 1er janvier 1960 et de \$0.05 l'heure de six (6) mois en six (6) mois à compter de cette date jusqu'à concurrence d'une augmentation totale de \$0.25 l'heure."

2° Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article 3 est remplacé par le suivant:

"Les salaires précités doivent être majorés de \$0.05 l'heure ou de l'équivalent le 1er juillet 1960 et le 1er juillet 1961."

3° L'article 16 (*Durée*) est remplacé par le suivant:

"16. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1962. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1962 ou de toute année subséquente."

53719-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Avis divers

Strathmore Baptist Church

Avis est par les présentes donné, que les soussignés, Reverend Bruce Amy, Gerald Mills et

	Hourly rates	
	Day	Night
First Class	\$1.55	\$1.60
Second Class	1.35	1.40
Third Class	1.20	1.25

f) The decree shall not affect, in any way, higher rates of wages paid to employees at the time of its coming into force."

2. Article VIII is replaced by the following:
"VIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until March 13, 1962. It renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party and the Minister of Labour, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the date of its expiration."

53719-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 499
Section "D"

Québec, April 21, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree relating to the construction industry and trades in the region of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the section "A" (Plumber, steamfitter, refrigeration mechanics, pipe mechanics, pipe welders, oil burner mechanics and electricians) of the decree number 419 of April 18, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Québec be amended as follows:

1. The last sub-paragraph of paragraph "a" of article 3 is replaced by the following:

"The above wages shall be increased by \$0.05 per hour on January 1, 1960 and by another \$0.05 per hour every six (6) months to the extent of a total increase of \$0.25."

2. The last sub-paragraph of paragraph "b" of article 3 is replaced by the following:

"The above wages shall be increased by \$0.05 per hour or the equivalent thereof on July 1, 1960 and July 1, 1961."

3. Article 16 (*Duration*) is replaced by the following:

"16. *Duration*: The present section remains in force until July 1, 1962. Thereafter, it shall renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to July 1, of the year 1962 or of any subsequent year."

53719-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Miscellaneous notices

Strathmore Baptist Church

Notice is hereby given by Reverend Bruce Amy, Gerald Mills and Theodore Flemming that

Theodore Flemming s'adresseront par requête au lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, pour constituer en corporation "Strathmore Baptist Church", en vertu du chapitre 311 des S.R.Q. de 1941.

Rev. BRUCE AMY, GERALD MILLS,
THEODORE FLEMMING,
53473-14-5-o par: G. TARDIF, Notaire.

(P.G. 51903-53)

**Montreal Real Estate Board
— Chambre d'Immeuble de Montréal**

Avis est par les présentes donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements de "Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal", tel qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale et annuelle tenue le 4 février 1960, furent approuvés par l'honorable Secrétaire de la province, le 13 avril 1960, en vertu des dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53698 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14643-51)

Les Oeuvres de Bienfaisance Incorporée

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 8 avril 1960, approuvé l'amendement apporté à l'article 9 "D", des règlements de "Les Oeuvres de Bienfaisance Incorporée", tel qu'adopté à l'assemblée générale tenue le 19 mars 1957, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le onze avril 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53699-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11288-60)

**Corporation Immobilière du Bas St-Laurent
Lower St. Lawrence Realty Corporation**

Règlement N° 25

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de quatre (4) qu'il était auparavant à cinq (5) dont trois (3) formeront quorum pour la tenue des assemblées du bureau de direction.

Copie certifiée du règlement N° 25 de la compagnie "Corporation Immobilière du Bas St-Laurent — Lower St. Lawrence Realty Corporation", adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 18 décembre 1959 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée tenue le 7 mars 1960.

Montréal, ce 15e jour de mars 1960.

Le Secrétaire,
53700-o MAURICE MARTEL.

(P.G. 16833-59)

Metal & Electrical Products Corp. Ltd.

Règlement N° 3

(qui augmente le nombre de directeurs de trois (3) à six (6)).

"3) Conseil d'administration — a) Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de six directeurs, chacun desquels à la date

they will present to the Lieutenant-Governor for the Province of Quebec, a petition to incorporate "Strathmore Baptist Church" under chapter 311 of R.S.Q. of 1941.

Rev. BRUCE AMY, GERALD MILLS,
THEODORE FLEMMING,
53473-14-5-o per: G. TARDIF, notary.

(A.G. 51903-53)

**Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal**

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of "Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal", as adopted at the annual and special general meeting held on February 4th, 1960, were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on April 13th, 1960, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53698-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14643-51)

Les Oeuvres de Bienfaisance Incorporée

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 8, 1960, approved the amendment made to article 9 "D", of the by-laws of "Les Oeuvres de Bienfaisance Incorporée", as adopted at the general meeting held on March 19, 1957, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April eleventh, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53699 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11288-60)

**Lower St. Lawrence Realty Corporation
Corporation Immobilière du Bas St-Laurent**

By-law No. 25

The number of directors of the company has been increased from four (4) as it formerly was to five (5) three (3) of which will form a quorum for the holding of meetings of the board of directors.

Certified copy of by-law No. 25 of the company "Corporation Immobilière du Bas St-Laurent — Lower St. Lawrence Realty Corporation", adopted by the directors at a meeting held on December 18, 1959 and unanimously approved by the shareholders present at a meeting held March 7, 1960.

Montreal, March 15, 1960.

MAURICE MARTEL,
53700 Secretary.

(A.G. 16833-59)

Metal & Electrical Products Corp. Ltd.

By-law No. 3

(increasing the number of directors from three (3) to six (6)).

"3) Board of directors — a) The affairs of the company shall be managed by a board of six directors, each of whom at the time of his

de son élection et pendant la durée de sa fonction sera un actionnaire de la compagnie, au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages respectivement à tous appels sur icelle."

Copie certifiée du règlement N° 3, tel qu'adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 13 novembre 1959, et une assemblée tenue le 11 décembre 1959 et régulièrement approuvé à l'unanimité par les actionnaires, présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

53713 *Le Secrétaire,*
ROGER MIGNEAULT.

Syndicat Coopératif Agricole de Chambord

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Agricole de Chambord", en date du 16 février 1960, dont le siège social est situé à Chambord, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le onze avril 1960.

53714-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Asbestos Automobile Inc.

Règlement N° 3

*Relatif à la distribution des biens
entre les actionnaires*

Les biens de la Compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la Compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, afin d'obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire du règlement N° 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 21 mars 1960, et approuvé par tous les actionnaires de la Compagnie à une assemblée générale spéciale tenue le 21 mars 1960.

53720-o *Le Secrétaire,*
GASTON LIZÉE.

Coopérative d'Habitation de Trois-Rivières

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation de Trois-Rivières", en date du dix-sept mars 1960, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux mars 1960.

53721-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

La Coopérative des Loisirs d'Huberdeau

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative des Loisirs d'Huberdeau", en date du 29 mars 1960, dont le siège social est situé à Huberdeau, comté d'Argenteuil, et que ce document a été déposé

election and throughout the term of his office shall be a shareholder in the company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

Certified copy of by-law No. 3, as adopted by the directors at a meeting held on November 13, 1959, and a meeting held on December 11, 1959 and regularly unanimously approved by the shareholders, present to a special general meeting convoked for that purpose.

53713-o *ROGER MIGNEAULT*
Secretary.

Syndicat Coopératif Agricole de Chambord

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Agricole de Chambord", under date February 16, 1960, whereof the head office is as Chambord, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1960.

53714 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Asbestos Automobile Inc.

By-law No. 3

*Relative to the distribution of property
among the shareholders*

The property of the Company will be distributed among the shareholders in proportion to the amount of shares they held in the Company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, in order to abandon its charter.

Summary of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the directors held on March 21, 1960, and approved by all the shareholders of the Company at a special general meeting held on March 21, 1960.

53720 *GASTON LIZÉE,*
Secretary.

Coopérative d'Habitation de Trois-Rivières

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation de Trois-Rivières", under date the seventeenth day of March, 1960, whereof the head office is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of March, 1960.

53721 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

La Coopérative des Loisirs d'Huberdeau

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative des Loisirs d'Huberdeau", under date March 29, 1960, whereof the head office is at Huberdeau, county of Argenteuil, and that

dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le quatre avril 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53722-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10119-58)

North Star Housing Corporation

Règlement Spécial "A"

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4), de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs;

2. Que trois (3) directeurs constitueront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration;

3. Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée d'un règlement de la compagnie adopté par le Conseil d'administration le 21e jour de mai 1959, approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale tenue à cette fin, le 21e jour de mai 1959, à laquelle tous les actionnaires étaient présents et représentaient toutes les actions alors émises par la compagnie.

Le Secrétaire,
53723 JOHN ALPER.

(P.G. 10616-59)

**Quebec Pipeline Construction Ltd.
Construction de Pipelines Québec Ltée**

Règlement N° 3

Qu'il soit et il est, par les présentes fait, passé et décrété comme un règlement de la compagnie, que:

a) Le Conseil d'administration de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de six (6) à sept (7); et

b) Les dispositions de l'article 1er du 3e paragraphe du règlement N° 1 soit amendé en rayant les mot et chiffre "six (6)" et en y substituant les mot et chiffre sept (7).

Vraie copie certifiée.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour de mars 1960.

Le Secrétaire,
53724 (Signé) WILLIAM McLUSKIE.

(P.G. 44003-53)

**Association de Hockey Junior de
Québec Incorporée (Catégorie B)
Quebec Junior Hockey Association
Incorporated (B Category)**

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés le 15 janvier 1960, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"11. Bureau de direction: Le bureau de direction de l'Association est composé de cinq (5) membres, élus par l'assemblée générale des membres."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
53739-o MAURICE MARCHAND.

the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53722 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10119-58)

North Star Housing Corporation

Special By-law "A"

1. That the number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4), so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors;

2. That three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this By-law.

Certified a true copy of By-law of the Company adopted by the Board of Directors on the 21st day of May, 1959, unanimously approved by the shareholders of the Company at a general meeting held for that purpose on the 21st day of May, 1959, wherein there were present all the shareholders, representing all the shares then issued by the Company.

JOHN ALPER,
53723-o Secretary.

(A.G. 10616-59)

**Quebec Pipeline Construction Ltd.
Construction de Pipelines Québec Ltée**

By-Law No. 3

Be and it is hereby made, passed and enacted as a by-law of the company that:

a) the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from six (6) to seven (7); and

b) the provisions of Article 1 of Section 3 of By-law No. 1 be amended by deleting the words and figures "six (6)" and replacing the same with "seven (7)".

Certified a true copy.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of March 1960.

(Signed) WILLIAM McLUSKIE,
53724-o Secretary.

(A.G. 44003-53)

**Quebec Junior Hockey Association
Incorporated (B Category)
Association de Hockey Junior de
Québec Incorporée (Catégorie B)**

Extracts from the general by-laws of the abovementioned corporation, as adopted on January 15, 1960, concerning the augmentation of the number of directors from three to five:

"11. Board of Directors: The Board of Directors of the Association is composed of five (5) members, elected by the general assembly of the members."

Certified true copy.

MAURICE MARCHAND,
53739 Secretary.

(P.G. 3584-50)

Collège Saint-Denis Incorporé

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le douze avril 1960, approuvé les règlements du "Collège Saint-Denis Incorporé", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize avril 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

53740-o

La Fédération des Professeurs Catholiques du Golfe Saint-Laurent

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération des Professeurs Catholiques du Golfe St-Laurent", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le premier avril 1960.

Le siège social de la fédération ci-haut mentionnée est situé à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

53741-o

Sybil Ives of Canada, Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions du règlement XXI de la compagnie, et conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le ou après le 5 mai 1960 l'actif de la compagnie sera distribué en nature au pro rata entre les actionnaires et aucun transfert d'actions pourra être fait après le 5 mai 1960.

Montréal, le 20 avril 1960.

Les Procureurs de la compagnie,

CAMPBELL, WELDON, McFADDEN,

LAIDLAY & WALSH.

53742-o

(P.G. 11957-52)

William J. Ross Ltd.

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus de trois à cinq.

Règlement N° 14

"14. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

E. M. BRAZIER.

53743-o

(P.G. 11410-56)

Montreal Land & Housing Corp.

Règlement spécial "A"

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4), de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs;

2° Que trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration;

3° Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles

(A.G. 3584-50)

Collège Saint-Denis Incorporé

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the twelfth day of April, 1960, has approved the by-laws of "Collège Saint-Denis Incorporé", conforming with the provisions of article 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Secretary of the Province this thirteenth day of April, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Provincial Secretary.

53740

La Fédération des Professeurs Catholiques du Golfe Saint-Laurent

(Professional Syndicates' Act)

The formation of federation of professional syndicates under the name of "La Fédération des Professeurs Catholiques du Golfe St-Laurent", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 1, 1960.

The principal place of business of the federation above mentioned is at Hauterive, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

53741

Sybil Ives of Canada, Ltd.

Notice is hereby given that under the provisions of by-law XXI of the company and subject to the provisions of the Quebec Companies Act, on and after May 5, 1960 the assets of the company shall be distributed in kind pro rata amongst the shareholders and no transfers of shares shall be made after May 5, 1960.

Montreal, April 20, 1960.

CAMPBELL, WELDON, McFADDEN,

LAIDLAY & WALSH,

Attorneys for the company.

53742-o

(A.G. 11957-52)

William J. Ross Ltd.

By-law increasing the number of directors of the above company from three to five.

By-law number 14

"14. The affairs of the company shall be managed by a board of five directors".

Certified true copy.

E. M. BRAZIER,

Secretary.

53743-o

(A.G. 11410-56)

Montreal Land & Housing Corp.

Special by-law "A"

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4), so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors;

2. That three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent here-

tibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Copie véritable certifiée d'un règlement de la compagnie, adopté par le Conseil d'administration, le 21e jour de mai 1959, approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale tenue à cette fin, le 21e jour de mai 1959, à laquelle tous les actionnaires étaient présents et représentaient toutes les actions alors émises par la compagnie.

Le Secrétaire,
53744 STANISLAW GRENIUK.

(P.G. 11498-54)

Textile Sales Limited

Règlement N° 52

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 52 de la compagnie:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de onze (11) à sept (7), de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de sept (7) directeurs.

2° Le quorum pour les assemblées des directeurs est, par les présentes, fixé à quatre (4) directeurs.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné, Secrétaire de la compagnie, certifie par les présentes, que le précédent est le règlement N° 52 décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 24 décembre 1958 et subséquemment ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

(Sceau) Le Secrétaire,
53745 A. M. LESLIE.

(Sec. P. 2716-49)

J. I. Case Company

(Loi des compagnies à Fonds social étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que par une nouvelle procuration, datée du 24e jour de décembre 1958, dont une copie a été remise au Secrétaire de la province, M. W. H. Laidley, de la cité de Montréal, a été nommé agent principal dans cette province de "J. I. Case Company", une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec en vertu de la Loi des compagnies de Fonds social étrangères, ci-dessus mentionnée.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration sus-mentionnée, le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau dudit M. W. H. Laidley, 300 — 455 ouest, rue Craig, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53763 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10838-54)

Simard & Frères Cie Ltée

Règlement spécial "A" (1960)

Il est décrété à titre de règlement de la compagnie:

with are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this by-law.

Certified a true copy of a by-law of the company adopted by the Board of Directors on the 21st of May, 1959, unanimously approved by the shareholders of the company at a general meeting held for that purpose on the 21st of May, 1959, wherein there were present all the shareholders, representing all the shares then issued by the company.

STANISLAW GRENIUK,
53744-o Secretary.

(A.G. 11498-54)

Textile Sales Limited

By-law No. 52

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 52 of the company:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from eleven (11) to seven (7) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven (7) directors.

2. The quorum for directors' meeting is hereby fixed at four (4) directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, secretary of the company, hereby certify the foregoing to be by-law No. 52 enacted by the directors of the company at a meeting held on December 24th, 1958 and subsequently unanimously ratified by the shareholders of the company at a special general meeting called for such purpose.

(Seal) A. M. LESLIE,
53745-o Secretary.

(P. Sec. 2716-49)

J. I. Case Company

(Extra-Provincial Companies Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney, dated the 24th day of December, 1958, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. W. H. Laidley, of the City of Montreal, has been appointed chief agent in this Province of "J. I. Case Company", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that, according to the above-mentioned new Power of Attorney, the principal office of the company in the Province is established at the office of the said Mr. W. H. Laidley, 300 — 455 Craig Street West, in the said City, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53763-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10838-54)

Simard & Frères Cie Ltée

Special by-law "A" (1960)

Be it enacted as a by-law of the company:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à six (6);

2° Le quorum aux assemblées du conseil d'administration est fixé à trois (3).

3° Dès que le présent règlement sera entré en vigueur, les directeurs en fonctions pourront nommer trois (3) directeurs additionnels pour demeurer en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Copie fidèle d'un règlement adopté par les directeurs de "Simard & Frères Cie Ltée", le 25 avril 1960 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de ladite compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le même jour.

Simard & Frères Cie Ltée,
Le Secrétaire,
(Signed) J. LEVASSEUR.

53764-o

1. The number of directors of the company is increased from three (3) to six (6);

2. The quorum to directors' meetings is fixed at three (3);

3. Upon the coming into force of this by-law, the directors then in office shall be entitled to appoint three (3) additional directors to hold office until their successors are elected.

Certified true copy of a by-law enacted by the directors of "Simard & Frères Cie Ltée", on April 25, 1960 and unanimously approved by the shareholders of the said company at a special general meeting called for considering the said by-law and held on the same day.

Simard & Frères Cie Ltée,
(Signed) J. LEVASSEUR,
Secretary.

53764-o

L'Union des Travailleurs du Textile de la Templon Spinning Mills de Drummondville

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Travailleurs du Textile de la Templon Spinning Mills de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le vingt-sept avril 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Drummondville, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

53771-o

L'Union des Travailleurs du Textile de la Templon Spinning Mills de Drummondville

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Travailleurs du Textile de la Templon Spinning Mills de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April twenty-seventh, 1960.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Drummondville, county of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

53771

Chartes — Abandon de

Potato Services Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que "Potato Services Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour d'avril 1960.

Les Procureurs de "Potato Services Ltd.",
LIVERMAN BRISKIN & YANOFKY.

1450 rue City Councillors,
suite 950,

Montréal, Québec.

53718

Canmont Construction Ltd.

Avis est par les présentes donné que "Canmont Construction Ltd.", qui a son bureau principal dans le district de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 25 avril, 1960.

Les Procureurs des Requérants,
CERINI & JAMIESON.

53746-o

Charters — Surrender of

Potato Services Ltd.

Notice is hereby given that the "Potato Services Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of April, 1960.

LIVERMAN BRISKIN & YANOFKY,
Attorneys for "Potato Services Ltd."

1450 City Councillors St.,
Suite 950,

Montreal, Quebec.

53718-o

Canmont Construction Ltd.

Take notice that "Canmont Construction Ltd.", with head office in Côte St-Luc, P.Q., will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montréal, P.Q., the 25th, day of April 1960.

CERINI & JAMIESON,
Attorneys for Petitioner.

53746-o

Maska Construction Inc.

"Maska Construction Inc.", par les présentes donne avis qu'application sera faite au Procureur Général de la Province de Québec, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des Compa-

Maska Construction Inc.

"Maska Construction Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General of Quebec under the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act, for the accep-

gnies de Québec, pour l'acceptation de l'abandon de sa charte à compter de et à partir d'une date à être fixée par le Procureur Général.

Daté à Toronto, Ontario, ce 19ième jour d'avril 1960.

(Sceau) Maska Construction Inc.,
Le Secrétaire,
H. A. SAWYER.
53747

Tilmont Construction Ltd.

Avis est par les présentes donné que "Tilmont Construction Ltd.", qui a son bureau principale dans le district de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 25 avril, 1960.
Les Procureurs des Requérants,
53748-o CERINI & JAMIESON.

tance of the surrender of its charter as and from a date to be fixed by the Attorney General.

Dated at Toronto, Ont, this 19th day of April, 1960.

(Seal) Maska Construction Inc.,
H. A. SAWYER,
Secretary.
53747-o

Tilmont Construction Ltd.

Take notice that "Tilmont Construction Ltd.", with head office in Côte St-Luc, P.Q., will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montréal, P.Q., the 25th day of April, 1960.
CERINI & JAMIESON,
Attorneys for Petitioner.
53748-o

Département de l'Instruction publique

N° 144-60.

Kiamika

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Kiamika, dans le comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Le territoire situé dans le comté de Kiamika comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots 14 à 35 inclusivement des rangs X, XI et XII ainsi que les lots 1 à 15 inclusivement des rangs nord et sud du chemin Chapleau.

Québec, le 13 avril 1960.
Surintendant de l'Instruction publique,
53670-17-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1278-59.

Buckingham

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Buckingham, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de la ville de Buckingham, même comté.

Québec, le 19 avril 1960.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
53702-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 260-60.

Sanmaur

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Sanmaur, dans le comté de Laviolette, le canton Rhéaume, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 19 avril 1960.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
53703-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 416-60.

St-Alphonse-de-Castagnier

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 9 à 20 inclusivement du rang X du canton Duvernay, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Maurice-de-Dalquier, même comté.

Québec, le 19 avril 1960.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
53704-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 144-60.

Kiamika

Application is made to annex to the school municipality of Kiamika, in the county of Labelle, the territory described below, which has not yet been organized from a school point of view:

The territory situated in the county of Kiamika comprising in reference to the official cadaster of the said township, lots 14 to 35 inclusively of ranges X, XI and XII as well as lots 1 to 15 inclusively of the ranges north and south of Chapleau road.

Quebec, April 13, 1960.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
53670-17-2

No. 1278-59.

Buckingham

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Buckingham in the county of Papineau, to the school municipality of the town of Buckingham, same county.

Quebec, April 19, 1960.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
53702-18-2

No. 260-60.

Sanmaur

Application is made to annex to the school municipality of Sanmaur, in the county of Laviolette, the Rhéaume township, territory not organized from the school point of view.

Quebec, April 19, 1960.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
53703-18-2

No. 416-60.

St-Alphonse-de-Castagnier

Application is made to detach from the school municipality of St-Alphonse-de-Castagnier, in the county of Abitibi-East, lots 9 to 20 inclusively of range X of the township of Duvernay, to annex them to the school municipality of St-Maurice-de-Dalquier, same county.

Quebec, April 19, 1960.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
53704-18-2

N° 339-60.

St-Bernardin-de-Waterloo

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Bernardin-de-Waterloo, dans le comté de Shefford, à la municipalité scolaire catholique de la ville de Waterloo, même comté.

Québec, le 19 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53705-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 339-60.

St-Bernardin-de-Waterloo

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Bernardin-de-Waterloo, in the county of Shefford, to the catholic school municipality of the town of Waterloo, same county.

Quebec, April 19, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53705-18-2 *Superintendent of Education.*

N° 248-50.

Ste-Anne-de-Noou

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Noou, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Sorel, même comté.

Québec, le 19 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53706-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 248-50.

Ste-Anne-de-Noou

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Ste-Anne-de-Noou, in the county of Richelieu, to the school municipality of Ste-Anne-de-Sorel, same county.

Quebec, April 19, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53706-18-2 *Superintendent of Education.*

N° 1108-59.

Ste-Anne-des-Plaines No. 1

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Plaines No. 1, dans le comté de Terrebonne, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Plaines No. 2, même comté:

Une terre située en la paroisse de Ste-Anne-des-Plaines, connue et désignée comme faisant partie du numéro sept (ptie 7), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Anne-des-Plaines, contenant dix arpents plus ou moins, à compter de la ligne qui sépare ladite terre des terres du Trait-Carré jusqu'à la ligne qui sépare le lot numéro neuf du lot numéro huit, laquelle ligne sera continuée en droite ligne sur le lot numéro sept et servira de séparation tenant ladite partie du lot numéro sept à la ligne qui vient d'être déclarée, à l'autre bout partie du lot numéro six et partie du lot numéro trois cent quatre-vingt, d'un côté au lot numéro six et d'autre côté au lot numéro neuf;

2° Une terre située au même lieu connue et désignée sous le numéro neuf (N° 9) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Anne-des-Plaines, contenant trois arpents de largeur sur onze arpents de longueur dans une ligne et douze arpents dans l'autre ligne et en superficie trente-quatre arpents et cinquante perches.

A distraire de cette partie du numéro sept et du lot numéro neuf, les parties vendues à Sa Majesté le Roi, suivant acte de vente passé devant Me J. Marc Vermette, notaire, à St-Janvier, le vingt et un octobre mil neuf cent quarante-deux, dont copie a été enregistrée à Terrebonne sous le numéro 129979.

Québec, le 19 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53707-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1108-59.

Ste-Anne-des-Plaines No. 1

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 1, in the county of Terrebonne, the territory described below to annex it to the school municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 2, same county:

A farm situated in the parish of Ste-Anne-des-Plaines, known and designated as forming a part of lot number seven (P. 7), in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Anne-des-Plaines, containing ten arpents, more or less, from the boundary line which separates said farm from the farms of Trait-Carré as far as the boundary line which separates lot number nine from lot number eight, which boundary line will be continued in a straight line on lot number seven and will be used as a separation binding said part of lot number seven to the boundary line which has just been stated, at the other end part of lot number six and part of lot number three hundred and eighty, from one side to lot number six and from the other side to lot number nine;

2. A farm situated in the same place, known and designated under the number nine (No. 9) in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Anne-des-Plaines, containing three arpents in width by eleven arpents in length on one side and twelve arpents on the other having an area of thirty-four arpents and fifty rods.

To be removed from this part of number seven and from lot number nine, the parts sold to His Majesty the King, following the deed of sale passed before Mr. J. Marc Vermette, notary, of St-Janvier, on the twenty-first day of October nineteen hundred and forty-two, which has been registered at Terrebonne under the number 129979.

Quebec, April 19, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53707-18-2 *Superintendent of Education.*

N° 1340-59.

St-Joseph-de-Blanford

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Joseph-de-Blanford, dans le comté de Nicolet, à la

No. 1340-59.

St-Joseph-de-Blanford

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Joseph-de-Blanford, in the county of Nicolet, to the

municipalité scolaire du village de Manseau, même comté.

Québec, le 19 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53708-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

N° 325-58.

Paroisse de St-Michel

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Michel, dans le comté de Napierville-Laprairie, à la municipalité scolaire du village de St-Michel, même comté.

Québec, le 19 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53709-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

N° 380-59.

Val-d'Or Catholique

Avis est par la présente donné que je me propose de modifier les limites de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière à annexer à cette municipalité scolaire les territoires ci-dessous décrits, lesquels ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire:

Premièrement: Tout cette partie du canton Bourlamaque limité au nord par la ligne de division entre les cantons Bourlamaque et Senneville; à l'est, par la ligne centrale dudit canton Bourlamaque jusqu'au côté nord de la route nationale Rouyn-Louvicourt (route 59); au sud, par le côté nord de ladite route et par une ligne brisée limitant au nord et à l'est la municipalité scolaire actuelle de Bourlamaque, cettedite ligne jusqu'à sa rencontre avec la ligne est du bloc 34, limite actuelle de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or; à l'ouest, par la rive est du Lac Blouin, commençant à sa rencontre avec la ligne de division des cantons Bourlamaque et Senneville et se terminant à sa rencontre avec la ligne nord du bloc A-48214, limite actuelle de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or.

Deuxièmement: Toute cette partie du bloc 14 du cadastre officiel du canton Bourlamaque situé au sud du prolongement de la ligne sud du bloc 34, continué vers l'ouest jusqu'au lot 62 du rang VIII du canton Dubuisson; l'entier du bloc 15 du même cadastre.

Troisièmement: Cette autre partie du canton Bourlamaque, borné au nord par la limite actuelle de la municipalité scolaire de Bourlamaque; à l'ouest, par la ligne de division entre les cantons Bourlamaque et Dubuisson; au sud, par la ligne de division des cantons Bourlamaque et Sabourin; à l'est, par une ligne nord-sud astronomique partant du coin le plus au sud-ouest du bloc 31 et tracée en direction sud jusqu'à la ligne de division des cantons Bourlamaque et Sabourin.

Québec, le 21 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53727-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

N° 380-59.

Val-d'Or Catholique, Lac-Lemoine et St-Bernard

Avis est par la présent donné que je me propose de modifier les limites des municipalités scolaires catholiques de Val-d'Or, Lac-Lemoine et St-Bernard, toutes dans le comté d'Abitibi-Est, de la façon suivante, savoir:

school municipality of the village of Manseau, same county.

Quebec, April 19, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53708-18-2 *Superintendent of Education.*

No. 325-58.

Parish of St-Michel

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Michel, in the county of Napierville-Laprairie, to the school municipality of the village of St-Michel, same county.

Quebec, April 19, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53709-18-2 *Superintendent of Education.*

No. 380-59.

Catholic Val-d'Or

Notice is hereby given that I propose to change the limits of the Catholic school municipality of Val-d'Or, in the county of Abitibi-Est, in such a way as to annex to this school municipality the territory described below, which are not yet organized from a school point of view:

First: The entire part of Bourlamaque township bounded on the north by the division line between Bourlamaque and Senneville townships; on the east, by the center line of said Bourlamaque township as far as the north side of the national Rouyn-Louvicourt route (route 59); on the south, by the north side of said road and by a broken line bounding the present school municipality of Bourlamaque on the north and on the east, said line as far as its joining-point with the line east of block 34, presently bounds the Catholic school municipality of Val-d'Or; on the west, by the east bank of Lac Blouin, beginning at its joining-point with the division line between Bourlamaque and Senneville townships and ending with its joining-point with the north line of block A-48214, a present boundary of the Catholic school municipality of Val-d'Or.

Second: The entire part of block 14 of the official cadaster of the township of Bourlamaque situated to the south of the prolongation of the south line of block 34, continued towards the west as far as lot 62 of range VIII of Dubuisson township; the whole of block 15 of the same cadaster.

Third: This other part of the township of Bourlamaque, bounded on the north by the present limit of the school municipality of Bourlamaque; on the west, by the division line between Bourlamaque and Dubuisson townships; on the south, by the division line between Bourlamaque and Sabourin townships; on the east, by the north-south astronomical line from the most south-westerly corner of block 31 and going in a southerly direction as far as the division line between the Bourlamaque and Sabourin townships.

Quebec, April 21, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53727-18-2 *Superintendent of Education.*

No. 380-59.

Catholic Val-d'Or, Lac-Lemoine and St-Bernard

Notice is hereby given that I propose to modify the limits of the catholic school municipalities of Val-d'Or, Lac-Lemoine and St-Bernard, all in the county of Abitibi-Est, in the following way, to wit:

Premièrement: D'annexer à la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, les lots 57 à 62 inclusivement des rangs I à VI inclusivement du canton Dubuisson, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de Lac-Lemoine.

Deuxièmement: D'annexer à la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, les lots 57 à 62 inclusivement des rangs VII à IX inclusivement du canton Dubuisson, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de St-Bernard.

Québec, le 21 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53728-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 519-60.

Paroisse de Lambton

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Lambton, dans le comté de Frontenac, à la municipalité scolaire de Lambton No. 1, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de Lambton, dans le comté de Frontenac.

Québec, le 25 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53734-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1239-58.

Village de Ste-Anne-du-Lac

Avis est par la présente donné que je me propose d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de Ste-Anne-du-Lac, dans le comté de Mégantic, tel qu'érigé par la loi 13 George VI, chapitre 102, à la municipalité scolaire de Sacré-Coeur-de-Marie, même comté.

Québec, le 25 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53735-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 539-60.

St-Thomas-de-Pierreville

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Thomas-de-Pierreville, dans le comté de Yamaska, à la municipalité scolaire du village de Pierreville, même comté.

Québec, le 25 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53736-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 606-60.

Paroisse de Terrebonne

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, même comté:

Les chemins, rues, ruelles en prise de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant d'une borne de pierre, sur la ligne de division entre la seigneurie de Terrebonne et la seigneurie de Lachenaie marquant le point sud-est du lot no 128 du cadastre officiel de la paroisse St-Louis de Terrebonne; de là en se référant au susdit cadastre officiel, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud des lots 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122 et 121 jusqu'à une autre borne de pierre marquant le point sud-est du lot N° 121; la ligne séparative des lots Nos 120 et 121; une ligne brisée séparant

First: To annex to the catholic school municipality of Val-d'Or, lots 57 to 62 inclusively of ranges I to VI inclusively of the township of Dubuisson, which will be detached from the school municipality of Lac-Lemoine.

Second: To annex to the catholic school municipality of Val-d'Or, lots 57 to 62 inclusively of ranges VII to IX inclusively of the township of Dubuisson, which will be detached from the school municipality of St-Bernard.

Quebec, April 21, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53728-18-2 Superintendent of Education.

No. 519-60.

Parish of Lambton

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of Lambton, in the county of Frontenac, to the school municipality of Lambton No. 1, in the same county and to change the name of the latter to Lambton, in the county of Frontenac.

Quebec, April 25, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53734-18-2 Superintendent of Education.

No. 1239-58.

Village of Ste-Anne-du-Lac

Notice is hereby given that I intend to annex the present territory of the school municipality of the village of Ste-Anne-du-Lac, in the county of Mégantic, as erected by the act 13 George VI, chapter 102, to the school municipality of Sacré-Coeur-de-Marie, same county.

Quebec, April 25, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53735-18-2 Superintendent of Education.

No. 539-60.

St-Thomas-de-Pierreville

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Thomas-de-Pierreville, in the county of Yamaska, to the school municipality of the village of Pierreville, same county.

Quebec, April 25, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53736-18-2 Superintendent of Education.

No. 606-60.

Parish of Terrebonne

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Terrebonne, in the county of Terrebonne, the territory described below, to annex it to the school municipality of the town of Terrebonne, same county:

The roads, streets, lanes railroad, right-of-way the waterways of parts of these enclosed within the following limits, to wit:

From a stone boundary-mark, on the division line between the Seigneurie of Terrebonne and the Seigneurie of Lachenaie, marking the south-east point of lot N° 128 of the official cadaster of the parish of St-Louis de Terrebonne; from there in reference to the above-mentioned official cadaster, successively passing the following lines and demarcations; the southerly line of lots 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122 and 121 as far as another boundary-stone marking the south-east point of lot No. 121; the separative line of

le lot N° 120 du lot N° 122 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots de subdivision 124-88 et 124-89; ledit prolongement dans une direction perpendiculaire au chemin Pincourt traversant les lots 122, 123 et le chemin Pincourt; ladite ligne séparative des lots de subdivision 124-88 et 124-89 prolongée dans une direction perpendiculaire au chemin Pincourt à travers les lots 124 et 125; la ligne séparative des lots 125 et 126 en allant vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre la Seigneurie de Terrebonne et la Seigneurie de Lachenaie; ladite ligne de division entre lesdites seigneuries jusqu'à un point à une distance de 2,051.2 pieds de la borne au point de départ.

Québec, le 25 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53737-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

N° 1235-59.

Grand Cascapedia

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, le territoire de la municipalité scolaire de Grand Cascapedia, dans le comté de Bonaventure, à la municipalité scolaire protestante de New Richmond, dans le même comté.

26 avril 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53761-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

lots Nos 120 and 121; a broken line separating lot No. 120 from lot No. 122 as far as the prolongation of the separative line of the lots of subdivision 124-88 and 124-89; the said prolongation in a perpendicular direction to the Pincourt road crossing lots 122, 123 and Pincourt road; the said separative line of subdivision lots 124-88 and 124-89 prolonged in a direction perpendicular to the Pincourt road crossing lots 124 and 125; the separative line of lots 125 and 126 going towards the north as far as its intersection with the division line between the Seigneurie of Terrebonne and the Seigneurie of Lachenaie; the said division line between the seigneuries as far as a point 2,051.2 feet distant from the boundary to the departing point.

Quebec, April 25, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53737-18-2 Superintendent of Education.

No. 1235-59.

Grand Cascapedia

Application is made to annex for Protestant ratepayers only the territory of the school municipality of Grand Cascapedia, in the county of Bonaventure, to the Protestant school municipality of New Richmond, in the same county.

April 26, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53761-18-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Avis

Cadastre officiel de la ville de St-Ours, (municipalité de ville de St-Ours), division d'enregistrement de Richelieu.

Avis est par la présente donné que les lots 149 à 158, 187 à 198 et une partie des rues Ste-Famille, Ste-Angele et Dansereau sont annulés et le lot 211 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
53697-0 AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du canton de Wentworth, (municipalité de canton de Wentworth), division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 8-1, 8-5, 8-9 à 8-26, 8-41 à 8-56, 8-58, 8-59, 8-61 à 8-92, 8-94 à 8-96, 8-98 à 8-121, 8-123 à 8-140, 8-142 à 8-166, une partie du lot 8-57 et les lots 9-A-1 à 9-A-3, 9-A-5 à 9-A-81, 9-A-85, 9-A-86, 9-A-88 à 9-A-91, 9-A-94 à 9-A-145, 9-A-148 à 9-A-155, 9-A-159 à 9-A-198, 9-A-203 à 9-A-213, 9-A-215 à 9-A-219, 9-A-221 à 9-A-223, 9-A-230 à 9-A-232, 9-B-15 à 9-B-38, 9-B-60, 9-B-63 à 9-B-70, 9-B-72, 9-B-73, 9-B-76 à 9-B-94, 9-B-115 à 9-B-131, 9-B-133 à 9-B-145, 9-B-164 à 9-B-169, 9-B-174, 9-B-175 du rang IX et les lots 8-1 à 8-23, 8-27 8-31 à 8-99, 8-101 à 8-129, 8-131 à 8-134, 8-138 à 8-140, 8-143, 8-146, 9-1-A à 9-24-A, 9-36-A à 9-44-A, 9-47-A à 9-65-A, 9-74-A à 9-79-A, 9-85-A à 9-89-A, 9-94-A à 9-99-A, 9-101-A, 9-102-A, 9-104-A à 9-110-A, 9-112-A, 9-117-A à 9-133-A, 9-136-A à 9-150-A, 9-155-A, 9-157-A à 9-172-A, 9-173 à 9-188, 9-190 à 9-194,

Department of Land and Forest

Notice

Official cadastre of the town of St-Ours, (municipality of town of St-Ours), registration division of Richelieu.

Notice is hereby given that lots 149 to 158, 187 to 198 and a part of Ste-Famille, Ste-Angele and Dansereau Streets are cancelled and lot 211 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 25, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
53697-0 Deputy Minister.

Official cadastre of township of Wentworth, (municipality of township of Wentworth), registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 8-1, 8-5, 8-9 to 8-26, 8-41 to 8-56, 8-58, 8-59, 8-61 to 8-92, 8-94 to 8-96, 8-98 to 8-121, 8-123 to 8-140, 8-142 to 8-166, part of lot 8-57 and lots 9-A-1 to 9-A-3, 9-A-5 to 9-A-81, 9-A-85, 9-A-86, 9-A-88 to 9-A-91, 9-A-94 to 9-A-145, 9-A-148 to 9-A-155, 9-A-159 to 9-A-198, 9-A-203 to 9-A-213, 9-A-215 to 9-A-219, 9-A-221 to 9-A-223, 9-A-230 to 9-A-232, 9-B-15 to 9-B-38, 9-B-60, 9-B-63 to 9-B-70, 9-B-72, 9-B-73, 9-B-76 to 9-B-94, 9-B-115 to 9-B-131, 9-B-133 to 9-B-145, 9-B-164 to 9-B-169, 9-B-174, 9-B-175 range IX and lots 8-1 to 8-23, 8-27, 8-31 to 8-99, 8-101 to 8-129, 8-131 to 8-134, 8-138 to 8-140, 8-143, 8-146, 9-1-A to 9-24-A, 9-36-A to 9-44-A, 9-47-A to 9-65-A, 9-74-A to 9-79-A, 9-85-A to 9-89-A, 9-94-A to 9-99-A, 9-101-A, 9-102-A, 9-104-A to 9-110-A, 9-112-A, 9-117-A to 9-133-A, 9-136-A to 9-150-A, 9-155-A, 9-157-A to 9-172-A, 9-173

9-196 à 9-215, 9-217 à 9-220, 9-222 à 9-231, 9-252, 9-258, 9-259, 9-261 à 9-272, 9-280 à 9-282, 9-284 à 9-288, 9-292 à 9-316, 9-318 à 9-330, 9-332 à 9-339, 9-341 à 9-345, 9-346 à 9-355, 9-366, 9-370, 9-374, 9-375, 9-382 à 9-387, 9-391 à 9-403, 9-410, 9-411, 9-413 à 9-425 du rang X sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

to 9-188, 9-190 to 9-194, 9-196 to 9-215, 9-217 to 9-220, 9-222 to 9-231, 9-252, 9-258, 9-259, 9-261 to 9-272, 9-280 to 9-282, 9-284 to 9-288, 9-292 to 9-316, 9-318 to 9-330, 9-332 to 9-339, 9-341 to 9-345, 9-346 to 9-355, 9-366, 9-370, 9-374, 9-375, 9-382 to 9-387, 9-391 to 9-403, 9-410, 9-411, 9-413 to 9-425, range X are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 30 mars 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

53697-o

Quebec, March 30, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

53697-o

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique
Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Alary, Jean-Guy	27	Luskville, comté de Gatineau	Institut Agricole d'Oka.
Bayard, Florent	25	R. R. No 1, Marieville, comté de Rouville	Institut Agricole d'Oka.
Bélair, Yvon	23	St-Joseph-du-Lac, comté des Deux-Montagnes	Institut Agricole d'Oka.
Belzile, Gilbert	21	Amqui, comté de Matapédia	Institut Agricole d'Oka.
Boudreau, Armand	26	3346, rue St-Zotique, Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Bourgeois, Jean	23	Saint-Albert, Ontario	Institut Agricole d'Oka.
Darisse, Fernand	24	Saint-André, comté de Kamouraska	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Dumais, Benoît	25	Saint-Denis, comté de Kamouraska	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Dupré, Marcel	26	5218, Côte des Neiges, Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Fortier, Florent	24	1378, rue Bourgogne, Chambly	Institut Agricole d'Oka.
Gaudreault, Gilles	24	C. P. 266, Victoriaville, comté d'Arthabaska	Institut Agricole d'Oka.
Gendron, Guy	25	Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Michaud, Marcel	22	Saint-André, comté de Kamouraska	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Parent, Lucien	25	39, rue Cornwall, Ville Mont- Royal, Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Pelletier, Henri	25	Saint-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata	Institut Agricole d'Oka.
Poitrass, Guildas	26	53, rue St-Pierre, Rimouski	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Rolland, Jacques	21	156, rue Guilbeault, Longueuil, comté de Chambly	Institut Agricole d'Oka.
Saint-Aubin, André	24	Henryville, comté d'Iberville	Institut Agricole d'Oka.
Saint-Loup, Paul	26	Coleraine, comté de Mégantic	Institut Agricole d'Oka.
Soucy, Roland	23	Saint-Basile, comté de Madawaska, Nouveau-Brunswick	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Tartier, Léo	21	26, rue St-Louis, St-Jérôme, comté de Terrebonne	Institut Agricole d'Oka.
Tremblay, Marcel	24	149, rue Harvey, Alma, Lac St-Jean	Institut Agricole d'Oka.
Verville, Jean-Claude	23	St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Montréal 1, le 1er avril 1960

Montreal 1, April 1st, 1960.

Le Secrétaire-Trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la province de Québec,
53688-12-2-o RENÉ MONETTE.

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la province de Québec.

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau de Richelieu — Bar of Richelieu

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Baillargeon	Pierre	24	Saint-Luc, (Comté St-Jean), P.Q.

Sorel, le 20 avril 1960. — Sorel, April 20th, 1960.
(Sceau—Seal)

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL-A. PÉLOQUIN,
Secretary of the Bar of Richelieu.

53733-o

Liquidation — Avis de

(Sec. P. 1104-16)

La Compagnie de Téléphone de St-Côme de Kennébec et de St-Théophile

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "La Compagnie de Téléphone de St-Côme de Kennébec et de St-Théophile", tenue le 22 août 1959, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chapitre 278), et que M. Georges Giguère, commis, de Saint-Côme, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

53715-o

RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 254-15)

La Compagnie de Téléphone de St-Honoré de Shenley

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "La Compagnie de Téléphone de St-Honoré de Shenley", tenue le 2 mai 1959, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chapitre 278), et que M. Victor Mathieu, commis, de St-Honoré, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

53716-o

RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 2094-14)

La Compagnie de Téléphone de St-Sébastien

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "La Compagnie de Téléphone de St-Sébastien", tenue le 25 novembre 1959, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chapitre 278), et que M. Fernand Blouin, de Saint-Sébastien, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

53717-o

RAYMOND DOUVILLE.

Winding up Notices

(P. Sec. 1104-16)

La Compagnie de Téléphone de St-Côme de Kennébec et de St-Théophile

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of the "La Compagnie de Téléphone de St-Côme de Kennébec et de St-Théophile", held August 22, 1959, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act, (R.S.Q. 1941, chapter 278) and for such purposes, that Mr. Georges Giguère, clerk of St-Côme has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 22, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

53715 -

Assistant Secretary of the Province.

(P. Sec. 254-15)

La Compagnie de Téléphone de St-Honoré de Shenley

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of the "La Compagnie de Téléphone de St-Honoré de Shenley", held on May 2, 1959, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act, (R.S.Q. 1941, chapter 278) and for such purposes, that Mr. Victor Mathieu, clerk of St-Honoré has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 22, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

53716

Assistant Secretary of the Province.

(P. Sec. 2094-14)

La Compagnie de Téléphone de St-Sébastien

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of the "La Compagnie de Téléphone de St-Sébastien", held November 25, 1959, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act, (R.S.Q. 1941, chapter 278) and for such purposes, that Mr. Fernand Blouin of Saint-Sébastien has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 22, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

53717

*Assistant Secretary of the Province.***Nominations**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau, les nominations suivantes:

Québec, le 4 février 1960.

M. Edmond Grammond, de Ste-Véronique, comté de Labelle: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Couronne, greffier de la paix et greffier de la Cour de magistrat du district

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council, under the commission of the Great Seal, has been pleased to make the following appointments:

Quebec, February 4, 1960.

Mr. Edmond Grammond, of St. Veronica, county of Labelle: Prothonotary of the Superior Court, clerk of the Crown, clerk of the peace and clerk of the Magistrate's Court of the dis-

de Labelle, à Mont-Laurier, à compter du 15 février 1960, ledit M. Edmond Grammond étant en outre nommé commissaire "*per dedimus potestatem*" pour recevoir, dans la province, les serments que sont tenues de prêter des personnes nommées en vertu de la Loi du service civil ou nommées à des emplois publics.

Québec, le 11 février 1960.

Dr André-J. Ouellette, médecin à Mont-Laurier: coroner conjoint pour le district judiciaire de Labelle.

Québec, le 16 mars 1960.

MM. Alphonse Lamy, notaire, Maurice Dus-sault, avocat et greffier de la Cour de bien-être social du district de Trois-Rivières, Raoul Provencher, avocat, Gérard Dufresne, notaire, et Robert Lacroix, C.A., tous de la cité et du district de Trois-Rivières: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Trois-Rivières.

53696-o

district of Labelle, at Mont-Laurier, from and after February 15, 1960, said Mr. Edmond Grammond, moreover, being named commissioner "*per dedimus potestatem*" to receive, in the province, the oaths given by persons nominated under the Civil service Act or nominated to public offices.

Quebec, February 11, 1960.

Dr. André-J. Ouellette, doctor at Mont-Laurier: joint coroner for the judicial district of Labelle.

Quebec, March 16, 1960.

MM. Alphonse Lamy, notary, Maurice Dus-sault, advocate and clerk of the Court of social welfare for the district of Trois-Rivières, Raoul Provencher, lawyer, Gérard Dufresne, notary, and Robert Lacroix, C.A., all of the city and district of Trois-Rivières: commissioners for the civil erection of parishes of the Roman Catholic Diocese of Trois-Rivières.

53696

Office des marchés agricoles du Québec

Le plan conjoint des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière

Avis de modification de plan conjoint

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Bois de la Région de Ste-Anne de la Pocatière", publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 21 mars 1959 est amendé comme suit: En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 15 avril 1960.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON,
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

53760-o

Quebec Agricultural Marketing Board

The St. Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Joint Plan

Notice of modification of joint plan

The notice of sanction of the "St. Anne de la Pocatière Region Wood Producers' Joint Plan", published in the *Quebec Official Gazette* of March 21st, 1959, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and Attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such cooperation.

Montreal, April 15th, 1960.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

53760-o

Plan conjoint des producteurs de bois du Témiscamingue

Avis de modification de plan conjoint

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37, telle qu'amendée par 6-7 Elizabeth II, chapitre 26), l'Office des Marchés Agricoles a sanctionné et déclaré en vigueur les modifications suivantes apportées au plan conjoint des Producteurs de Bois du Témiscamingue, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 31 octobre 1958, et amendé le 12 janvier 1960; lesdites modifications visant à corriger une erreur cléricale dans le texte de l'avis de sanction dudit plan conjoint, qui rend ambigü un point sur lequel tous les producteurs intéressés se sont clairement prononcés lors du référendum précédant la sanction dudit plan.

A) Le paragraphe actuel du chapitre intitulé "généralement" est remplacé par le suivant:

"La mise en marché et la vente des bois tendres et durs provenant des boisés, autres que ceux

The Temiscamingue Wood Producers' Plan

Notice of modification of joint plan

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37, as amended by 6-7 Elizabeth II, chapter 26), the Quebec Agricultural Marketing Board has sanctioned and declared in force the following modifications to the Temiscamingue Wood Producers' Plan published in the *Quebec Official Gazette* of October 31st, 1958, and amended on January 12th, 1960. These modifications are rendered assential by the confusion created through a clerical error in the text of the notice of sanction of the said marketing plan on an issue on which the interested producers have clearly expressed their opinion in the referendum preceding the sanction of the plan:

A) The actual paragraph of the chapter entitled "generally" is being replaced by the following:

"The marketing and sale of pulpwood and other woods for commercial use extracted from wood-

affermés par la Couronne, des producteurs des comtés de Témiscamingue et Rouyn-Noranda, livrés aux compagnies forestières ou autres acheteurs de la Province de Québec faisant affaires dans lesdits comtés;

B) Le quatrième paragraphe de l'avis de sanction, (formation de l'office des producteurs) est amendé en retranchant le membre de phrase suivant: "faisant affaires dans le comté de Témiscamingue";

C) La désignation anglaise du plan devra se lire comme suit: "The Temiscamingue Wood Producers' Plan".

Montréal, ce 15 avril 1960.

(Juge) GEORGES-H. HÉON,
Président.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

53760-o

lots or forests, other than those of Crown limit, of the producers of the following counties: Temiscamingue and Rouyn-Noranda, and delivered to forestry companies and other buyers of the Province of Quebec doing business in the above-mentioned counties".

B) The fourth paragraph of the notice of sanction (formation of the Producers' Board) is amended by deleting the following words:

"doing business in Temiscamingue County";

C) The english designation of the said marketing plan should read as follows: "The Temiscamingue Wood Producers' Plan".

Montreal, April 15th, 1960.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

53760-o

Sièges sociaux

Restaurant du Palais Ltée

Avis est donné que la compagnie "Restaurant du Palais Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er jour de février 1960, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1650 de la rue Berri.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour de mars 1960.

Le Secrétaire,*
FERNAND CUSTEAU.

53701-o

Carlos Sousa Ltée

Avis est donné que la compagnie "Carlos Sousa Ltée", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec en date du 22 décembre 1959 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 10385 de la rue Papineau.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ième jour de février 1960.

Le Président,
CARLOS SOUSA.

53725-o

10060-55.

La Corporation de Crédit de la Rive Sud

Avis est donné que "La Corporation de Crédit de la Rive Sud", corps légalement constitué dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 1er avril 1955 émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, laquelle avait sa principale place d'affaires dans la province au 74A ouest, St-Charles a transporté sadite principale place d'affaires au 89 ouest, rue St-Charles en la cité de Longueuil.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Longueuil, ce dixième jour de février, 1960.

53726-o

JEAN-PAUL AUCLAIR.

Head Offices

Restaurant du Palais Ltée

Notice is hereby given that "Restaurant du Palais Ltée", incorporated by letters patent dated February 1st, 1960, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 1650 Berri Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 25th day of March, 1960.

FERNAND CUSTEAU,
Secretary.

53701-o

Carlos Sousa Ltée

Notice is given that the company "Carlos Sousa Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act dated December 22, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 10385 Papineau street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this tenth day of February, 1960.

CARLOS SOUSA,
President.

53725

10060-55.

Southern Credit Corporation

Notice is given that "Southern Credit Corporation", body legally constituted in the province of Quebec by letters patent granted on April 1, 1955, issued under Part I of the Quebec Companies Act, which had its head office in the province at 74A west St. Charles has changed said head office to 89 St. Charles street west in the city of Longueuil.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Longueuil, this tenth day of February, 1960.

53726

JEAN-PAUL AUCLAIR.

(P.G. 12873-58)

Doré Equipment Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie "Ludovic Doré Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22ième jour de mars 1956, et par lettres patentes supplémentaires en date du 23ième jour d'octobre 1957, changeant son nom en celui de "Doré Equipment Company Ltd.", et ayant son bureau principal dans Neuville, comté de Portneuf, a établi son bureau au numéro 2225 de la 1ère rue, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Neuville, ce 23ième jour d'octobre 1957.

Le Président,
JACQUES DÉRY.

53749-o

Institut Maria

Avis est par les présentes donné que "Institut Maria", constituée en corporation par lettres patentes datées du 29 mars 1960, a établi son siège social au numéro 1080 de la rue Lachevrotière en la cité de Québec.

Québec, le 22 avril 1960.

Institut Maria,
Par: Les Procureurs,
GAGNON, DE BILLY,
CANTIN & DIONNE.

53750-o

Kilworth Investment Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kilworth Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 8e jour d'avril 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à suite 1612, 1255 rue University, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'avril 1960.

Le Secrétaire,
JOHN HAMILTON.

53751

Les Soeurs du Bon-Pasteur de Québec

Avis est par les présentes donné que "Les Soeurs du Bon-Pasteur de Québec", constituée en corporation par le chapitre 157 des Statuts 5-6 Elizabeth II, a établi son siège social au numéro 1080 de la rue Lachevrotière, en la cité de Québec.

Québec, le 22 avril 1960.

Les Soeurs du Bon-Pasteur de Québec,
Par les Procureurs,
GAGNON, DE BILLY,
CANTIN & DIONNE.

53752-o

L.-G. Entreprises Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "L.-G. Entreprises Inc.", constituée en corporation en vertu de la première de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 8e jour de mai 1958, a transporté son siège social de 1877 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec à 1255 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec.

Montréal, 30 mars 1960.

(Sceau)
Le Secrétaire,
MME DOXINE BAXON.

53753

(A.G. 12873-58)

Doré Equipment Company Ltd.

Notice is hereby given that the company "Ludovic Doré Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of March, 1956, and by supplementary letters patent dated the 23rd day of October, 1956, changing its name into that of "Doré Equipment Company Ltd.", and having its head office in Neuville, county of Portneuf, has established its office at number 2225 1st Street, Québec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Neuville, this 23rd day of October 1957.

JACQUES DÉRY,
President.

53749

Institut Maria

Notice is hereby given that "Institut Maria", incorporated by letters patent dated March 29, 1960, has established its head office at number 1080 Lachevrotière street in the city of Québec.

Québec, April 22, 1960.

Institut Maria,
By: GAGNON, DE BILLY,
CANTIN & DIONNE,
Attorneys.

53750

Kilworth Investment Corporation

Notice is hereby given that "Kilworth Investment Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 8th day of April, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Suite 1612, 1255 University Street, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 19th day of April, 1960.

JOHN HAMILTON,
Secretary.

53751-o

Les Soeurs du Bon-Pasteur de Québec

Notice is hereby given that "Les Soeurs du Bon-Pasteur de Québec", incorporated by chapter 157 of the Statutes 5-6 Elizabeth II, has established its head office at number 1080 Lachevrotière street, in the city of Québec.

Québec, April 22, 1960.

Les Soeurs du Bon Pasteur de Québec,
By GAGNON, DE BILLY,
CANTIN & DIONNE,
Attorneys.

53752

L.-G. Entreprises Inc.

Notice is hereby given that "L.-G. Entreprises Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 8th day of May, 1958, has moved its head office from 1877 St. James Street West, Montréal, Québec to 1255 St. James Street West, Montreal, Quebec.

Montreal, 30th March, 1960.

(Seal)
MME DOXINE BAXON,
Secretary.

53753-o

Linton Investment Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Linton Investment Corp.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 18e jour de juin 1959, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, a établi son siège social à 10 ouest, rue St-Jacques, chambre 909.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'avril 1960.

(Sceau)

53754

Le Secrétaire,

J. ZINMAN.

Linton Investment Corp.

Notice is hereby given that "Linton Investment Corp.", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 18th day of June, 1959, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has established its head office at 10 St. James Street West, Room 909.

Dated at Montreal, this 19 day of April, 1960.

(Seal)

53754-o

Z. ZINMAN,

Secretary.

Miller & Watt Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Miller & Watt Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 9 avril 1958, a transporté son siège social de 1224 ouest, rue Ste-Catherine à 437 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal.

Montréal, 14 avril 1960.

Le Président,

T. P. MILLER, C.A.

53755

Miller & Watt Inc.

Notice is hereby given that "Miller & Watt Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 9, 1958 has moved its head office from 1224 St. Catherine Street West to 437 St. James Street West in the city of Montreal.

Montreal, April 14, 1960.

T. P. MILLER, C.A.,

President.

53755-o

Mountain Ranches Country Club Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Mountain Ranches Country Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 17 septembre 1959, a établi son siège social à C.P. 303 Hudson, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hudson, Québec, ce 18e jour de décembre 1959.

Le Président,

PERRY BEDBROOK.

53756

Mountain Ranches Country Club Inc.

Notice is hereby given that "Mountain Ranches Country Club Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on September 17th, 1959, has established its head office at P.O. Box 303, Hudson, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Hudson, Quebec, this 18th day of December, 1959.

PERRY BEDBROOK,

President.

53756-o

Palmers Limited

Avis est par les présentes donné que "Palmers Limited", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes le 26e jour de juin 1936 et ayant son siège social à Montréal, où son siège, social était situé au 730 ouest rue Wellington l'a déménagé à compter du 5 avril 1960, au 5,630 rue Waverly.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie au Québec.

Daté ce 25e jour d'avril 1960.

(Sceau)

53759

Le Secrétaire,

H. SUTHERLAND.

Palmers Limited

Notice is hereby given that "Palmers Limited", a Company incorporated by letters patent on the 26th day of June, 1936 and having its head office in Montreal where its head office was situated at 730 Wellington Street West has moved the same effective April 5, 1960 to 5,630 Waverly Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company in Quebec.

Dated the 25th day of April, 1960.

(Seal)

53759-o

H. SUTHERLAND,

Secretary.

Soumissions

Village de St-Damase
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par la soussignée Madame Colombe Blanchard, secrétaire-trésorière, St-Damase, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 16 mai 1960, pour l'achat de \$150,000.00 d'obligations du village de St-Damase, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er mai 1960, et remboursables par séries du 1er mai 1961 au 1er mai 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque

Tenders

Village of St-Damase
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Colombe Blanchard, secretary-treasurer, St-Damase, county of St-Hyacinthe, until 8.00 o'clock p.m., on Monday, May 16, 1960, for the purchase of an issue of \$150,000.00 of bonds for the village of St-Damase, county of St-Hyacinthe, dated May 1, 1960, and redeemable serially from May 1, 1961 to May 1, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of

année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 19—travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1961.....	\$2,000.00
1er mai 1962.....	2,000.00
1er mai 1963.....	2,500.00
1er mai 1964.....	2,500.00
1er mai 1965.....	2,500.00
1er mai 1966.....	2,500.00
1er mai 1967.....	3,000.00
1er mai 1968.....	3,000.00
1er mai 1969.....	3,000.00
1er mai 1970.....	3,500.00
1er mai 1971.....	3,500.00
1er mai 1972.....	3,500.00
1er mai 1973.....	4,000.00
1er mai 1974.....	4,000.00
1er mai 1975.....	4,500.00
1er mai 1976.....	4,500.00
1er mai 1977.....	5,000.00
1er mai 1978.....	5,000.00
1er mai 1979.....	5,500.00
1er mai 1980.....	84,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mai 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 mai 1960, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, St-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Damase, (Comté de St-Hyacinthe), ce 22 avril 1960.

La Secrétaire-trésorière,

Mme COLOMBE BLANCHARD.

St-Damase, (St-Hyacinthe), P.Q.

Téléphone: PR 3-3107.

53732-o

interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 19—work on waterworks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1960

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$150,000.00 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1961.....	\$2,000.00
May 1st, 1962.....	2,000.00
May 1st, 1963.....	2,500.00
May 1st, 1964.....	2,500.00
May 1st, 1965.....	2,500.00
May 1st, 1966.....	2,500.00
May 1st, 1967.....	3,000.00
May 1st, 1968.....	3,000.00
May 1st, 1969.....	3,000.00
May 1st, 1970.....	3,500.00
May 1st, 1971.....	3,500.00
May 1st, 1972.....	3,500.00
May 1st, 1973.....	4,000.00
May 1st, 1974.....	4,000.00
May 1st, 1975.....	4,500.00
May 1st, 1976.....	4,500.00
May 1st, 1977.....	5,000.00
May 1st, 1978.....	5,000.00
May 1st, 1979.....	5,500.00
May 1st, 1980.....	84,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Damase, county of St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to May 1, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to May 1, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May 1, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, May 16, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the municipal hall, St-Damase, county of St-Hyacinthe.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Damase (County of St-Hyacinthe), April 22, 1960.

Mrs. COLOMBE BLANCHARD,

Secretary-Treasurer.

St-Damase, (St-Hyacinthe), P.Q.

Téléphone: PR 3-3107.

53732

**Les commissaires d'écoles (protestante)
pour la municipalité de Morin Heights
Comté d'Argenteuil**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Keith E. Seale, secrétaire-trésorier, Morin Heights, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi 16 mai 1960 pour l'achat de \$232,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles (Protestantes) pour la municipalité de Morin Heights, (Argenteuil), datées du 1er mai 1960 et remboursables par séries du 1er mai 1961 au 1er mai 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1960.

Résolution d'emprunt datée du 22 février 1960 — Construction d'une annexe à l'école intermédiaire.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$232,500.00 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er mai 1961.....x	\$22,000.00
1er mai 1962.....x	23,500.00
1er mai 1963.....x	24,500.00
1er mai 1964.....x	26,000.00
1er mai 1965.....x	28,000.00
1er mai 1966.....	4,500.00
1er mai 1967.....	5,000.00
1er mai 1968.....	5,000.00
1er mai 1969.....	5,500.00
1er mai 1970.....	6,000.00
1er mai 1971.....	6,000.00
1er mai 1972.....	6,500.00
1er mai 1973.....	7,000.00
1er mai 1974.....	7,500.00
1er mai 1975.....	8,000.00
1er mai 1976.....	8,500.00
1er mai 1977.....	9,000.00
1er mai 1978.....	9,500.00
1er mai 1979.....	10,000.00
1er mai 1980.....	10,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$123,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$24,738.00 chacun, de 1961 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des termes ci-dessus. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mai 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du

**The school commissioners (Protestant)
for the municipality of Morin Heights
County of Argenteuil**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Keith E. Seale, Secretary-Treasurer, Morin Heights, county of Argenteuil, until 8.00 o'clock p.m., Monday, May 16th, 1960, for the purchase of an issue of \$232,500.00 of bonds of the school commissioners (Protestant) for the municipality of Morin Heights, (Argenteuil), dated May 1st, 1960 and redeemable serially from May 1st, 1961 to May 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

For adjudication purposes only, computation of bonds will be computed as at June 1st, 1960.

Loan resolution dated February 22nd, 1960 — Building of an extension to the Intermediate School.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$232,500.00 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
May 1st, 1961.....x	\$22,000.00
May 1st, 1962.....x	23,500.00
May 1st, 1963.....x	24,500.00
May 1st, 1964.....x	26,000.00
May 1st, 1965.....x	28,000.00
May 1st, 1966.....	4,500.00
May 1st, 1967.....	5,000.00
May 1st, 1968.....	5,000.00
May 1st, 1969.....	5,500.00
May 1st, 1970.....	6,000.00
May 1st, 1971.....	6,000.00
May 1st, 1972.....	6,500.00
May 1st, 1973.....	7,000.00
May 1st, 1974.....	7,500.00
May 1st, 1975.....	8,000.00
May 1st, 1976.....	8,500.00
May 1st, 1977.....	9,000.00
May 1st, 1978.....	9,500.00
May 1st, 1979.....	10,000.00
May 1st, 1980.....	10,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$123,690.00, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$24,738.00 each, from 1961 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds or for fifteen-year short-term bonds. However, the tenders shall be for one only of the above terms. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Adèle, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before May 1st, 1967 inclusively if issued at ten-year short-term, before May 1st, 1968 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before May 1st, 1970 inclusively if issued for the twenty-year term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be

chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, 16 mai 1960 à 8.00 heures p.m., dans l'édifice de l'école Protestante, Morin Heights, comté d'Argenteuil.

Les commissaires d'écoles (Protestantes) se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Morin Heights, (Comté d'Argenteuil), ce 25 avril 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

KEITH E. SEALE.

Morin Heights, (Argenteuil), P.Q.,

Téléphone: CA-6-3657.

53757

Village d'Ayersville

Comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Jacques Poitras, secrétaire-trésorier, 56 rue Mallette, Ayersville, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 18 mai 1960, pour l'achat de \$44,500.00 d'obligations du village d'Ayersville, comté d'Argenteuil, datées du 1er mai 1960 et remboursables par séries du 1er mai 1961 au 1er mai 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 39 — prolongement du système d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$44,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1961.....	\$1,000.00
1er mai 1962.....	1,500.00
1er mai 1963.....	1,500.00
1er mai 1964.....	1,500.00
1er mai 1965.....	1,500.00
1er mai 1966.....	1,500.00
1er mai 1967.....	1,500.00
1er mai 1968.....	2,000.00
1er mai 1969.....	2,000.00
1er mai 1970.....	2,000.00
1er mai 1971.....	2,000.00
1er mai 1972.....	2,500.00
1er mai 1973.....	2,500.00
1er mai 1974.....	2,500.00
1er mai 1975.....	2,500.00
1er mai 1976.....	3,000.00
1er mai 1977.....	3,000.00
1er mai 1978.....	3,500.00
1er mai 1979.....	3,500.00
1er mai 1980.....	3,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance

redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 16th, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the Protestant School House, Morin Heights, county of Argenteuil.

The school commissioners (Protestant) do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Morin Heights, (County of Argenteuil), this 25th of April, 1960.

KEITH E. SEALE,

Secretary-Treasurer.

Morin Heights, (Argenteuil), P.Q.,

Telephone: CA-6-3657.

53757-0

Village of Ayersville

County of Argenteuil

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Poitras, Secretary-Treasurer, 56 Mallette street, Ayersville, county of Argenteuil, until 8.00 o'clock p.m., on Wednesday, May 18, 1960, for the purchase of an issue of \$44,500.00 of bonds for the village of Ayersville, county of Argenteuil, dated May 1st, 1960, and redeemable serially from May 1st, 1961 to May 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 39 — lengthening of the system of waterworks and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$44,500.00 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1961.....	\$1,000.00
May 1st, 1962.....	1,500.00
May 1st, 1963.....	1,500.00
May 1st, 1964.....	1,500.00
May 1st, 1965.....	1,500.00
May 1st, 1966.....	1,500.00
May 1st, 1967.....	1,500.00
May 1st, 1968.....	2,000.00
May 1st, 1969.....	2,000.00
May 1st, 1970.....	2,000.00
May 1st, 1971.....	2,000.00
May 1st, 1972.....	2,500.00
May 1st, 1973.....	2,500.00
May 1st, 1974.....	2,500.00
May 1st, 1975.....	2,500.00
May 1st, 1976.....	3,000.00
May 1st, 1977.....	3,000.00
May 1st, 1978.....	3,500.00
May 1st, 1979.....	3,500.00
May 1st, 1980.....	3,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mai 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 18 mai 1960, à 8.00 heures du soir, en l'école Clément, Ayersville, comté d'Argenteuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ayersville, (Comté d'Argenteuil), ce 25 avril 1960.

Le Secrétaire trésorier,
JACQUES POITRAS.

56 rue Mallette,
Ayersville, (Argenteuil), P.Q.,
Téléphone: LO-2-5909. 53758-0

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lachute, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to May 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 18, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the Clément school, Ayersville, county of Argenteuil.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ayersville, (County of Argenteuil), April 25, 1960.

JACQUES POITRAS,
Secretary-Treasurer.

56 Mallette street,
Ayersville, (Argenteuil), P.Q.,
Telephone: LO-2-5909. 53758

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1959, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à ONZE heures du matin, le CINQUIÈME jour de MAI 1960, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 21 mars 1960.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant général,
53393-13-6-0 F. A. DOYLE.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1959 and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIFTH day of MAY 1960, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., March 21st, 1960.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
F. A. DOYLE,
General Superintendent.
53393-13-6-0

Ventes — Loi de faillite

Bela Limitée

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure (en matière de faillite) N° S35-B. Dans l'affaire de la faillite de: BELA LIMITÉE, corps politique et incor-

Sales — Bankruptcy Act

Bela Limitée

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court (In Bankruptcy Matters) No. S35-B. In the matter of bankruptcy of BELA LIMITÉE, body politic and

poré, opérant le commerce de garagiste, St-Bruno, Lac Saint-Jean, débitrice.

corporate, carrying on business as garage-keepers, Saint-Bruno, Lake St. John, debtor.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DIX-NEUF MAI 1960, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Une propriété située dans le village de Saint-Bruno du côté est de la route régionale se rendant à Saint-Joseph d'Alma, le terrain connu et désigné au bureau d'enregistrement d'Hébertville, comme faisant partie du lot numéro treize (Pte 13) du rang cinq (5) du cadastre officiel (Plan et livre de renvoi officiels) du canton Labarre, mesurant cent cinquante (150) pieds de largeur du nord au sud le long de ladite route, sur cent pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, formant un rectangle borné en front à l'ouest à ladite Route Régionale et en profondeur à l'est au résidu du lot dont il fait partie, le côté nord de ladite partie du lot cédé par les présentes étant située exactement à une distance de deux cent soixante-deux pieds et trois dixièmes (262.3) au sud de la ligne de division entre les lots treize et quatorze (13 et 14) et quatre cent cinquante et un pieds et sept dixièmes (451.7) au nord de la ligne de division entre les lots douze et treize (12 et 13) avec les bâtisses construites, sur le tout, circonstances et dépendances, et les accessoires y compris le monte-charge et le compresseur."

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, 11 avril 1960.

Les Syndics,

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.
111, Côte de la Montagne, Québec et
369, est rue Racine, Chicoutimi. 53638-16-2-o

Anicet Girard

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure. (En matière de faillite) N° 882-B. Dans l'affaire de la faillite de: ANICET GIRARD (fils de Méridé), cultivateur, rang 2, canton Bégin, comté de Lapointe, débiteur.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT MAI 1960, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste, canton Bégin, comté de Lapointe, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Une ferme sise et située à St-Jean l'Évangéliste, comté de Chicoutimi, étant et comprenant: tous ces lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Bégin, sous le numéro quinze (N° 15) dans le rang deux (Rg. 2) dudit canton, et sous le numéro cinq (N° 5) dans le rang un (Rg. 1)

Notice of sale

Notice is hereby given that, on THURSDAY, MAY NINETEENTH, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveable described below will be sold by public auction, at the door of the church of Saint-Bruno, Lake St. John, to wit:

"A property situated in the village of Saint-Bruno on the east side of the regional route leading to Saint-Joseph d'Alma, the lot of land known and designated in the registry office of Hébertville, as forming part of lot number thirteen (P. 13) of range five (5) of the official cadaster (Official plan and Book of Reference) of the township of Labarre, measuring one hundred and fifty (150) feet in width from north to south along the said route, by one hundred feet in depth, from east to west, forming a rectangle bounded in front on the west by said Regional Route and in depth on the east by the remainder of the lot of which it is part, the north side of said part of the lot hereby ceded being situated exactly two hundred and sixty-two and three-tenths feet (262.3) to the south of the division line between lots thirteen and fourteen (13 and 14) and four hundred and fifty-one and seven-tenths feet (451.7) to the north of the division line between lots twelve and thirteen (12 and 13) with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and the accessories comprising therein the hoist and compressor."

This item will be offered in sale to the highest and last bidder subject to ground rents and church apportionments which may exist as well as subject to the active and passive servitudes.

The titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in conformity with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also with article 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Québec, April 11, 1960.

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111 Mountain Hill, Québec and
369 Racine street east, Chicoutimi. 53638-16-2

Anicet Girard

Canada, Province of Québec, district of Chicoutimi, Superior Court. (In Bankruptcy Matters) No. 882-B. In the matter of bankruptcy of: ANICET GIRARD (son of Méridé), farmer, range 2, township of Bégin, county of Lapointe, debtor.

Notice of sale

Notice is hereby given that FRIDAY, MAY TWENTIETH, 1960, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the church door of the parish of St-Jean l'Évangéliste, township of Bégin, county of Lapointe, the immoveable hereinafter described, to wit:

"A farm located and situated at St-Jean l'Évangéliste, county of Chicoutimi, being and comprising: All these lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Bégin, under number fifteen (No. 15) in range two (range 2) of the said township, and under

dudit canton. Avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve dans son état actuel, et que l'acquéreur déclare avoir vu et visité, et en être content et satisfait."

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps, en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, 11 avril 1960.

Les Syndics,

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne, Québec, et

369, est rue Racine, Chicoutimi. 53639-16-2-o

Aldor Lalime

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En faillite), N° 4005 (1959). Dans l'affaire de la faillite de: ALDOR LALIME, cultivateur, demeurant en la paroisse de Ste-Hélène, comté de Bagot, P.Q., débiteur.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal rendue le 22ième jour d'avril 1960, je vendrai les immeubles ci-après décrit par encan, public avec effet du décret:

"Une terre, située en la paroisse de Ste-Hélène, comté de Bagot, dans le rang Ste-Hélène Ouest, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant les lots numéros deux cent cinquante, deux cent cinquante et un et deux cent cinquante-deux (250, 251 et 252), de la contenance de six arpents de largeur sur environ treize arpents de profondeur, tenant devant au chemin dudit rang, en profondeur au cordon des terres du deuxième rang, voisine d'un côté de la terre de Candide Savoie et de l'autre côté de la terre de Lionel Bouthillette ou représentant; avec maison, granges et autres bâtisses y érigées.

Une terre, située en la même paroisse, dans le rang Ste-Hélène-Est, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Ste-Hélène, sous le numéro trois cent vingt (Pte 320), de la contenance de trois arpents et demi de largeur sur environ dix arpents de profondeur, bornée en front au chemin dudit rang, en profondeur aux terres de la paroisse de St-Nazaire d'Acton, voisine d'un côté de la terre d'un nommé Lapierre et de l'autre côté de la terre d'Alphonse Lapalme, ou leurs représentants; sans bâtisse".

Pour être vendues à l'enchère publique à la porte de l'église paroisse de Ste-Hélène, comté de Bagot, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI 1960, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, heure en vigueur.

Conditions: Comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser au soussigné.

St-Hyacinthe, ce 22ième jour d'avril 1960.

Le Syndic,

LAURENT LANGEVIN.

Bureau: 775 rue Laframboise,
St-Hyacinthe, P.Q.

53731-18-2-o

number five (No. 5) in the range one (range 1) of the said township. Together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. As the whole is in its present state, and that the purchaser declares to have seen and visited, and with which he is content and satisfied."

This item is offered for sale to the highest and last bidder, subject to the ground rents and church apportionments which may exist as well as subject to the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a Sheriff's sale.

Condition of payment: Cash.

Quebec, April 11, 1960.

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,

Trustees.

111, Mountain Hill, Quebec, and

369 Racine St. East, Chicoutimi. 53639-16-2

Aldor Lalime

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (In bankruptcy), No. 4005 (1959). In the matter of bankruptcy of: ALDOR LALIME, farmer, living in the parish of Ste-Hélène, Bagot, county, P.Q., debtor.

Public notice is hereby given that under an order of the Tribunal rendered on the twenty-second day of April, 1960, I will sell the immovables hereinafter described below by public auction with the effect of a decree:

"A farm, situated in the parish of Ste-Hélène, Bagot County, in the West Ste-Hélène range, known and designated in the official plan and book of reference of said parish as being lots number two hundred and fifty, two hundred and fifty-one and two hundred and fifty-two (250, 251, 252), measuring six arpents in width by approximately thirteen arpents in depth, bordering in front on the road of said range, in depth on the rim of the farms of the second range, on one side, neighboring on the farm of Candide Savoie and on the other side on the farm of Lionel Bouthillette or representative; with house, barns and other buildings thereon built.

A farm situated in the same parish, on the East Ste-Hélène range, forming a part of the lot known and designated in the official plan and book of reference of said parish of Ste-Hélène under the number three hundred and twenty (P. 320), containing three and one-half arpents in width by approximately ten arpents in depth, bounded in front by the road of said range, in depth by the farms of the parish of St. Nazaire d'Acton, on one side neighboring on the farm of one named Lapierre and on the other side on the farm of Alphonse Lapalme, or their representatives; without buildings".

To be sold by public auction at the door of the parochial church of Ste-Hélène, Bagot County, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY, 1960, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon, time in force.

Conditions: Cash or to the satisfaction of the trustee.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

St. Hyacinthe, this 22nd day of April, 1960.

LAURENT LANGEVIN,

Trustee.

Office: 775 Laframboise Street,
St. Hyacinthe, P.Q.

53731-18-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Municipalité du Comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI le HUIT JUIN 1960 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipality of the county of Megantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the EIGHTH day of JUNE 1960 at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipalités Municipalities	Cantons Townships	Appartenant à Owned by	Rangs Ranges	Lots	Superf.	Taxes
Irlande Nord.....	Irlande.....	Wilfrid Douville.....	7.....	445-3 et-and 445-4.....		\$ 85.96
Irlande Nord.....	Irlande.....	Léopold Bélanger.....	8.....	457 et-and 458.....	70 ac.	103.78
Irlande Nord.....	Irlande.....	Léopold Bélanger.....	8.....	P.S.E. 459.....	70 "	124.31
Plessisville, Par.....	Som.-Sud-South.....	Ernest Cadorette.....	6.....	1/2 N.E. 31.....	105.5 "	115.30
Plessisville, Par.....	Som.-Sud-South.....	Côme Gagnon.....	5.....	20-A.....	96 "	84.60
Plessisville, Par.....	Som.-Sud-South.....	Alfred Pellerin.....	5.....	A-1.....	98 "	49.90
Plessisville, Par.....	Som.-Sud-South.....	Florent Veilleux.....	5.....	17-B.....	97.6 "	69.17
Plessisville, Par.....	Stanford.....	Charles Trépanier.....	7.....	P-1-C-S-O.....	12 "	6.10
Plessisville, Par.....	Stanford.....	Charles Trépanier.....	7.....	P. 2-0.....	36 "	11.70
Plessisville, Par.....	Som.-Sud-South.....	Ernest Tardif.....	9.....	288.....	56 "	115.05
Plessisville, Par.....	Som.-Sud-South.....	Ernest Tardif.....	9.....	289.....	67 "	250.65
Plessisville, Par.....	Stanford.....	Alfred Gosselin.....	5.....	P. O. 5.....	140 "	47.03

Municipalité d'Halifax-Nord

Une terre connue au cadastre de Ste-Sophie, Canton d'Halifax-Nord, comme étant les lots Nos 1097, 1098, 1099, moins la partie du lot N° 1098 appartenant à Donat Boutin par acte enregistré 84369 et la partie du lot N° 1097 appartenant à Albert Pelchat par acte enregistré 57548, circonstances et dépendances avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Connue comme appartenant à Damien Paradis. Taxes dues: \$327.90.

Municipality of Halifax North

A farm known on the cadastre of Ste-Sophie, Township of Halifax-North, as being the lots Nos. 1097, 1098, 1099, less that part of the lot No. 1098 belonging to Donat Boutin by deed registered 84369 and the part of the lot No. 1097 belonging to Albert Pelchat by deed registered 57548, circumstances and dependencies with a house and other buildings thereon erected.

Known as belonging to Damien Paradis. Taxes due: \$327.90.

Municipalité d'Irlande Sud

Une partie du lot N° 230, du 4ème rang, du Canton d'Irlande, contenant 25 acres, bornée au sud par la rivière Bécancour, à l'ouest par le lac à la Truite, au nord par le fronteau du 5ème rang, à l'est par le lot N° 229.

Connue comme appartenant à Émile Paquet. Taxes dues: \$12.50.

Municipality of Ireland South

A part of the lot No. 230, in the 4th range, of the Township of Ireland, containing 25 acres, bounded to the south by the Becancour River, to the west by the Trout Lake, to the north by the frontage of the 5th range and the east by the lot No. 229.

Known as belonging to Émile Paquet. Taxes due: \$12.50.

Municipalité du Canton d'Inverness

Un terrain situé sur le quatrième rang du canton d'Inverness, mesurant deux cents pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur, connu au cadastre officiel du canton d'Inverness, comme étant une partie du lot N° 224, borné en front au nord-est par le chemin, en arrière au sud-ouest par le canal traversant ce lot, d'un côté par la propriété de R. J. Little ou représentant, et de l'autre côté par la propriété d'Elizabeth Keough ou représentant, circonstances et dépendances.

Connu comme appartenant à Alphonse Michaud. Taxes dues \$4.37.

Municipality of the Township of Inverness

A land situated in the fourth range of the township of Inverness, measuring two hundred feet in width by one hundred and eighty feet in depth, known on the official cadastre of the township of Inverness as being a part of the lot No. 224, bounded in front to the northeast by the road, at the rear to the southwest by the channel crossing that lot, on one side by the property of R. J. Little or representative, and on the other side by the property of Elizabeth Keough or representative, circumstances and dependencies.

Known as belonging to Alphonse Michaud. Taxes due: \$4.37.

Municipalité de la paroisse de Plessisville

Une terre située dans le septième rang du Canton de Somerset-Sud, en la paroisse de Plessisville, contenant trois arpents de largeur par environ dix-neuf arpents de profondeur, connue et désignée comme étant une partie du lot N°

Municipality of the Parish of Plessisville

A farm situated in the seventh range of the Township of Somerset-South, in the parish of Plessisville, containing three arpents in width by about nineteen arpents in depth, known and designated as being a part of the lot No. 179

179 du cadastre officiel dudit canton de Somerset-Sud et bornée à un bout, au nord-ouest, au chemin de fer Canadien National, à l'autre bout, au sud-est, à une autre partie dudit lot N° 179 appartenant à Aimé Gosselin ou représentants, d'un côté, au sud-ouest, à la terre d'Arthur Rheault et de l'autre côté, au nord-est, à une autre partie dudit lot N° 179 appartenant à Maurice Bibeau.

Connue comme appartenant à Côte Gagnon. Taxes dues: \$16.90.

Un morceau de terrain situé sur le huitième rang du Canton de Somerset-Sud, mesurant quatre arpents et demi de largeur par une profondeur de sept cent trente-trois pieds à partir du chemin public coupant les lots à aller à la partie nord-ouest de ces lots qui demeurent la propriété de Jules Beaudette, connu et désigné au cadastre officiel du Canton de Somerset-Sud comme étant une partie nord-ouest du lot N° 215 et comme étant la partie nord-est du lot No. 217, le tout se tenant et formant un terrain borné en front au sud-est au chemin public coupant les lots, en arrière au nord-ouest au résidu du terrain appartenant à Jules Beaudette, d'un côté au nord-est au lot N° 214 appartenant à Alfred Rheault ou représentants, et de l'autre côté au sud-ouest à la partie sud-ouest du lot N° 217 appartenant à Léopold Boutin ou représentants.

Connu comme étant le Motel Luxor. Taxes dues \$2,101.13.

Une terre située dans le quatrième rang de Somerset-Sud, en la municipalité de la paroisse de Plessisville, connue et désignée au cadastre officiel dudit Canton de Somerset-Sud comme étant le lot N° 99, sauf et à distraire dudit lot les parties vendues à Adélard Richard par les actes de vente datés du 18 juillet, 1945, et du 22 décembre, 1947, exécutés devant C. B. Chartier, notaire, et enregistrés au bureau d'enregistrement de Mégantic, à Inverness, sous les Nos 85442 et 88307.

Connue comme appartenant à Louis-Philippe Côte. Taxes dues \$19.30.

a) Une terre située dans le sixième rang du Canton de Somerset-Sud, (Rang B des Belles-Vues), en la paroisse de Plessisville, connue et désignée comme étant le lot N° 117 du cadastre officiel dudit canton de Somerset-Sud.

b) Une terre située dans le sixième rang du Canton de Somerset-Sud, (Rang B des Belles-Vues), en la paroisse de Plessisville, contenant un arpent de largeur par environ vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant la partie sud-est du lot N° 118 du cadastre officiel dudit Canton de Somerset-Sud et bornée comme suit: en front, au sud-ouest, par la route ou chemin public, en profondeur, au nord-est, par le ruisseau Fournier, d'un côté, au sud-est, par le lot N° 117 et de l'autre côté, au nord-ouest, au résidu dudit lot N° 118 appartenant à Paul-Émile Grenier.

Connues comme appartenant à Alfred Gosselin. Taxes dues: \$197.45.

Une terre située dans le sixième rang du Canton de Somerset-Sud, (Rang A des Belles-Vues), en la paroisse de Plessisville, contenant cinquante et une acres en superficie, connue et désignée comme étant le lot N° 132 du cadastre officiel dudit Canton de Somerset-Sud, sauf et à distraire dudit lot N° 132 un emplacement mesurant soixante-dix-huit pieds de front par cinquante pieds de profondeur et appartenant à la Commission Scolaire du Canton de Somerset-Sud.

of the official cadastre of the said township of Somerset-South, bounded at one end, to the northwest, by Canadian National Railway, at the other end, to the southeast, to another part of the said lot No. 179, belonging to Aimé Gosselin or representatives, on one side, to the southwest, by the farm of Arthur Rheault and on the other side, to the northeast, by another part of the said lot No. 179, belonging to Maurice Bibeau.

Known as belonging to Côte Gagnon. Taxes due: \$16.90.

A piece of land situated in the eighth range of the Township of Somerset-South, measuring four arpents and a half in width by a depth of seven hundred and thirty-three feet starting from the public road crossing the lots up to the northwest part of those lots remaining the property of Jules Beaudette, known and designated on the official cadastre of the Township of Somerset-South as being a northwest part of the lot No. 215 and as being the northeast part of the lot No. 217, the whole forming a land bounded in front to the southeast by the public road crossing those lots, in rear to the northwest by the land remaining the property of Jules Beaudette, on one side to the northeast by the lot No. 214 belonging to Alfred Rheault or representatives, and on the other side to the southwest by the southwest part of the lot No. 217 belonging to Léopold Boutin or representatives.

Known as being the "Luxor Motel". Taxes due: \$2,101.13.

A farm situated in the fourth range of the Township of Somerset-South, in the Municipality of the Parish of Plessisville, known and designated on the official cadastre of the said Township of Somerset-South as being the lot No. 99, save and except of the said lot the parts sold to Adélard Richard by the deeds of sale dated the 18th of July, 1945, and the 22th of December, 1947, passed before C. B. Chartier, notary, and registered at the registry office of Mégantic, at Inverness, under the numbers 85442 and 88307.

Known as belonging to Louis-Philippe Côte. Taxes due: \$19.30.

a) A farm situated in the 6th range of the township of Somerset-South, (Range B of Belles-Vues), in the parish of Plessisville, known and designated as being the lot No. 117 on the official cadastre of the said township of Somerset-South.

b) A farm situated in the 6th range of the Township of Somerset-South, (Range B of Belles-Vues), in the parish of Plessisville, containing one arpent in width by about twenty-one arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being the southeast part of the lot No. 118 of the official cadastre of the said township of Somerset-South and bounded as follows: in front, to the southwest, by the public road, in depth, to the northeast, by the Fournier brook, on one side to the southeast, by the lot No. 117 and on the other side, to the northwest, to the residue of the said lot No. 118 belonging to Paul-Émile Grenier.

Known as belonging to Alfred Gosselin. Taxes due: \$197.45.

A farm situated in the 6th range of the township of Somerset-South, (Range A of Belles-Vues), in the parish of Plessisville, containing fifty-one acres in superficies, known and designated as being the lot No. 132 of the official cadastre of the said township of Somerset-South, save and except of the said lot No. 132 an emplacement measuring seventy-eight feet in front by fifty feet in depth and belonging to the School Board of the township of Somerset-South.

Connue comme appartenant à Alfred Gosse-
lin. Taxes dues: \$118.80.
Inverness, le 22 avril 1960.

*Le Secrétaire-trésorier de
la Corporation du Comté de Mégantic,*
53730-18-2-o RENÉ CHEVRIER.

Known as belonging to Alfred Gosselin.
Taxes due: \$118.80.
Inverness, April 22th, 1960.

*Secretary-Treasurer of the Corporation
of the County of Megantic.*
53730-18-2-o RENÉ CHEVRIER.

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

*Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska*

Cour Supérieure, { SAUL LECKERMAN
District de Montréal, AND MORRIS
N° 493056. { LECKERMAN, manu-
facturiers de la cité et du

district de Montréal, demandeurs vs ROLAND
PRIMEAU, de ville St-Michel, district de Mont-
réal, défendeur.

Un terrain mesurant environ cent cinquante-
sept pieds de front sur la profondeur qu'il y a
à partir du chemin de front jusqu'au terrain
appartenant à MM. Raymond & Frères, connu
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels
du canton de Simpson, comme étant une partie
du lot numéro sept dans le premier rang, lequel
terrain est borné au sud-ouest par le chemin de
front, en profondeur au nord-est par le terrain de
MM. Raymond & Frères, d'un côté au nord-
ouest par M. Witton, et de l'autre côté, au sud-
est par la ligne de transmission électrique Shawi-
nigan.

Réserve est faite du terrain ci-dessus, un terrain
mesurant soixante-quinze pieds de front sur
trois cents pieds de profondeur, connu et désigné
comme faisant partie du lot numéro sept, dans
le premier rang de Simpson, et étant la partie
sud-est, sud-ouest sur le terrain ci-dessus décrit.—
Ce terrain est borné comme suit: en front au sud-
ouest par le chemin de front, en profondeur au
nord-est et d'un côté au nord-ouest par la partie
du terrain ci-dessus décrit et de l'autre côté au
sud-est par la ligne de Transmission électrique
Shawinigan.— Avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Frédéric de Drummondville, comté de
Drummond le DOUZIÈME jour de MAI
1960 à TROIS heures de l'après-midi (heure
avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 6 avril 1960. 53581-15-2-o

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { DAME ÉVA PAQUET
N° 10,652. { MÉRIZZI, épouse de
feu Me Émile MÉRIZZI de son

vivant registrateur, domicilié et demeurant dans
les cité et district de Montréal, demanderesse,
vs EUGÈNE GRENON, contremaître, de St-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

ARTHABASKA

*Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska*

Superior Court, { SAUL LECKERMAN
District of Montreal, AND MORRIS
No. 493056. { LECKERMAN, manu-
facturers of the city and

district of Montreal, plaintiffs vs ROLAND
PRIMEAU, of the town of St-Michel, district of
Montreal, defendant.

A lot of land measuring approximately one
hundred and fifty-seven feet in front by the depth
from the road in front as far as the lot of land
belonging to Mr. Raymond & Brothers, known
and designated in the official plan and book of
reference of the township of Simpson, as being
a part of lot number seven on the first range,
which lot is bounded on the southwest by the
road in front, in depth on the northwest by the
land of Mr. Raymond & Brothers, on the north-
west side by Mr. Witton, and on the other side
on the southeast by the Shawinigan Electric
Transmission line.

Reservation is made in the case of the above
land, a lot having a frontage of seventy-five
feet in front by three hundred feet in depth,
known and designated as forming a part of lot
number seven, on the first range of Simpson,
and as being the southeast part, the southwest
part on the lot described above.— This lot of
land is bounded as follows: in front on the south-
west by the road in front, in depth on the north-
east and on the northwest side by the part of
land described above and on the southeast side
by the Shawinigan Electric Transmission line.—
With buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church
of St-Frédéric of Drummondville, county of
Drummond on the TWELFTH day of MAY,
1960, at THREE o'clock in the afternoon.
(daylight saving time).

Félix Houle,
Sheriff's Office, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, April 6, 1960. 53581-15-2

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { DAME ÉVA PAQUET
No. 10,652. { MÉRIZZI, wife of
the late Mr. Émile MÉRIZZI,

in his lifetime, registrar, domiciled and living
in the city and district of Montreal, plaintiff vs
EUGÈNE GRENON, foreman, of St-Georges

Georges d'Henryville, district d'Iberville, défendeur, et OSCAR ST-JEAN, curateur et au délaissement.

"Comme appartenant au défendeur; savoir:

Partie du lot numéro cent trente-six du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges d'Henryville, district d'Iberville, contenant 135 pieds de largeur, le long du chemin public sur 70 pieds de profondeur, mesure anglaise et bornée à l'ouest par la rue de l'église, au sud et à l'est par le résidu dudit lot et au nord par l'emplacement de M. Maxime Fréreau, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Georges d'Henryville MERCREDI le DIX-HUIT MAI, 1960 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
St-Jean, 6 avril 1960.

RICHARD MERCIER.
53582-15-2-o

d'Henryville, district of Iberville, defendant and OSCAR ST-JEAN, curator as to surrender.

"As belonging to the defendant; to wit:

Part of lot number one hundred and thirty-six of the official cadaster of the parish of St-Georges d'Henryville, district of Iberville, measuring 135 feet in width, along the public road by 70 feet in depth, English measure and bounded on the west the Church street, on the south and east by the remainder of said lot and the north by the emplacement of Mr. Maxime Fréreau, with buildings thereon constructed.

To be sold at the door of the parochial church of St-Georges d'Henryville, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MAY, 1960 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RICHARD MERCIER,

Sheriff's Office,
St-John, April 6, 1960.

Sheriff.
53562-15-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour Supérieure, { DAME ÉMILIEENNE ST-
N° 15,299. ONGE, épouse séparée

de biens de Lucien Morin,

rentier, tous deux du village de St-Gabriel de Brandon dans le district de Joliette, et ce dernier pour assister et autoriser son épouse, demandeurs, vs DAME RITA BROUSSEAU, épouse judiciairement séparée de biens de Lionel Collin, et ledit LIONEL COLLIN, pour assister et autoriser son épouse, tous deux des cité et district de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

"Un terrain emplacement situé à St-Gabriel de Brandon, sur la rue St-Cléophas, connu et désigné comme étant une partie du numéro cinq cent vingt-neuf (Ptie N° 529) du cadastre de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, mesurant quarante-cinq pieds en largeur sur cent soixante-deux pieds en profondeur, le tout plus ou moins mesure anglaise, borné en front par ladite rue St-Cléophas, en profondeur par le résidu dudit lot propriété d'Adélard Houle, d'un côté par la commission scolaire et de l'autre côté par Euclide Rondeau avec une maison d'habitation y édifiée."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gabriel de Brandon, le MERCREDI, le PREMIER jour du mois de JUIN 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Joliette, 26 avril 1960.

ROLAND PERRAULT.
53765-18-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Joliette

Superior Court, { DAME ÉMILIEENNE ST-
No. 15,299. ONGE, wife separate as

to property of Lucien Morin,

gentleman, both of the village of St-Gabriel de Brandon in the district of Joliette, and the latter to assist and authorize his wife, plaintiffs, vs DAME RITA BROUSSEAU, wife judicially separate as to property of Lionel Collin, and the said LIONEL COLLIN, to assist and authorize his wife, both of the city and district of Montreal, defendants.

As belonging to the defendants:

"An emplacement lot situated at St-Gabriel de Brandon, on St-Cleophas Street, known and designated as being a part of number five hundred and twenty-nine (Pt. No. 529) of the cadaster of St-Gabriel de Brandon, parish, measuring forty-five feet in width by one hundred and sixty-two feet in depth, the whole more or less English measure, bounded in front by the said St-Cleophas Street, in depth by the residue of the said lot property of Adélard Houle, on one side by the school commission and on the other side, by Euclide Rondeau with a dwelling house thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Gabriel de Brandon, on WEDNESDAY, the FIRST day of JUNE, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office,
Joliette, April 26, 1960.

Sheriff.
53765-18-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

District de Montréal

Montréal, à savoir: { C. A. CAYOUEITE,
Cour supérieure, C. LTÉE, demanderess-
N° 478 974. se, vs ROBERT D. NA-
DEAU, INC., défenderesse.

"Certains emplacements ayant front sur la rue Millen en les cité et district de Montréal, et composé des subdivisions deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six et deux

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

District of Montreal

Montreal, to wit: { C. A. CAYOUEITE,
Superior Court, C. LTÉE, plaintiff, vs
No. 478 974. ROBERT D. NADEAU,
INC., defendant.

"Certain emplacements having frontage on Millen street in the city and district of Montreal, and composed of subdivisions two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two

cent sept du lot originaire deux cent soixante et neuf (269/200-1-2-3-4-5-6-7) des Plan et Livre de Renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent."

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour du mois de MAI, 1960, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, le 6 avril 1960. 53591-15-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: { CAISSE DE CRÉDIT
Cour Supérieure, des employés de la
N° 479 657. { Commission de Transport
de Montréal, demanderesse,
vs, BENOIT LÉPINE, défendeur.

Désignation d'immeuble

Un immeuble ou emplacement ayant front sur la rue Ste-Hélène, en la ville de Jacques-Cartier, situé en la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant trente-sept pieds et demi de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins, lequel est composé:

a) De la juste moitié nord-ouest du lot numéro deux cent soixante-dix-sept, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-N.O. 277) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, mesurant douze pieds et demi de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit: en front par ladite rue Ste-Hélène, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est, par le résidu dudit lot numéro 143-277 et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro 143-278, tous du même cadastre.

b) Du lot numéro deux cent soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-278) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 1124 de la rue Ste-Hélène à Ville Jacques-Cartier.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DEUXIÈME jour du mois de JUIN 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, le 20 avril 1960. 53710-18-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME BETTY COHEN,
Cour Supérieure, veuve de feu Adolph
N° 461 021. { Rosenberg, de son vivant,
marchand, de la cité de

Montréal, y exerçant commerce seul sous les nom et raison social de A. Rosenberg & Co., demandeur, vs CYRILLE GUÉRARD, défendeur.

Cad. 185, la subdivision 115-119 inclusive-ment aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 70, Onzième avenue, en la municipalité de Laval Ouest.

hundred and five, two hundred and six and two hundred and seven of the original lot two hundred and sixty-nine (269/200-1-2-3-4-5-6-7) of the official plan and Book of Reference of the parish of Saint Lawrence."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of the month of MAY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, April 6, 1960. 53591-15-2

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: { CREDIT OFFICE of
Superior Court, the employees of the
No. 479 657. { Montreal Transport Com-
mission, plaintiff, vs BE-
NOIT LÉPINE, defendant.

Désignation of immovable

An immoveable or emplacement having frontage on St. Helen street, in the town of Jacques-Cartier, situated in the parish of St. Anthony of Longueuil, measuring thirty-seven and one-half feet in width by a depth of ninety feet, English measure and more or less, which is composed:

a) Of the exact north-west half of lot number two hundred and seventy-seven, of the official subdivision of the original lot number one hundred and forty-three (143-N. W. 277) in the official plan and book of reference of the parish of St. Anthony of Longueuil, measuring twelve and one-half feet in width by a depth of ninety feet, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by said St. Helen street, in the back by a lane, on one side to the south-east by the remainder of said lot number 143-277 and on the other side to the north-west by lot number 143-278, all of the same cadaster.

b) Of the lot number two hundred and seventy-eight of the official subdivision of the original lot number one hundred and forty-three (143-278) in the official plan and book of reference of the parish of St. Anthony of Longueuil, measuring twenty-five feet in width by a depth of ninety feet, English measure, more or less.

With all the buildings constructed thereon and bearing civic number 1124 St. Helen street in the town of Jacques-Cartier.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the SECOND day of the month of JUNE, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, April 20, 1960. 53710-18-2

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME BETTY COHEN,
Superior Court, widow of the late
No. 461 021. { Adolph Rosenberg, in his
lifetime merchant, of the

city of Montreal, therein carrying on business alone under the firm name and style of A. Rosenberg & Co. plaintiff, vs CYRILLE GUÉRARD, defendant.

Cad. 185, subdivision 115-119 inclusive of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, with the building thereon erected bearing civic number 70, Eleventh Avenue, in the municipality of Laval-Ouest.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Laval-Ouest, comté de Laval, le DEUXIÈME jour du mois de JUIN 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, 20 avril 1960. 53711-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Montréal, à savoir: { SA MAJESTÉ LA
Cour de l'Échiquier, { REINE, aux droits
N° 144 634. { du Dominion du Canada,
demanderesse, vs GEOR-
GETTE DESFORGES-DAVIDSON, de la cité
de Montréal, exécutrice de la succession de feu
Natou Singh, décédé, défenderesse.

Désignation

Un emplacement situé en la paroisse de St-Antoine de Longueuil, au lieu appelé "Longueuil Annexe", contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant connu et désigné sous le numéro soixante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-63) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, borné en front par la rue Barthélémy.

Avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Antoine de Longueuil, au lieu appelé "Longueuil Annexe" contenant trente-trois pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et étant composé du lot numéro soixante-quatre et de la partie sud-ouest, contenant huit pieds de largeur par ladite profondeur du lot numéro soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-64 et Ptie S.O. 65) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par la rue projetée appelée Barthélémy, en arrière, au sud-est par les lots Nos 85-77 et 76; du côté, sud-ouest par le lot No. 85-63 et du côté nord-est, par le résidu dudit lot No. 85-65; avec une maison portant le numéro civique 160 de la rue Barthélémy, et garage sus-érigées, circonstances et dépendances.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DEUXIÈME jour de mois de JUIN 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, le 20 avril 1960. 53712-18-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { CAISSE POPULAIRE ST-
N° 102,280. { HENRI DE LÉVIS,
société légalement constituée
en vertu de la Loi des Syndicats Coopératifs
de la Province de Québec, contre JOSEPH
MORIN, cultivateur, de St-Henri, comté de
Lévis, P.Q. et THIMOLAUS CANTIN, rentier,
de St-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, P.Q.
mis en cause.

To be sold at the parochial door of parish of Laval-Ouest, county of Laval, on the SECOND day of the month of JUNE, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 20th, 1960. 53711-18-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Montreal, to wit: { HER MAJESTY
Court of the Exchequer, { THE QUEEN,
No. 144 634. { under the laws of the
Dominion of Canada,
plaintiff, vs GEORGETTE DESFORGES-DA-
VIDSON, of the city of Montreal, executer of
the estate of the late Natou Singh, deceased,
defendant.

Designation

An emplacement situated in the parish of St. Anthony of Longueuil, in the place called "Longueuil Annexe", containing twenty-five feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, more or less, and known and designated under the number sixty-three of the official subdivision of the original lot number eighty-five (85-63) of the official plan and book of reference of the parish of St. Anthony of Longueuil, in the county of Chambly, bounded in front by Bartholomew street.

With circumstances and dependencies and all the buildings constructed thereon.

An emplacement situated in the parish of St. Anthony of Longueuil, in the place called "Longueuil Annexe", containing thirty-three feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, more or less, and being composed of lot number sixty-four and of the southwest part, containing eight feet in width by said depth of lot number sixty-five of the official subdivision of original lot number eighty-five (85-64 and P. S.E. 65) of the official plan and book of reference of said parish of St. Anthony of Longueuil, in the county of Chambly, bounded in front by Bartholomew street projected, in back, to the southeast by lots Nos 85-77 and 76; on the southwest side by lot No. 85-63 and on the northeast side, by the remainder of said lot No. 85-65; with a house bearing the civic number 160 Bartholomew street, and the garage erected thereon, circumstances and dependencies.

The whole as it presently is with active and passive, apparent or non-apparent servitudes attached to said immoveable.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on the SECOND day of JUNE, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 20, 1960. 53712-18-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to with: { CREDIT UNION OF ST-
No. 102,280. { HENRI DE LÉVIS,
society legally constituted
under the Quebec Cooperative Syndicates Act,
versus JOSEPH MORIN, farmer, of St-Henri,
county of Lévis, P.Q., and THIMOLAUS
CANTIN, annuitant, of St-Jean Chrysostôme,
county of Lévis, P.Q. mis en cause.

Le lot numéro cent soixante-dix-huit (N° 178) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un petit morceau de terrain situé à St-Jean Chrysostôme, de cinquante pieds (50') de largeur sur cinq pieds (5') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord à Sieur Arthur Couture, au sud au lot ci-dessus décrit, à l'est à Sieur Onésime Ferland, ou représentants, et à l'ouest à Sieur Joseph Carrier, circonstances et dépendances, et maintenant connu comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit (N° 188) du susdit cadastre.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de St-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, le TROISIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DR. J. R. GOBEL, 53762-18-2-o
 Québec, le 25 avril 1960.
 [Première insertion: 30 avril 1960.]
 [Deuxième insertion: 21 mai 1960.]

Lot number one hundred and seventy-eight (No. 178) of the official cadaster of the parish of St-Jean Chrysostôme, county of Lévis, with all buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

A small piece of land situated at St-Jean Chrysostôme, fifty feet (50') in width by five feet (5') in depth, English measure, bounded on the north by Mr. Arthur Couture, on the south by the lot described above, on the east by Mr. Onésime Ferland, or representatives, on the west by Mr. Joseph Carrier, circumstances and dependencies, and known as forming part of lot number one hundred and eighty-eight (No. 188) of the above-mentioned cadaster.

To be sold "en bloc" at the door of the church of St-Jean Chrysostôme, county of Lévis, on the THIRD day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEL,

Sheriff's Office, Sheriff, 53762-18-2
 Quebec, April 25, 1960.
 [First insertion: April 30, 1960.]
 [Second insertion: May 21, 1960.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { DALE & COMPANY LTD,
 N° 20,310. { corps politique avec bureau d'affaires à 710 Carré

Victoria, Montréal, et GÉRARD THIBAUT, aide-charpentier de la paroisse de Chute-aux-Outardes, demandeurs vs ÉMILE ST-GELAIS, journalier, de la paroisse de Chute-aux-Outardes, comté de Saguenay.

Partie du lot numéro cinq (P.-5), de la paroisse de Chute-aux-Outardes, mesurant plus ou moins 11,500 pieds carrés, borné au nord, par Robert Ouellet, au sud par Ovide Martin, à l'ouest par Dame Marie Anne Therrien épouse de feu Edgar St-Gelais, et à l'est par la Rue Principale, ladite rue n'étant pas cadastrée, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, rente s'il y en a.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Chute-aux-Outardes, comté de Saguenay, le DEUXIÈME jour de JUIN, 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN, 53766-18-2-o
 Rimouski, 26 avril 1960.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { HALLÉ AUTOMOBILES
 N° 22,587. { LTÉE, corps politique avec place d'affaires à Rivière-

Portneuf, district de Saguenay, demandeur vs PORTNEUF BÉTON LTÉE, corps politique avec place d'affaires à Portneuf-sur-Mer, district de Saguenay, défendeur.

Un terrain y compris les bâtisses circonstances et dépendances, situé sur la Seigneurie des Mille Vaches, mesurant quatre-vingt-quatorze (94) pieds de largeur plus ou moins, par cent vingt-cinq (125) pieds de profondeur plus ou moins et borné comme suit, au nord par un terrain appartenant à Dame Madeleine Émont-Blouin ou représentant, au sud par un terrain appartenant à Zoël Lajoie, à l'est par un terrain appartenant

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { DALE & COMPANY LTD,
 No. 20,310. { body politic with head office at 710 Victoria Square,

Montreal, and GÉRARD THIBAUT, carpenter's aide, of the parish of Chute-aux-Outardes, plaintiffs vs ÉMILE ST-GELAIS, day-labourer, of the parish of Chute-aux-Outardes, county of Saguenay.

Part of lot number five (P. 5) of the parish of Chute-aux-Outardes, measuring more or less 11,500 square feet, bounded on the north by Robert Ouellet, on the south by Ovide Martin, on the west by Dame Marie Anne Therrien, wife of the late Edgar St-Gelais, and on the east by Principal street, said street not being registered in the cadaster, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, rent if any.

To be sold at the door of the parochial church of Chute-aux-Outardes, county of Saguenay, on the SECOND day of JUNE, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff, 53766-18-2
 Rimouski, April 26, 1960.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { HALLÉ AUTOMOBILES
 No. 22,587. { LTÉE, a body politic with business office at Rivière-

Portneuf, district of Saguenay, plaintiff, vs PORTNEUF BÉTON LTÉE, a body politic with business office at Portneuf-sur-Mer, district of Saguenay, defendant.

A lot of land comprising circumstances and dependencies situated on the Seigniorie des Mille Vaches, measuring ninety-four (94) feet in width more or less, by one hundred and twenty-five (125) feet in depth, more or less and bounded as follows: on the north, by a lot of land belonging to Dame Madeleine Émont-Blouin, or representative, on the south, by a lot of land belonging to Zoël Lajoie, on the east, by the lot of land belong-

à Léo Vignola et à l'ouest par un terrain appartenant à Émile Émond.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Portneuf, comté de Saguenay, le DEUXIÈME jour de JUIN, 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 26 avril 1960. 53767-18-2-o

ing to Léo Vignola and on the west, by a lot of land belonging to Émile Émond.

To be sold at the church door of the parish of Portneuf, county of Saguenay, on the SECOND day of JUNE, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, April 26th, 1960. 53767-18-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Québec

Cour de Magistrat, { **RAYONS SANITAI-**
N° 239-234. { **RES LTÉE,** corpora-
tion légalement constituée
ayant son siège social dans les cité et district de Québec, demanderesse vs J.-ROSAIRE GAGNÉ, hôtelier, de la paroisse de St-Léon le Grand, comté de Matapédia, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de St-Léon le Grand, contenant cent vingt-huit (128') pieds de front au chemin et partant du chemin jusqu'au bout d'une côte, borné au nord par Michel Richard représentant de Dame Simon Belley, au sud-ouest par Henri Roy, représentant de Dame H. Desbiens, au sud-est par le chemin et au nord-est par M. Paul Poirier, représentant de Dame Simon Belley, faisant partie du lot N° vingt-huit-dix (P. 28-10), du cadastre officiel du premier rang du canton Pineault, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Léon le Grand le TROISIÈME jour de JUIN, 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 26 avril 1960. 53768-18-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Quebec

Magistrate's Court, { **RAYONS SANITAI-**
No. 239-234. { **RES LTÉE,** body
legally constituted having
its head office in the city and district of Quebec, plaintiff, vs J.-ROSAIRE GAGNÉ, innkeeper, of the parish of St-Léon le Grand, county of Matapédia, district of Rimouski, defendant.

A lot of land situated in the parish of St-Léon le Grand, containing one hundred and twenty-eight (128') feet in frontage on the road and from the road as far as the end of a hill, bounded on the north by Michel Richard representative of Dame Simon Belley, on the southwest by Henri Roy, representative of Dame H. Desbiens, on the southeast by the road and on the northeast by Mr. Paul Poirier, representative of Dame Simon Belley, forming a part of lot No. twenty-eight-ten (P. 28-10), of the official cadaster of the first range of the township of Pineault, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of St-Léon le Grand on the THIRD day of JUNE, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, April 26, 1960. 53768-18-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **COMPAGNIE D'ASSU-**
N° 10,787. { **RANCE MERCAN-**
TILE compagnie légalement
constituée ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse; vs PHILIPPE WHITE, demeurant à Hauterive, district de Saguenay, défendeur.

Le lot numéro (7-218-3) sept-deux cent dix-huit-trois aux plans et livre de renvoi officiels pour le canton de Lafèche, savoir:

"De forme irrégulière, borné au nord par la route nationale numéro quinze, à l'est par le lot F'-3, au sud par le lot 7-218-n.s., à l'ouest par le lot 7-218-2, mesurant au nord soixante-quinze pieds et cinq dixièmes (75.5) à l'est quatre-vingt-quinze pieds, au sud soixante-quinze pieds et cinq dixièmes (75.5), à l'ouest quatre-vingt-dix-huit pieds et deux dixièmes (98.2). Contenant en superficie sept mille six cent cinquante-neuf pieds carrés et huit dixièmes (7659.8' pieds carrés) Avec bâtisses circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Hauterive, comté de Saguenay, MARDI, le

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **COMPAGNIE D'ASSU-**
No. 10,787. { **RANCE MERCAN-**
TILE, legally incorporated
company having its head office in the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff; vs PHILIPPE WHITE, residing at Hauterive, district of Saguenay, defendant.

Lot number (7-218-3) seven-two hundred and eighteen-three on the official plan and in the book of reference for the township of Lafèche, to wit:

"Of irregular form, bounded on the north by the national route number fifteen, on the east by lot F'-3, on the south by lot 7-218-n.s., on the west, by lot 7-218-2, measuring on the north seventy-five feet and five/tenths feet, (75.5), on the east, ninety-five feet, on the south, seventy-five feet and five/tenths (75.5) on the west, ninety-eight feet and two/tenths (98.2). Containing in area seven thousand six hundred and fifty-nine square feet and eight/tenths (7659.8' square feet). With buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Hauterive, county of Saguenay, TUESDAY

DIX-SEPTIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
La Malbaie, le 5 avril 1960. *PIERRE NÉRON.*
53571-15-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { *DONAT CHAPDELAINÉ,*
N° 19 372. { commerçant, de Cook-
shire, district de St-François,
demandeur vs *PAUL POISSON,* de Stornoway,
district de St-François, défendeur.

"Les lots de terre numéros dix-sept du rang deux sud-ouest, et dix-sept du rang trois sud-ouest, du cadastre du canton de Winslow, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse de Winslow (Stornoway) MERCREDI, le PREMIER jour de JUIN 1960, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Sherbrooke, ce 22 avril 1960. *JOSEPH LABRECQUE.*
53729-18-2-o
[Première insertion, le 30 avril 1960.]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { *DAME ALPHONSINE*
N° 21197. { *VAILLANCOURT,*
veuve de feu Albert Mar-
chand, en son vivant, commerçant, domiciliée
en les cité et district de Trois-Rivières, deman-
deresse, vs *OVILA SIMARD,* mécanicien, de-
meurant en les cité et district de Trois-Rivières,
défendeur.

Deux terrains situés en la paroisse des Trois-Rivières, près du rang Ste-Marguerite, ayant front sur le Boulevard Gagnon, connus et désignés comme étant les lots numéros soixante-trois et soixante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro seize (16-63 et 64) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, mesurant chacun desdits terrains, soixante pieds de largeur sur cent quatre pieds de profondeur, à mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison dessus en construction et à être terminée, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, au bureau du Shérif, au Palais de Justice de Trois-Rivières, MERCREDI, le ONZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent soixante, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Trois-Rivières, le 4 avril 1960. *L. P. MERCIER.*
53572-15-2-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses

the SEVENTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and sixty, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *PIERRE NÉRON,*
La Malbaie, April 5, 1960. *Sheriff.*
53571-15-2

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { *DONAT CHAPDELAINÉ,*
No. 19 372. { trader, of Cookshire,
district of St. Francis, plain-
tiff, vs *PAUL POISSON,* of Stornoway, district
of St. Francis, defendant.

"The lots of land numbers seventeen of range two southwest, and seventeen of range three southwest, on the cadastre of the township of Winslow, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St. Alphonse de Winslow, (Stornoway) WEDNESDAY, the FIRST day of JUNE 1960, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

Sheriff's Office, *JOSEPH LABRECQUE,*
Sherbrooke, this 22nd of April 1960. *Sheriff.*
53729-18-2-o
[First insertion the 30th of April 1960.]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { *DAME ALPHONSINE*
No. 21197. { *VAILLANCOURT,*
widow of the late Albert
Marchand, in his lifetime tradesman, domiciled
in the city and district of Trois-Rivières, plain-
tiff, vs *OVILA SIMARD,* mechanic, residing in
the city and district of Trois-Rivières, defendant.

Two lots of land situated in the parish of Trois-Rivières, near the Ste-Marguerite Range, having frontage on the Gagnon Boulevard, known and designated as being lots numbers sixty-three and sixty-four of the official subdivision of lot number sixteen (16-63 and 64) of the official cadaster for the parish of Trois-Rivières, county of St-Maurice, measuring each of the said lots, sixty feet in width by one hundred and four feet in depth, English measure and more or less, with a house thereon in construction and to be finished, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Sheriff, at the Court House of Trois-Rivières, WEDNESDAY, on the ELEVENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *L. P. MERCIER,*
Trois-Rivières, April 4, 1960. *Sheriff.*
53572-15-2

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of
God, of Great Britain, Ireland and the British

autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A Nos très aimés et fidèles conseillers, les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente législature de ladite Province;

A CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé, l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante et de notre règne le neuvième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
53769-o (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle Assemblée législative de ladite province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du vingt-septième jour d'avril 1960, et devront être rapportés avant le vingt-septième jour de juillet 1960, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le huitième jour de juin 1960, dans tous les districts électoraux; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le vingt-deuxième jour de juin 1960, dans tous les districts électoraux.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Our Province of Quebec and to all to whom it may concern,

GREETING.

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, to dissolve the present Legislature of the said Province;

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this twenty-seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
53769 Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec, and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, We do hereby make it known that, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Election Writs in due form, for constituting a new Legislative Assembly of the said Province, which Election Writs are all to bear date the twenty-seventh day of April 1960, and be returned before the twenty-seventh day of July 1960, the nomination of candidates at the election to be held and take place on the eighth day of June 1960, in all the electoral districts; and the holding of the polls to take place and be held on the twenty-second day of June, 1960, in all the electoral districts.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement à Québec, le vingt-septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
53769-o (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres Royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui les présentes, verront ou qu'icelles pourront concerner,

SABUT.

ATTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement.

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le septième jour de septembre prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
53770-18-19-o (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

At Our Government House, at Quebec, this twenty-seventh day of April, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
53769 Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the seventh day of September next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this twenty-seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
53770-18-19 Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Pearson vs Bourgeois..... 1903

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

499-A — Chemise, province de Québec. 1903
499-B — Plombier, poseur d'appareils de chauffage *et al*, région de Trois-Rivières..... 1906
499-C — Services funéraires, Ile de Montréal, d'Ile Jésus et un rayon de 10 milles de l'Ile..... 1908
499-D — Construction, région de Québec. 1909

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1883

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Pearson vs Bourgeois..... 1903

ORDERS IN COUNCIL:

499-A — Shirt, Province of Québec.... 1903
499-B — Plumber, steamfitter *et al*, region of Trois-Rivières..... 1906
499-C — Undertakers', Island of Montreal, Jesus Island and a radius of 10 miles from the Island of Montreal... 1908
499-D — Construction, region of Quebec 1909

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1883

AVIS DIVERS:

Asbestos Automobile Inc. (Dist. de l'actif)	1911
Association de Hockey Junior de Québec Incorporée (Catégorie B) (Directeurs)	1912
Coopérative d'Habitation de Trois-Rivières (Fondation)	1911
Corporation Immobilière du Bas St-Laurent (Directeurs)	1910
Collège Saint-Denis Incorporée (Règlements)	1913
J. I. Case Company (Nouvel agent)	1914
La Coopérative des Loisirs d'Huberdeau (Fondation)	1911
La Fédération des Professeurs Catholiques du Golfe St-Laurent (Formation)	1913
Les Oeuvres de Bienfaisance Incorporée (Règlements)	1910
L'Union des Travailleurs du Textile de la Templon Spinning Mills de Drummondville (Formation)	1915
Metal & Electrical Products Corp. Ltd. (Directeurs)	1910
Montreal Land & Housing Corp. (Directeurs)	1913
Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal (Règlements)	1910
North Star Housing Corporation (Directeurs)	1912
Quebec Pipeline Construction Ltd — Construction de Pipelines Québec Ltée (Directeurs)	1912
Simard & Frères Cie Ltée (Directeurs)	1914
Strathmore Baptist Church (Requête)	1909
Sybil Ives of Canada Ltd. (Dist. de l'actif)	1913
Syndicat Coopératif Agricole de Chambord (Fondation)	1911
Textiles Sales Limited (Directeurs)	1914
William J. Ross Ltd. (Directeurs)	1913

CHARTES — ABANDON DE:

Canmont Construction Ltd.	1915
Maska Construction Inc.	1915
Potato Services Ltd.	1915
Tilmont Construction Ltd.	1916

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Buckingham	1916
Grand Caspédia	1920
Kiamika	1916
Lambton, paroisse	1919
Sanmaur	1916
St-Alphonse-de-Castagnier	1916
St-Bernardin-de-Waterloo	1917
Ste-Anne-de-Noue	1917
Ste-Anne-des-Plaines No 1	1917
Ste-Anne-du-Lac, village	1919
St-Joseph-de-Blanford	1917
St-Michel, paroisse	1918
St-Thomas-de-Pierreville	1919
Terrebonne, paroisse	1919
Val D'Or, cath.	1918
Val-D'Or, cath., Lac-Lemoine, St-Bernard	1918

MISCELLANEOUS NOTICES:

Asbestos Automobile Inc. (Dist. of assets)	1911
Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B Category) (Directors)	1912
Coopérative d'Habitation de Trois-Rivières (Foundation)	1911
Lower St. Lawrence Realty Corporation (Directors)	1910
Collège Saint-Denis Incorporé (By-Laws)	1913
J. I. Case Company (New agent)	1914
La Coopérative des Loisirs d'Huberdeau (Foundation)	1911
La Fédération des Professeurs Catholiques du Golfe St-Laurent (Formation)	1913
Les Oeuvres de Bienfaisance Incorporée (By-Laws)	1910
L'Union des Travailleurs du Textile de la Templon Spinning Mills de Drummondville (Formation)	1915
Metal & Electrical Products Corp. Ltd. (Directors)	1910
Montreal Land & Housing Corp. (Directors)	1913
Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal (By-Laws)	1910
North Star Housing Corporation (Directors)	1912
Quebec Pipeline Construction Ltd — Construction de Pipelines Québec Ltée (Directors)	1912
Simard & Frères Cie Ltée (Directors) ..	1914
Strathmore Baptist Church (Petition) ..	1909
Sybil Ives of Canada Ltd. (Dist. of assets)	1913
Syndicat Coopératif Agricole de Chambord (Foundation)	1911
Textiles Sales Limited (Directors)	1914
William J. Ross Ltd. (Directors)	1913

CHARTERS — SURRENDER OF:

Canmont Construction Ltd.	1915
Maska Construction Inc.	1915
Potato Services Ltd.	1915
Tilmont Construction Ltd.	1916

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Buckingham	1916
Grand Caspédia	1920
Kiamika	1916
Lambton, parish	1919
Sanmaur	1916
St-Alphonse-de-Castagnier	1916
St-Bernardin-de-Waterloo	1917
Ste-Anne-de-Noue	1917
Ste-Anne-des-Plaines No 1	1917
Ste-Anne-du-Lac, village	1919
St-Joseph-de-Blanford	1917
St-Michel, parish	1918
St-Thomas-de-Pierreville	1919
Terrebonne, parish	1919
Val D'Or, cath.	1918
Val-D'Or, cath., Lac-Lemoine, St-Bernard	1918

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

St-Ours, ville	1920
Wentworth, canton	1920

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs, Chicoutimi (Avis) ..	1884
Commerce de détail, Chicoutimi (Approbation)	1900
Construction, Hull (Modification)	1898
Construction, comté de St-Jean et Iberville (Modification)	1900
Détaillants de Gazoline, région de Chicoutimi (Prélèvement)	1901
Quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction, région de Québec (Modification)	1896

EXAMEN DES AGRONOMES:

Aspirants à l'étude de l'agronomie	1921
--	------

EXAMEN DU BARREAU:

Richelieu, pratique	1921
---------------------------	------

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie de Téléphone de St-Côme de Kennébec et de St-Théophile ..	1922
La Compagnie de Téléphone de St-Honoré de Shenley	1922
La Compagnie de Téléphone de St-Sébastien	1922

NOMINATIONS:

Divers	1922
--------------	------

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de modification de plan conjoint:

St-Anne de la Pocatière, Producteurs de bois	1923
Témiscamingue, Producteurs de bois ..	1923

PROCLAMATIONS:

Convocation <i>Pro Forma</i>	1941
Dissolution de la Législature	1942
Émission de brefs d'élection	1943

SIÈGES SOCIAUX:

Carlos Sousa Ltée	1924
Doré Equipment Company Ltd	1925
Institut Maria	1925
Kilworth Investment Corporation	1925
La Corporation de Crédit de la Rive Sud ..	1924
L.-G. Entreprises Inc.	1925
Les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec ..	1925
Linton Investment Corp.	1926
Miller & Watt Inc.	1926
Mountain Ranches Country Club Inc.	1926
Palmer's Limited	1926
Restaurant du Palais Ltée	1924

SOUMISSIONS:

Ayersville, village	1929
Morin Heights, comm. scolaire protestante	1928
St-Damase, village	1926

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Ours, town	1920
Wentworth, township	1920

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers, Chicoutimi (Notice)	1884
Commerce de détail, Chicoutimi (Approval)	1900
Construction, Hull (Amendment)	1898
Construction, counties of St. John and Iberville (Amendment)	1900
Détaillants de Gazoline, région de Chicoutimi (Levy)	1901
Hardware, paint and building materials, region of Quebec (Amendment)	1896

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agriculture.	1921
--	------

BAR EXAMINATION:

Richelieu, practice	1921
---------------------------	------

WINDING UP NOTICES:

La Compagnie de Téléphone de St-Côme de Kennébec et de St-Théophile ..	1922
La Compagnie de Téléphone de St-Honoré de Shenley	1922
La Compagnie de Téléphone de St-Sébastien	1922

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1922
---------------------	------

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of modification of joint plan:

St. Anne de la Pocatière, Wood Producers'	1923
Temiscamingue, Wood Producers'	1923

PROCLAMATIONS:

Convocation <i>Pro Forma</i>	1941
Dissolution of the Legislature	1942
Issuing of election writs	1943

HEAD OFFICES:

Carlos Sousa Ltée	1924
Doré Equipment Company Ltd	1925
Institut Maria	1925
Kilworth Investment Corporation	1925
Southern Credit Corporation	1924
L.-G. Entreprises Inc.	1925
Les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec ..	1925
Linton Investment Corp.	1926
Miller & Watt Inc.	1926
Mountain Ranches Country Club Inc.	1926
Palmer's Limited	1926
Restaurant du Palais Ltée	1924

TENDERS:

Ayersville, village	1929
Morin Heights, Protestant school comm.	1928
St-Damase, village	1926

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company... 1930

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bela Limitée..... 1930

Girard, Anicet..... 1931

Lalime, Aldor..... 1932

VENTE POUR TAXES:

Mégantic, munic. du comté..... 1933

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Leekerman *et al* vs Primeau..... 1935

IBERVILLE:

Merizzi vs Grenon..... 1935

JOLIETTE:

St-Onge vs Brousseau *et vir*..... 1936

MONTRÉAL:

Caisse de Crédit des Employés de la
Commission du Transport de Mont-
réal vs Lépine..... 1937C. A. Cayouette, Ltée vs Robert D.
Nadeau, Inc..... 1936

Cohen vs Guérard..... 1937

Sa Majesté La Reine vs Desfor-
ges-Davidson..... 1938

QUÉBEC:

Caisse Populaire de St-Henri de Lévis
vs Morin..... 1938

RIMOUSKI:

Dale & Company Ltd. *et al* vs St-Gelais 1939Hallé Automobiles Ltée vs Portneuf
Béton Ltée..... 1939

Rayons Sanitaires Ltée vs Gagné..... 1940

SAGUENAY:

Co. Ass. Mercantile vs White..... 1940

SAINT-FRANÇOIS:

Chapdelaine vs Poisson..... 1941

TROIS-RIVIÈRES:

Vaillancourt vs Simard..... 1941

SALE OF UNCLAIMED GOODS:

Canadian Pacific Express Company... 1930

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bela Limitée..... 1930

Girard, Anicet..... 1931

Lalime, Aldor..... 1932

SALE FOR TAXES:

Mégantic, munic. of the county..... 1933

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Leekerman *et al* vs Primeau..... 1935

IBERVILLE:

Merizzi vs Grenon..... 1935

JOLIETTE:

St-Onge vs Brousseau *et vir*..... 1936

MONTREAL:

Credit Office of the Employees of the
Montreal Commission vs Lépine.... 1937C. A. Cayouette, Ltée vs Robert D.
Nadeau, Inc..... 1936

Cohen vs Guérard..... 1937

Her Majesty the Queen vs Desfor-
ges-Davidson..... 1938

QUEBEC:

Credit Union of St-Henri de Lévis vs
Morin..... 1938

RIMOUSKI:

Dale & Company Ltd *et al* vs St-Gelais. 1939Hallé Automobiles Ltée vs Portneuf
Béton Ltée..... 1939

Rayons Sanitaires Ltée vs Gagné..... 1940

SAGUENAY:

Co. Ass. Mercantile vs White..... 1940

SAINT FRANCIS:

Chapdelaine vs Poisson..... 1941

TROIS-RIVIÈRES:

Vaillancourt vs Simard..... 1941